

**UNIVERSITE DE TOULOUSE-LE-MIRAIL
U.F.R. D'HISTOIRE, HISTOIRE DE L'ART ET ARCHEOLOGIE**

**JOSEPH KI-ZERBO :
ITINERAIRE D'UN INTELLECTUEL VOLTAÏQUE
AU XX^{ème} SIECLE**



MEMOIRE DE MAÎTRISE D'HISTOIRE

Présenté par M. Florian **PAJOT**

Sous la direction de Mme Sophie **ECKERT-DULUCQ**

avec le concours de Mme Colette **ZYTNICKI**

Juin 2004

Joseph Ki-Zerbo

Itinéraire d'un intellectuel voltaïque au 20^{ème} siècle

Photo de couverture : Joseph Ki-Zerbo
Contact auteur : florian.pajot@free.fr

À la famille Tiendrebeogo

Javert, Pauline,

Yvette, Yvonne, Brigitte et Laurent

N'an laara, an saara.
(Si nous nous couchons,
nous sommes morts)
Joseph Ki-Zerbo

Je remercie vivement Mme Sophie Eckert-Dulucq de m'avoir suggéré
l'étude passionnante de la vie de Joseph Ki-Zerbo.
Un grand merci également à Mme Zytnicki pour son aide et ses conseils.

Au Burkina-Faso, j'adresse de très vifs remerciements à M. Madiéga
pour ses précieux conseils de recherches.
Aussi, je ne saurais suffisamment remercier Mme Alice Ouédraogo-Briba
pour l'aide et les documents qu'elle m'a procurés.
Enfin, un grand merci à Mme Ouédraogo-Sereme
responsable du service des archives de l'Assemblée Nationale du Burkina-Faso.

INTRODUCTION

Joseph Ki-Zerbo est un personnage incontournable de Haute-Volta, ancienne colonie de l'Afrique Occidentale Française devenue Burkina-Faso¹. La carrière et l'action de cet homme suscitent l'intérêt du chercheur et ne peuvent manquer d'attirer l'attention du néophyte qui s'intéresse à l'histoire contemporaine de l'Afrique subsaharienne. En effet, Joseph Ki-Zerbo, né dans les années 1920, a été témoin et également acteur des nombreuses évolutions de son continent, sur le plan politique, idéologique ou encore culturel. Etudiant à Paris dans les années cinquante, dans le contexte politique des colonies qui se soustraient peu à peu du joug colonial², fondateur d'un parti à la veille des indépendances, historien agrégé mettant ses compétences au service d'une méthodologie de l'histoire africaine, « Monsieur le Professeur³ » est de toute évidence impliqué dans les combats de l'Afrique au 20^{ème} siècle.

La présente étude s'attache à évoquer les différents aspects de la carrière de cet homme dont l'itinéraire, consacré à l'émancipation de l'Afrique, révèle une énergie et une passion d'une extrême richesse. Militant de toujours, il a su mettre à profit son statut d'intellectuel pour diverses causes, de l'histoire à la politique, sans omettre le développement de son continent. Néanmoins, à la différence des Cheikh Anta Diop, Aimé Césaire ou encore Léopold Senghor, sa notoriété dépasse peu le cercle des spécialistes et connaisseurs de l'Afrique. A nous de présenter au mieux les diverses facettes de l'homme dans le mémoire qui suit.

Aborder, dans un travail de maîtrise d'histoire, la vie de Joseph Ki-Zerbo, figure de l'Afrique francophone du 20^{ème} siècle, revêt, d'un point de vue méthodologique, divers aspects qu'il convient d'éclairer en introduction. D'abord, le qualificatif d'intellectuel appelle certains éclaircissements. En effet, l'intellectuel africain est difficilement assimilable à son homologue français ou occidental. Il est ainsi nécessaire de peser les aléas de la difficile condition des intellectuels en Afrique. Enfin, plus globalement, l'étude d'un acteur important de l'Afrique contemporaine est à mettre en valeur dans le

¹ La colonie de Haute-Volta a acquis son indépendance le 5 août 1960.

² La « vague » des indépendances s'est produite en 1960 pour la grande majorité des ex-colonies d'A.O.F.

³ Manière très répandue de qualifier Joseph Ki-Zerbo au Burkina-Faso.

contexte historiographique particulier de cette région du monde. De fait, l'histoire de l'Afrique est peu traitée au sein de l'université française⁴ et, au moment d'entamer le parcours d'un historien du continent, il est primordial de donner au lecteur quelques pistes d'une historiographie méconnue.

Nous devons donc présenter Joseph Ki-Zerbo, l'intellectuel, et souligner les éléments qui nous conduisent, de fait, à le classer parmi ces figures intellectuelles, en tant qu' « *homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie*⁵ ». Les personnages de cette nature ont existé de tout temps. On en retrouve l'origine chez les sophistes de la Grèce antique⁶. La définition contemporaine qui nous intéresse est née de l'engagement d'Emile Zola au cours de l'affaire Dreyfus et son fameux article *J'accuse*⁷. On peut alors déjà envisager un aspect de la définition qui est l'engagement personnel de l'intellectuel au service d'une cause qu'il choisit de défendre⁸. Il prend parti en s'efforçant de dépasser les préjugés et intérêts partisans. Les intellectuels sont cependant souvent issus de tendances diverses puisqu'on parle d'intellectuel de gauche, de droite, communiste⁹.

Un autre volet de la définition, à caractère plus sociologique, s'oriente vers la production, la diffusion et la réception de la culture dans la société : l'intellectuel est « *créateur et médiateur culturel*¹⁰ ». On mesure ainsi sa contribution à l'écho que trouvent ses idées, ses prises de position dans une société. Son rôle est donc de s'engager, de prendre parti pour une cause à défendre, en s'efforçant de rester, dans l'idéal, le plus objectif, le plus éloigné de toute considération partisane. Les intellectuels sont « *des missionnaires de grands principes, dotés d'esprit critique*¹¹ ».

Si la définition de l'intellectuel proposée est valable pour les intellectuels « du Nord », il est plus délicat de l'appliquer dans la même perspective aux sociétés africaines. La revue mensuelle *Politique Africaine* a abordé cette question dans un numéro spécial, « Les intellectuels africains¹² ». Dès l'avant-propos, Comi M. Toulabor évoque la spécificité de la situation africaine, lorsque l'on veut appréhender l'œuvre de ses intellectuels à travers le prisme de la définition unanimement reconnue et évoquée plus haut. Dans des termes parfois durs et pessimistes, les nombreux articles de cette publication s'attachent à démontrer que la définition d'intellectuel, telle qu'on la connaît, ne

⁴ Voir Coquery-Vidrovitch C., « Plaidoyer pour l'histoire du monde dans l'université française », *Vingtième siècle*, n° 61, janv-mars 1999.

⁵ D'après Ory & Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, A. Colin, 1999.

⁶ D'après Chatelet, « Intellectuel et société » dans Encyclopédie Universalis.

⁷ Paru dans *l'Aurore* en 1898.

⁸ D'après Sirinelli, « Le hasard ou la nécessité, une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels », *Vingtième siècle*, janv-mars 1986, p. 97.

⁹ « *Les idées ne se promènent pas toutes nues dans la rue* » comme le remarque Jacques Julliard, d'après Sirinelli, « Le hasard ou la nécessité, une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels », *op. cit.*, p. 98.

¹⁰ D'après Sirinelli, *op. cit.*, p. 99.

¹¹ *Idem.*

¹² Voir *Politique Africaine*, « Les intellectuels africains », n° 51, octobre 1993.

peut s'appliquer que difficilement aux réalités africaines. L'activité des intellectuels africains semble bridée par trois éléments : le rapport au savoir, le rapport à la société et le rapport au pouvoir politique¹³. Elite occidentalisée dont la production écrite ne trouve que peu d'échos dans les sociétés minoritairement alphabétisées, l'intellectuel africain est presque « allogène » parmi les siens¹⁴. Il est vrai qu'en Afrique, seule une partie de la population, à dominante urbaine et instruite, est concernée par les débats intellectuels. D'autre part, ces élites africaines sont souvent en phase avec l'idéologie nationale et la propagande sur les thèmes récurrents du pouvoir ou encore du sous-développement¹⁵. Joseph Ki-Zerbo s'est toujours efforcé de contourner ces difficultés. Cependant, comment véhiculer au mieux des théories sur le développement, d'après un modèle occidental, dans des sociétés traditionnelles ? On en vient alors à évoquer « *une espèce mythique [...] pour certains en voie de disparition*¹⁶ ». Certes les intellectuels africains ont des difficultés à exister mais leur seule issue est de persévérer pour ancrer peu à peu certaines réflexions dans des sociétés en essor.

Joseph Ki-Zerbo s'est engagé sans limite au service de l'émancipation de l'Afrique et pour l'amélioration de la situation globale de son pays. Cependant, tout homme engagé et médiateur culturel qu'il est, il doit œuvrer pour que ses idées s'imprègnent dans sa propre société sous peine de mener un combat stérile. Au final, malgré les problèmes de définition, nous pouvons affirmer que Joseph Ki-Zerbo, par sa notoriété, sa qualité d'historien, de professeur et d'homme politique, est une figure intellectuelle de l'Afrique contemporaine francophone.

Enfin, dans le contexte historiographique actuel, faisant la part belle à la « décolonisation de l'histoire¹⁷ », étudier la vie du premier historien africain agrégé semble arriver à point nommé. En effet, l'élaboration de l'histoire du continent « *berceau de l'humanité*¹⁸ » a longtemps été sujette à controverses. Au 19^{ème} siècle, par les voix de Hegel ou de Victor Hugo, est érigé le paradigme de l'ahistoricité de l'Afrique, sous le prétexte que l'histoire des peuples sans écriture est simplement impossible à faire¹⁹. Les courants historiques scientiste et méthodique ne considèrent alors que l'histoire élaborée d'après une analyse critique des sources écrites. Cependant, à la fin du 19^{ème} siècle, alors que la colonisation en est à son stade le plus actif, la passion de certains explorateurs,

¹³ D'après Comi M. Toulabor, « Avant-propos », *Politique Africaine*, op. cit.

¹⁴ *Idem*.

¹⁵ D'après F. Eboussi Boulaga, « L'intellectuel exotique », *Politique Africaine*, op. cit.

¹⁶ D'après M. Diouf, « Intellectuels visibles, intellectuels invisibles », *Politique Africaine*, op. cit.

¹⁷ Voir par exemple Dulucq S. et Zytnicki C. (dir.), *Décoloniser l'histoire ? De l'histoire coloniale aux histoires nationales en Amérique latine et en Afrique, 19^{ème} et 20^{ème} siècles*, Saint-Denis, Société française d'Outre Mer, 2003.

¹⁸ Thème récurrent pour justifier la grandeur passée de l'Afrique dans les écrits de Cheik Anta Diop ou de Joseph Ki-Zerbo lui-même.

¹⁹ D'après S. Dulucq, « Ecrire l'histoire de l'Afrique au sud du Sahara : un bilan historiographique (19^{ème}-20^{ème}) », texte inédit. De très nombreux éléments de cet article nous ont permis d'envisager les différentes phases de l'évolution historiographique de l'histoire africaine contemporaine.

militaires, missionnaires ou administrateurs coloniaux²⁰ les conduit à produire les premiers textes de nature historique sur les contrées et les peuples rencontrés. Certains commencent alors à mettre par écrit « la tradition » qu'ils recueillaient chez les griots²¹, sans véritable approche méthodique mais avec le mérite d'éprouver une volonté de conservation des témoignages oraux. Le 20^{ème} siècle voit se profiler l'institutionnalisation de l'histoire des mondes non européens avec la création de la chaire d'histoire coloniale à la Sorbonne²² ou encore de la Société des africanistes²³. Néanmoins, l'étude de l'Afrique et de son passé est largement accaparée par d'autres disciplines comme la géographie, la linguistique ou l'ethnologie qui en fait sa spécialité.

Ainsi, jusque dans les années 1950, l'histoire de l'Afrique est quasi-exclusivement produite par des Européens²⁴. On peut toutefois trouver des exceptions²⁵ en la personne d'Antoine Dim Delobsom²⁶ qui produit deux ouvrages historico-ethnographiques²⁷ dans la première moitié du 20^{ème} siècle. A l'époque charnière de la moitié de ce siècle, les sources orales, déjà utilisées auparavant, commencent à être acceptées par les historiens professionnels²⁸. Des conférences ont lieu²⁹ tandis que de grandes figures du monde noir apparaissent avec les Senghor, Césaire ou Cheik Anta Diop, lequel proclame haut et fort la richesse de la civilisation africaine antique à travers l'exemple de l'Égypte pharaonique. Ainsi, alors qu'il est de plus en plus unanimement reconnu que l'histoire de l'Afrique est possible³⁰ avec l'apport de nouvelles sources, Joseph Ki-Zerbo, agrégé d'histoire dans les années 1950, s'attelle à la tâche d'écrire une histoire générale de l'Afrique noire depuis les origines³¹. Si des ouvrages collectifs ont déjà été réalisés dans les années 1920-1930, c'est la première monographie francophone sur le passé de l'Afrique subsaharienne émanant d'un historien africain (1972). L'historiographie africaine est alors dans sa phase dite de « décolonisation », prenant le contre-pied d'une histoire trop longtemps européocentriste³². Par son écrit majeur et sa participation à un autre grand projet³³ en tant que spécialiste de la méthodologie de l'histoire

²⁰ D'après Moniot H., « L'histoire des peuples sans histoire » dans Le Goff J. & Nora P., *Faire de l'histoire: nouveaux problèmes (t.1)*, Paris, Gallimard, 1974.

²¹ Les griots sont les conteurs qui lors de fêtes ou de veillées rapportent les faits illustres des ancêtres, détenant par là des éléments du passé transmis de génération en génération, en Afrique de l'Ouest.

²² Fondée en 1905 et occupée alors par Prosper Cultru.

²³ Créée en 1930.

²⁴ On peut citer l'auteur Maurice Delafosse et son ouvrage *Haut-Sénégal – Niger* paru en 1912.

²⁵ Voir à ce sujet l'article de A. Piriou, « Intellectuels colonisés et écriture de l'histoire en Afrique de l'Ouest (c.1920-c.1945) » dans Dulucq S. et Zytnicki C. (dir.), *Décoloniser l'histoire ?...*, *op. cit.*

²⁶ Auteur voltaïque (1897-1940).

²⁷ Dim Delobsom, *L'Empire du Mogho Naba, Mœurs et coutumes des Mossis*, Paris, Domat-Monchrestien, 1932.

²⁸ Parution de l'ouvrage pionnier, référence en la matière, de J. Vansina, *De la tradition orale* en 1961.

²⁹ Londres (1957-1961), Salisbury (1960) et Dakar (1961).

³⁰ Voir Brunschwig H., « Une histoire de l'Afrique noire est-elle possible? » in *Mélanges en l'honneur de Fernand Braudel. Méthodologie de l'histoire et des sciences humaines*, Privat, 1973, pp. 275-281.

³¹ Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978.

³² Voir Caroline Neale, "The idea of progress in the revision of African history, 1960-1970" dans Jewsiewicki B. & Newbury D. (ed.), *African Historiographies. What History for Which Africa ?*, Londres, Sage, 1986, pp. 112-122.

³³ Il s'agit du projet de l'U.N.E.S.C.O., dans les années 1970, qui aboutit en 1980.

africaine, Joseph Ki-Zerbo se situe au cœur de l'évolution historiographique du continent noir dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle.

Pour mener notre étude, nous avons choisi d'étudier l'essentiel de son parcours, de sa naissance en 1922 au milieu des années 1990. C'est une tâche difficile que celle d'aborder la vie d'un homme encore vivant. Faire le bilan d'une vie non achevée comporte le risque de heurter l'intéressé et suscite bien des interrogations quant au traitement des faits récents. Si le choix du début de sa vie semble sans équivoque, le choix du milieu des années 1990 s'est opéré en tenant compte de divers éléments. Coïncidant avec la fin de son exil politique, ce moment constitue un nouveau départ pour Joseph Ki-Zerbo dans ses activités au Burkina-Faso. Aussi, au vu d'une existence loin d'être achevée, cette date semble opportune et laisse aux futurs chercheurs le dernier chapitre de sa vie, riche d'implications politiques et intellectuelles.

Le présent travail constitue, de fait, une biographie. Pour éclairer le sentier sur lequel nous nous sommes engagés, nous devons nous attarder un instant sur les controverses qui entourent cette approche caractéristique de l'histoire qu'est la biographie, d'autant plus qu'elle concerne un personnage encore actif. Héritière des hagiographies du Moyen-Age et de quelques œuvres de l'Antiquité³⁴, la biographie devient un véritable « genre » au 19^{ème} siècle³⁵. Elle est alors principalement le domaine des écrivains et s'inscrit dans l'histoire littéraire et « romantique » du début de ce siècle. L'évolution historiographique³⁶, au tournant du 20^{ème} siècle, amène la condamnation de ces « histoires de vie », le côté littéraire rebutant de nombreux historiens qui dénoncent les insuffisances méthodologiques d'un genre situé aux frontières de la littérature et de l'histoire³⁷. Peu après, c'est l'histoire des *Annales*³⁸ qui participe à ce dénigrement en encourageant l'histoire dite totale, économique et sociale, préférant l'histoire des masses à l'étude des personnages. La biographie tombe donc « officiellement »³⁹ dans le discrédit au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale, au moment où les historiens posent le débat entre biographie et histoire. Pourtant, après cette période d'« excommunication », le genre est réhabilité dès la fin des années soixante-dix⁴⁰. Il le doit à une évolution qui l'a vu prendre en compte les nouvelles tendances historiographiques⁴¹.

³⁴ Par exemple, *Les Vies parallèles* de Plutarque.

³⁵ D'après Philippe Levillain, « Les protagonistes de la biographie » dans Rémond R., *Pour une histoire politique*, Paris, Editions du Seuil, 1988.

³⁶ Les courants historiographiques scientifique puis méthodique s'imposent à ce moment-là.

³⁷ Critiques de J. Le Goff et P. Nora dans *Faire de l'histoire* publié en 1974.

³⁸ Courant historiographique qui s'impose à la fin des années 1920.

³⁹ Elle était « officieusement » délaissée depuis un demi siècle déjà.

⁴⁰ D'après Philippe Levillain, *op.cit.*

⁴¹ En atteste la tenue d'un colloque en mai 1985, *Problèmes et méthodes de la biographie*, donnant lieu à une publication.

Ainsi, l'étude d'un personnage doit être intégrée dans son milieu⁴², dans le contexte politique, culturel et social auquel il est forcément lié. La nouvelle biographie est donc un « *va-et-vient entre l'individuel et le collectif*⁴³ ». Finies les « petites histoires », la biographie s'insère dans la « Nouvelle Histoire⁴⁴ » en y intégrant les « Forces Profondes⁴⁵ » et devient une manière d'écrire l'histoire à nouveau reconnue. Il nous est donné, maintenant, de construire la biographie d'un homme qui est, de toute évidence, façonné par la période riche d'espoirs, de perspectives mais aussi de déception dans laquelle lui et l'Afrique décolonisée grandirent.

Ecrire une biographie de Joseph Ki-Zerbo aboutit à montrer la multiplicité des facettes, des hasards, des choix mais aussi des contradictions et des erreurs qui ont caractérisé son parcours. Sa personnalité révèle, au final, une alchimie complexe, parfois ambiguë entre l'historien, l'homme du culturel, l'intellectuel désireux de progrès et d'insertion dans le monde « mondialisé » et l'homme séduit de nature par l'activité politique. Alors, il est opportun de préciser qu'une telle étude conduit le chercheur à de nombreux revirements dans son interprétation, de même qu'il peut, aveuglément, présenter un tableau hagiographique du personnage auquel il risque de s'identifier. Toutefois, nous nous attacherons à analyser ici comment, avec des réussites et des échecs, Joseph Ki-Zerbo, historien, homme politique, bref, intellectuel africain, a contribué à enrichir politiquement et culturellement les débats sur la place de l'Afrique indépendante dans le monde ? En analysant les différents volets de son action, nous verrons ainsi les réussites et les échecs dont il fut témoin ou acteur.

Nous avons opté pour un plan à la fois chronologique et thématique. Il semblait inévitable de scinder son œuvre d'historien et d'intellectuel de son engagement politique, tout en traitant chaque volet chronologiquement. De plus, cette distinction répond respectivement à une action internationale et à une carrière locale.

Dans un premier temps, nous nous attacherons à la formation de Joseph Ki-Zerbo, de l'école missionnaire à l'obtention du diplôme de l'institut d'études politiques et d'agrégation d'histoire. L'étude du début de la vie de Joseph Ki-Zerbo permet d'entrevoir les ferments de la lutte contre l'ordre établi dans lequel il évolue. Son séjour en France, pour ses études supérieures, révèle une élite décidée à user de ce statut pour peser, dès ses années étudiantes, dans le milieu syndical, prémices des luttes politiques ultérieures.

⁴² D'après J.-M. Bizière et P. Vayssière, *Histoire et historiens*, Paris, Hachette, 1995.

⁴³ Expression de J.-P. Rioux.

⁴⁴ Ce courant historique, officialisé en 1978 avec l'ouvrage de J. Le Goff, est constitué au sein même des *Annales*, tout en adoptant une nouvelle approche.

⁴⁵ Terme consacrant la sociologie de l'histoire, selon laquelle l'homme est le produit d'une société et de ses structures.

Une deuxième partie montrera Joseph Ki-Zerbo militant, dans le volet de sa carrière qui, semble-t-il, lui a tenu le plus à cœur, l'action politique. Parti avec un idéal d'unité africaine, il doit en rester à regrets à un combat local, dans son pays. Ses luttes ont façonné l'histoire intérieure de la Haute-Volta devenue Burkina-Faso. De toute évidence, la nation lui doit beaucoup pour ses prises de positions inlassables contre le système de l'Etat post-colonial tout puissant, gouvernant seul, écrasant le peuple. Malgré quelques épisodes ambigus, l'action politique de Joseph Ki-Zerbo est un exemple d'opposition inlassable.

Nous envisagerons enfin la mission qu'il s'est donnée, à travers son statut d'intellectuel, pour la « désaliénation » de l'Afrique. D'abord, son œuvre d'historien est le premier axe d'une lutte pour promouvoir son continent et lui assurer une reconnaissance à l'échelle internationale. Ce choix de l'histoire lui semble alors primordial pour révéler l'Afrique aux yeux du grand public. Il a également poursuivi son dessein en participant activement aux institutions de l'U.N.E.S.C.O., en tant qu'historien et également comme intellectuel africain, par sa notoriété et sa compétence dans les domaines de l'éducation et du développement.

Auparavant, revenons sur les sources et les différents documents sur lesquels nous nous sommes appuyés pour construire le récit de la vie de Joseph Ki-Zerbo.

PRESENTATION DES SOURCES

Mon travail de recherches s'appuie en premier lieu sur les écrits de Joseph Ki-Zerbo. De toute évidence, il était impossible d'être exhaustif. J'ai consulté l'ensemble des ouvrages, ceux qu'il a signés et ceux qu'il a préfacés. Je me suis alors retrouvé avec une liste assez importante d'écrits divers.

Un premier groupe concerne ses premiers ouvrages, de nature historiographique. Il s'agit de *Le monde africain noir : histoire et civilisation* (1963), *Histoire de l'Afrique noire : d'hier à demain* (1972) et *La tradition orale : problématique et méthodologie des sources de l'histoire africaine* (1972). Le premier dresse en quelque sorte un tableau de l'Afrique subsaharienne dans ses aspects civilisationnels et historiques. Le second constitue, quant à lui, une référence en la matière saluée de toutes parts dans le monde francophone lors de sa parution. C'est la première monographie d'histoire de l'Afrique, sur toutes les périodes, dont l'auteur est africain, qui plus est le premier Africain agrégé d'histoire. Le troisième ouvrage a une teneur plus méthodologique et s'intègre dans le cadre du projet d'histoire générale de l'Afrique voulu par le directeur de l'U.N.E.S.C.O., dans les années 1960. Il est le résultat de plusieurs colloques réunissant des historiens de l'Afrique, leur objectif étant alors de définir une méthode approuvée par tous dans la collecte et le traitement des sources de l'histoire africaine. Les sources orales y trouvent une place prépondérante. Ainsi, lorsque le projet de l'U.N.E.S.C.O. est mené à son terme, Joseph Ki-Zerbo est choisi, par son autorité dans le domaine, pour diriger le tome I intitulé *Méthodologie et préhistoire africaine* (1986). Volume introductif aux huit autres, il présente les définitions méthodologiques appliquées à l'histoire africaine et déjà évoquées dans le troisième ouvrage cité.

Une deuxième série d'ouvrages symbolise l'engagement de Joseph Ki-Zerbo dans une action militante en faveur du continent africain. Souvent édités sous l'égide de l'U.N.E.S.C.O. ou de l'U.N.I.C.E.F., ces ouvrages concernent l'éducation et le développement : *Perspectives de l'éducation* (1973), *Eduquer ou périr* (1990) et *La natte des autres : pour un développement endogène en Afrique* (1992). Le premier présente les pistes de l'amélioration des structures éducatives en Afrique dans les années 1970-1980 tandis que le second, en quelque sorte un bilan des questions soulevées par le premier, établit un constat d'échec. Ces ouvrages expriment le sentiment

de Joseph Ki-Zerbo, pour qui l'éducation est la base première de toute initiative de développement en Afrique. Ainsi, la notion de « *développement endogène* » est le thème du troisième ouvrage. Celui-ci est le résultat d'un colloque organisé à Bamako en 1989, consacré à la recherche sur ce thème si cher à Joseph Ki-Zerbo. Par ailleurs, le « *développement endogène* » est la devise du C.E.D.A., Centre d'Etudes pour le Développement Africain, fondé par lui à Ouagadougou en 1980. Cette thématique résulte du constat que l'Afrique ne peut s'en sortir en copiant et en avalant innocemment ce qu'elle reçoit du Nord : son salut passe par des initiatives internes, des solutions africaines.

Un autre ouvrage, *Compagnons du soleil : anthologie de grands textes de l'humanité sur les rapports entre l'homme et la nature* (1992), prolonge les préoccupations de Joseph Ki-Zerbo face au problème qui commence à affecter durement l'Afrique et l'ensemble de la planète : celui de l'environnement. Ouvrage collectif publié avec le concours des membres du groupe de Vézelay⁴⁶, cet ouvrage est une compilation de textes choisis pour chaque continent, pour rappeler ce que l'homme doit à cette nature qu'il est en train de détruire.

Enfin, deux ouvrages permettent de situer Joseph Ki-Zerbo à un niveau plus personnel. D'abord, *Alfred Diban, premier chrétien de Haute-Volta* (1983), évoque la vie de son père. Comme le suppose le titre, celui-ci a été l'un des premiers chrétiens de Haute-Volta, catéchiste chez les Pères Blancs au début du 20^{ème} siècle. Rédigé à la première personne, comme une autobiographie, ce livre permet de situer le contexte et les valeurs familiales dans lesquels grandit Joseph Ki-Zerbo. Ensuite, dernier ouvrage en date, publié en mai 2003, *À quand l'Afrique ?* est un ouvrage-bilan dans lequel Joseph Ki-Zerbo prend position sur tous les thèmes qui lui sont chers. Présenté sous la forme d'un entretien avec l'historien français René Holenstein⁴⁷, il balaie ces différents thèmes avec une liberté de ton et une grande clairvoyance dans l'analyse.

A côté des ouvrages rédigés par Joseph Ki-Zerbo, je dispose de ceux qu'il a préfacés⁴⁸. Ils apportent des éléments de la réflexion de notre homme sur des sujets aussi nombreux que divers. Ces nombreuses préfaces qu'il fut invité à rédiger indiquent la variété de ses prises de positions ainsi que sa renommée dans les cercles intellectuels africains.

⁴⁶ Le groupe de Vézelay est un groupe de réflexion sur l'homme, l'humanité, le monde et leur devenir. Créé en 1986 avec l'appui de la F.P.H., Fondation pour le Progrès de l'Homme, fondation de droit suisse, il est composé de huit personnes, dont Joseph Ki-Zerbo.

⁴⁷ René Holenstein est docteur en histoire et spécialiste des questions du développement. Il exerça longtemps à Ouagadougou.

⁴⁸ Voir la liste dans la bibliographie.

On peut enfin ajouter des articles publiés notamment dans la revue *Présence Africaine*⁴⁹ ou encore l'entretien radiophonique que Joseph Ki-Zerbo a accordé à Jacques Chancel sur France Inter en 1973 qui constituent autant d'éclairages ou de prises de positions sur les questions qui l'animent.

Je me devais, dans un premier temps, de faire un inventaire quasi exhaustif⁵⁰ des écrits qui ont forgé la renommée de Joseph Ki-Zerbo, qui l'ont fait connaître à l'échelle internationale puisque, de fait, ces ouvrages ont eu une large diffusion. La suite allait me conduire vers d'autres articles ou écrits plus difficiles à trouver mais non moins riches d'enseignements.

En complément de la collecte bibliographique, j'ai choisi de me rendre à la source, c'est-à-dire à la rencontre de Joseph Ki-Zerbo lui-même, à Ouagadougou. Sur les recommandations de Madame Dulucq, j'ai contacté sur place Georges Madiéga, co-auteur d'une *Histoire de la Haute-Volta coloniale*⁵¹ et professeur d'histoire à l'Université de Ouagadougou. Ses conseils m'ont amené à la bibliothèque de l'université, aux archives de l'Assemblée Nationale du Burkina-Faso et chez Mme Ouédraogo-Briba, détentrice d'archives personnelles. J'avais également la possibilité de me rendre au C.E.D.A.⁵², fondé par Joseph Ki-Zerbo, qui abrite une bibliothèque.

La bibliothèque universitaire m'a fourni notamment les collections du quotidien burkinabé *L'observateur* devenu *L'Observateur paalga* depuis sa refondation en 1991⁵³. J'y ai trouvé des renseignements sur Joseph Ki-Zerbo, principalement sur ses activités politiques à partir de son retour d'exil, en 1993.

Les journées passées aux archives de l'Assemblée Nationale furent assez riches d'enseignement. Il faut d'abord souligner l'excellent accueil dont j'ai été l'objet dans ces archives qui couvrent la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, jusqu'au début des années quatre-vingt. J'ai pu bénéficier d'un index assez détaillé et de l'excellente coopération de madame Ouédraogo, née Sereme, qui m'a donné accès à de nombreux documents à caractère politique. J'ai aussi, lors d'une matinée dans ces archives, rencontré un responsable des archives nationales du Burkina-Faso avec lequel nous avons conclu du manque de moyens alloués par l'Etat burkinabé dans le domaine de la conservation du patrimoine. Ma recherche en archives s'arrêtait ainsi aux archives de l'Assemblée Nationale du Burkina-Faso. Ces dernières m'ont fourni des documents de nature politique : composition de groupes parlementaires, résultats d'élections, documents syndicaux, documents de partis politiques notamment du parti de Joseph Ki-Zerbo, documents sur l'éducation, biographies des

⁴⁹ Célèbre revue du monde noir fondée en 1947 par Alioune Diop. Elle fut à l'époque une tribune pour les premiers intellectuels africains, à la veille des indépendances. Voir 1^{ère} partie, chapitre 2, p. 35.

⁵⁰ Il est difficile de réunir toute la production de Joseph Ki-Zerbo, d'autant plus que ses archives personnelles furent extrêmement amoindries par des événements sur lesquels nous reviendrons.

⁵¹ Massa G. & Madiéga G. (dir.), *La Haute-Volta coloniale*, Paris, Karthala, 1995.

⁵² Centre d'Etudes pour le Développement Africain.

⁵³ Ayant brûlé en 1984, il n'a pu renaître que sept années plus tard.

députés, constitutions de l'Etat, coupures de presse et toutes sortes de documents qui, par chance, ont été conservés. Ces quelques jours dans les locaux de la représentation nationale du pays furent au final assez enrichissants.

La suite des investigations m'a conduit, grâce aux indications de Monsieur Madiéga, chez Madame Alice Ouédraogo née Briba. Cette dame a été une élève de Monsieur Madiéga au département d'histoire de l'Université de Ouagadougou, au milieu des années 1990. Après s'être intéressée à l'œuvre historique de Joseph Ki-Zerbo en année de licence, elle s'attela, en année de maîtrise, à l'examen de ses activités politiques, avant d'abandonner ses recherches pour diverses raisons. Elle disposait donc de plusieurs cartons renfermant des documents qui se sont avérés précieux pour mon étude : journaux du parti de Joseph Ki-Zerbo (*L'éclair*, *La voix du peuple*), documents syndicaux et présentation du syndicalisme en Haute-Volta (notamment certains liés au parti du professeur) et surtout un ouvrage, anonyme, mais dont la probabilité est importante que Joseph Ki-Zerbo en soit l'auteur, *Appel pour le changement*. Sorte d'autobiographie, il se conclue à la fin des années 1970, lorsque Joseph Ki-Zerbo se porte candidat à la magistrature suprême. Enfin, les quelques entretiens avec Madame Ouédraogo ont été enrichissants. Son aide fut précieuse puisque, elle aussi, en son temps, avait mené des recherches similaires.

Je me suis aussi rendu au C.E.D.A., le Centre d'Etudes pour le Développement Africain, qui m'a donné accès à sa bibliothèque et à quelques documents concernant Joseph Ki-Zerbo. La secrétaire m'a également fourni un curriculum vitae du Professeur ainsi que ses coordonnées personnelles.

La dernière étape de mes recherches était ainsi d'entrer en contact avec le Professeur afin de le solliciter pour un entretien. A la suite de quelques échanges téléphoniques, je devais me rendre à son domicile pour un entretien, un samedi matin. Malheureusement, la malchance me guidait, des funérailles avaient retenu le professeur au dernier moment alors que s'achevait mon séjour au « pays des hommes intègres ».

Ce séjour burkinabé fut donc riche, pour mes recherches comme pour la découverte du pays. Les regrets de ne pas avoir rencontré Joseph Ki-Zerbo se sont dissipés peu à peu. Le constat, au retour, fut plus que positif. J'avais ramené de nombreuses données sur le volet politique de l'action de Joseph Ki-Zerbo. Certes, les recherches auraient pu me mener plus loin, j'avais par exemple pensé à recueillir des témoignages d'acteurs de la vie publique burkinabé, leur demandant un jugement sur son œuvre. Cependant, pour ne pas se nourrir de regrets, j'ai alors fait le constat de l'importante masse documentaire dont je disposais.

Au retour, il me semblait manquer de repères sur la jeunesse de Joseph Ki-Zerbo, notamment sur sa formation supérieure à Paris, dans le bouillonnement idéologique des étudiants africains dans

les années 1950. Je souhaitais retrouver ses contributions aux revues négro-africaines que sont *Présence Africaine*, citée plus haut, *L'Etudiant d'Afrique Noire*, organe de la F.E.A.N.F (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) ou encore la revue *Le Petit Echo* qui devint *Jeune Volta*, revue de l'Association des Etudiants de Haute-Volta en France dont il fut membre fondateur et premier président. Egalement, fondateur et premier président de l'Association des Etudiants Catholiques Africains, Antillais et Malgaches représentée par la revue *Tam Tam*, Joseph Ki-Zerbo fut l'auteur de certains articles intéressants à retrouver. Ces dernières investigations m'ont ainsi conduit à Paris et notamment à la B.N.F., qui devait abriter les premiers numéros de *Présence Africaine* ainsi que quelques exemplaires de *L'Etudiant d'Afrique Noire*. Hélas, présents dans les fichiers informatiques, je ne les ai jamais eu, égarés qu'ils étaient dans cette bibliothèque immense. J'ai tout de même pu me procurer le journal catholique publié à Dakar à partir de 1947 et auquel Joseph Ki-Zerbo participa à la fondation, *Afrique Nouvelle*. Pour les autres revues, ma recherche fut également vaine.

La recherche de sources s'est clôturée ainsi. Il est alors indéniable que ces investigations laissent quelques zones d'ombre. Cependant, la masse documentaire semble couvrir l'essentiel de l'existence de Joseph Ki-Zerbo. Le constat est alors que le temps limité consacré à la recherche de sources a cependant permis de réunir suffisamment d'éléments pour entreprendre l'élaboration de ce mémoire sur l'itinéraire de Joseph Ki-Zerbo.

Première partie

Les jeunes années d'un étudiant voltaïque brillant (1922-1958)

Voyons dans un premier temps Joseph Ki-Zerbo dans la première partie de sa vie. Trente-cinq années de formation, de son village natal jusqu'à Paris, ont fait de lui un intellectuel de l'Afrique francophone. De son enfance jusqu'à sa vie étudiante, il a franchi les étapes et est devenu un historien et un homme politique. Quelles conditions ont favorisé une éducation solide et accomplie ? Quelle est l'influence du contexte politique en Afrique sur son action ? Nous allons envisager le parcours d'une élite africaine au moment où les relations entre la métropole et les colonies connaissent des changements radicaux.

Chapitre 1 - Du jeune paysan à l'agrégé d'histoire

Abordons premièrement le cursus scolaire puis universitaire de Joseph Ki-Zerbo. Fort de bases solides, il parvient à franchir les étapes jusqu'à l'université, en métropole. Quel est l'environnement, familial et social, qui a conduit à sa réussite ? Quelle voie a-t-il choisi pour satisfaire sa soif d'apprendre ?

A. Les premières années, à Toma (1922-1940)

1. Des origines modestes

Joseph Ki-Zerbo est né le 21 juin 1922, à Toma, village du cercle⁵⁴ de Tougan, en Haute-Volta, une colonie de l'Afrique Occidentale Française, l'A.O.F.⁵⁵. Cette région se situe dans la boucle intérieure du fleuve Niger, au sud de la falaise de Bandiagara, à environ un millier de kilomètres au Nord du golfe de Guinée. En zone sahélienne, cette contrée est cependant irriguée par le Mouhoun, qui rejoint le Sourou dans la vallée du même nom. On y exerce ainsi de nombreuses activités maraîchères et piscicoles de même qu'on y cultive du coton⁵⁶.

Originaire de l'ethnie san, Joseph Ki-Zerbo est un *Samo* ou *Samogo*⁵⁷ d'après la dénomination par les peuples voisins. Le groupe san peut être rattaché au groupe mandingue, qui regroupe la plupart des ethnies de la boucle intérieure du Niger. Il serait installé dans cette région depuis le 14^{ème} siècle. Bien qu'enclavés entre les pays senoufo, bobo et mossi⁵⁸ et malgré leur petit nombre, les Samos ont toujours préservé leur identité⁵⁹. Ils sont connus, à l'instar de nombreux peuples, « pour leur entêtement et leur endurance à la souffrance⁶⁰ ». Aussi, défendant bec et ongles

⁵⁴ Nom de la circonscription administrative coloniale de base.

⁵⁵ L'A.O.F. était la fédération qui regroupa de 1895 à 1960 les colonies du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan, de la Haute-Volta, de la Guinée (jusqu'en 1958), du Niger, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey.

⁵⁶ Voir la carte du Burkina-Faso, ex Haute-Volta, annexe n° I.

⁵⁷ San-Mogo, mogo signifiaient homme en bambara, d'après de Benoist J.-R., *Eglise et pouvoir colonial au Soudan français*, Paris, Karthala, 1987, p. 6.

⁵⁸ L'ethnie mossie est l'ethnie majoritaire en Haute-Volta.

⁵⁹ D'après Bâ Amadou Hampâté, *Oui, mon commandant*, Mémoires, t. 2, Arles, Actes Sud, 1994, p. 337. Amadou Hampâté Bâ, grand personnage de l'Afrique du 20^{ème} siècle, a participé à la collecte de traditions orales en diverses zones de l'Afrique de l'Ouest. Au début de sa carrière commis subdivisionnaire de l'administration coloniale, il occupe divers postes dans la Haute-Volta coloniale et notamment dans le cercle de Tougan à la fin des années 1920. Il profitait de chacune de ses mutations pour approfondir sa connaissance des peuples et des traditions. Dans ses mémoires, il relate ses expériences et dresse au final un tableau riche et authentique de l'Afrique coloniale.

⁶⁰ D'après Bâ A. H., *Oui, mon commandant*, op. cit., p. 353.

leurs terres, ils ont gagné la réputation d'archers redoutables⁶¹. Seuls les Toucouleurs de Bandiagara, à la fin du 19^{ème} siècle, sont parvenus à contester leur territoire avant que les Français, à l'aube du 20^{ème} siècle, ne se l'octroient⁶². La conquête coloniale du pays san fut brutale et sanglante, à la mesure de la résistance farouche des combattants samos⁶³. Ils n'ont pas usurpé leur réputation de guerriers « *frondeurs et turbulents, indomptables mais sentimentaux*⁶⁴ ». Cette indiscipline se caractérise aussi par des querelles intestines, entre villages, ce qui n'est pas rare, même pendant la période coloniale⁶⁵.

Joseph Ki-Zerbo est donc issu de cette ethnie qui, selon les règles burkinabés de la fameuse « parenté à plaisanterie », entretient des relations de « maître à esclave » avec ses frères, les Mossis⁶⁶. Dans la langue des Samos, le nom Ki-Zerbo signifie éclaireur, guide⁶⁷.

Sa mère, Thérèse Folo Ki, était la deuxième femme du père de Joseph, sa première femme étant décédée en 1913. Nous disposons de peu d'informations sur elle si ce n'est qu'il est son deuxième enfant. A l'inverse, la vie de son père est largement connue à travers l'ouvrage biographique que son fils lui a consacré. Ce document, témoignant d'une existence hors du commun, est paru en 1983 sous le titre *Alfred Diban, premier chrétien de Haute-Volta*. Il a été réalisé d'après de nombreux témoignages oraux d'Alfred Diban Ki-Zerbo lui-même, réunis et recoupés par son enfant Joseph. Ainsi, devons-nous nous arrêter un instant sur la vie de cet homme dont le parcours a guidé l'itinéraire de Joseph Ki-Zerbo pendant de longues années.

2. L'exemple de son père, premier chrétien de Haute-Volta

Alfred Diban Ki-Zerbo est né vers 1875 à Da, non loin de Toma, dans le pays san encore autonome et préservé de l'invasion des « Blancs ». Dans ce « *village de paysans et guerriers valeureux*⁶⁸ », il passe son jeune âge à garder le troupeau familial. Quelques années plus tard, alors qu'il est jeune homme et travaille dans les champs paternels, il assiste impuissant à la pénétration française et à la mise en place brutale et autoritaire de l'ordre colonial. Peu après, un jour anodin, alors qu'il est au champ, il est enlevé et amené au marché de Kabara, en bordure du fleuve Niger⁶⁹.

⁶¹ D'après Ki-Zerbo J., *Alfred Diban, premier chrétien de Haute-Volta*, Paris, Editions du Cerf, 1983, p. 23. Voir la couverture, annexe n° II.

⁶² D'après Bâ A. H., *op. cit.*, p. 337.

⁶³ D'après Ki-Zerbo J., *Alfred Diban, ...*, *op. cit.*, p. 25.

⁶⁴ D'après Bâ A. H., *op. cit.*, p. 434.

⁶⁵ D'après Ki-Zerbo J., *Alfred Diban, ...*, *op. cit.*, p. 23 et Bâ A. H., *op. cit.*, p. 357.

⁶⁶ Tout dépend de quel côté on se place, soit les Samos sont les esclaves des Mossis, soit l'inverse.

⁶⁷ *Ki* signifie chef, *Zerbo* (*zéré bô*) signifie choisir le chemin, d'après Ki-Zerbo J., *Alfred Diban, ...*, *op. cit.*, p. 25.

⁶⁸ D'après Ki-Zerbo J., *Alfred Diban, ...*, *op. cit.*, p. 24.

⁶⁹ *Idem*, p. 28.

Là-bas, on l'échange contre un troupeau de bœufs et il est enrôlé dans une famille, au Soudan français⁷⁰. Après une captivité douloureuse et insoutenable, il parvient non sans mal à échapper à ses maîtres et à regagner la rive du fleuve. Alors qu'il est poursuivi, il doit son salut à des missionnaires catholiques français, les Pères Blancs, qui le recueillent sur les rives du Niger⁷¹. Ces derniers l'amènent dans une mission catholique du Soudan où, malgré les réticences d'Alfred, ils l'initient à la religion catholique. Très vite, il prend à cœur l'enseignement des Pères et choisit de servir ses maîtres et la mission en devenant catéchiste⁷². Cet épisode est caractéristique de l'action des missionnaires. Ceux-ci, profitant de la conquête européenne, veulent se relancer en Afrique⁷³. Leur objectif de départ est d'évangéliser les populations rencontrées mais surtout, dans une optique moralisatrice, de « *déclarer la guerre à l'esclavage qui décime les populations africaines*⁷⁴ ».

Fort de l'éducation missionnaire, Alfred Diban Ki-Zerbo est envoyé pour fonder la première Eglise de Haute-Volta, à Koupéla⁷⁵. Peu après, dès 1913, il participe à la fondation de l'Eglise de Toma, dans son cher pays san⁷⁶. C'est à cette époque qu'il se marie avec Thérèse, la mère de Joseph. Il mène une vie pieuse, dévouée à la religion catholique et occupée à l'éducation de nombreux fidèles. La mission des Pères Blancs de Toma est alors connue pour exercer une grande influence dans la région, une réputation qui a gagné toute la Haute-Volta⁷⁷. Aussi, conformément à la volonté des missions catholiques d'A.O.F., elle doit préserver le pays san de l'intrusion des marabouts, propagateurs de la religion musulmane. Enfin, l'implantation de l'Eglise de Toma a toujours été souhaitée par les autorités coloniales, qui travaillaient en relation avec les missionnaires, pour « *faciliter la soumission des Samos*⁷⁸ », réputés récalcitrants, comme nous l'avons vu.

Alfred Diban Ki-Zerbo a vécu longtemps. Son existence est couronnée, en 1975, par une visite à Rome, symbole de l'Eglise catholique. Son fils Joseph a organisé le voyage et obtenu un rendez-vous avec le pape Paul VI⁷⁹. Son émotion est immense et, comme un signe, il rend l'âme, quelques années après, lors de la visite du pape Jean-Paul II à Ouagadougou, le 10 mai 1980. Il a alors plus de cent ans et laisse derrière lui une vie d'une extrême richesse.

Du récit de la vie du père de Joseph Ki-Zerbo se dégagent une émotion et une passion qui ne peut laisser le lecteur indifférent. Joseph Ki-Zerbo a eu près de lui un père qui lui a donné le modèle

⁷⁰ Devenu le Mali depuis la décolonisation.

⁷¹ D'après Ki-Zerbo J., *Alfred Diban, ..., op. cit.*, p. 39.

⁷² *Idem*, p. 42. Sa qualité de catéchiste lui permet de se marier et de fonder une famille tout en continuant à servir la religion catholique.

⁷³ En effet, les instances catholiques sont de plus en plus marginalisées en métropole avec les républicains qui s'installent durablement au pouvoir fin 19^{ème}, ce qui conduit en 1904 à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

⁷⁴ D'après de Benoist J.-R., *Eglise et pouvoir colonial...*, *op. cit.*, introduction.

⁷⁵ A l'Est de Ouagadougou.

⁷⁶ D'après Ki-Zerbo J., *Alfred Diban, ..., op. cit.*, p. 48.

⁷⁷ D'après Bâ A. H., *op. cit.*, p. 339.

⁷⁸ D'après de Benoist J.-R., *Eglise et pouvoir colonial...*, *op. cit.*, p. 80.

⁷⁹ D'après Ki-Zerbo J., *Alfred Diban, ..., op. cit.*, p. 62.

d'une vie laborieuse et exemplaire. Aussi, il a hérité de lui une forte croyance en Dieu. Sa foi l'a guidé et lui a donné la force de surmonter bien des obstacles tout au long de sa vie.

Il s'est toujours félicité d'avoir eu de tout temps son père et sa mère à ses côtés, créant un équilibre indispensable pour devenir adulte⁸⁰. Sa mère, qui est d'au moins vingt ans plus jeune que son mari, décède dans les années 1980.

Le jeune Joseph a ainsi passé ses premières années à Toma, bien encadré par ses parents, dans ce village où il s'adonne avec les autres enfants aux activités de la brousse africaine, cueillette, pêche, garde du troupeau familial, ... A l'âge de onze ans, il est sélectionné pour l'école missionnaire des Pères Blancs⁸¹, celle même fondée par son père, où il reste jusqu'en 1940, à l'âge de dix-huit ans. A l'âge de la majorité, ses parents le poussent au mariage mais il préfère attendre, persuadé qu'en se cultivant, en poursuivant des études, il parviendrait à quelque chose⁸². Ses parents ne le contrarient pas, montrant là un signe d'ouverture d'esprit certain malgré le poids de la tradition, encore primordial à cette époque et toujours présent de nos jours.

De fait, Joseph Ki-Zerbo a eu la chance de grandir dans une famille « évoluée », consciente que l'existence d'un homme ne se résume pas à la vie aux champs. Son père, qui a fréquenté une grande partie de sa vie les missionnaires, a acquis auprès d'eux une certaine clairvoyance qui se retrouve dans l'éducation de son fils. Fort de ces acquis, Joseph Ki-Zerbo allait prendre son avenir et notamment sa formation en main.

B. Vers un avenir prometteur (1940-1958)

1. A Dakar et Bamako, le baccalauréat (1940-1949)

Il part à Dakar, capitale de la colonie du Sénégal, au début des années 1940. Sans soutien financier, il doit trouver des petits boulots pour vivre et mener à bien son vœu le plus cher : poursuivre ses études. Il est ainsi employé aux chemins de fer de Dakar ou encore moniteur dans une école primaire puis instituteur dans une école normale, faisant valoir déjà ses compétences en matière d'enseignement.

L'année 1947 le voit participer à la fondation du journal *Afrique Nouvelle* pour lequel il écrit quelques articles, manifestant déjà un certain goût de l'écriture. Cet hebdomadaire est édité par les

⁸⁰ D'après l'entretien entre Joseph Ki-Zerbo et Jacques Chancel dans l'émission Radioscopie, France Inter, 06 juin 1973.

⁸¹ *Idem.*

⁸² *Ibid.*

missions catholiques de l'Afrique Occidentale Française et dirigé par le Père Paternot⁸³. Joseph Ki-Zerbo signe un article en une du premier numéro, publié le 15 juin 1947. Il y exprime, sous le titre « Afrique Nouvelle ! », un farouche sentiment anticolonialiste. Citons par exemple l'extrait : « *Il faut bâtir le nouveau domaine d'Afrique, d'où soit excommunié l'esprit des négriers d'antan et de leurs héritiers modernes et où fleurisse et chante une saine culture faite de compréhension cordiale et de mesure*⁸⁴ ». L'éditorial, « Notre idéal et notre but », souligne la volonté de donner à la presse africaine une dimension spiritualiste, trop longtemps ignorée jusqu'à la création d'*Afrique nouvelle*. Cette publication se propose ainsi de porter un jugement nouveau sur les événements important dont l'Afrique Occidentale Française est le théâtre, un jugement « *qui s'élève au-dessus de tous les partis politiques et qui donne à tous les problèmes de la vie des peuples des solutions de vraie justice dans la charité et la liberté*⁸⁵ ». Très vite, la liberté d'expression du journal, initiée par Joseph Ki-Zerbo et les fondateurs, attire les foudres des autorités coloniales qui tentent de le faire taire⁸⁶. Néanmoins, bénéficiant d'un grand soutien, *Afrique Nouvelle* continue à paraître et à donner une tribune à de nombreux dirigeants sur les sujets les plus brûlants⁸⁷.

Joseph Ki-Zerbo profite de son séjour à Dakar pour passer avec succès l'examen du brevet élémentaire. Il décide l'année suivante de préparer le baccalauréat en tant que candidat libre. Inscrit à Dakar et Bamako, c'est finalement au Soudan français, futur Mali, qu'il passe l'examen. Nous sommes en 1949, il obtient le baccalauréat avec la mention assez-bien. Remarquons que Joseph Ki-Zerbo, après l'école missionnaire, choisit de passer l'examen-phare qui couronne les études secondaires. Les élites de l'époque ont plutôt tendance à tenter le concours d'entrée à l'Ecole Normale William-Ponty. Cette dernière, établissement prestigieux de l'école coloniale française, donne à ses promotionnaires, les « évolués », d'importantes fonctions administratives, presque à l'égal des colons. Notre homme opte ainsi, conformément aux convictions qu'il affiche sous sa plume, pour une voie libre et indépendante, convaincu que l'avenir doit s'appréhender sans la puissance coloniale.

L'épisode de Bamako mérite une attention particulière. C'est en effet là que Joseph Ki-Zerbo rencontre Jacqueline Coulibaly, sa future femme. Alors que Joseph prépare son baccalauréat, il est en même temps surveillant au lycée Terrason de Fougères. Déjà loué pour sa verve intellectuelle, il fait l'admiration d'une certaine Jacqueline Gateau, enseignante française d'histoire et de géographie, qui n'hésite pas à vanter les mérites du jeune étudiant devant ses élèves. Jacqueline Coulibaly, alors élève en classe de troisième dans ce lycée, est séduite par la description du jeune homme. Elle fait

⁸³ D'après de Benoist J.-R., *op. cit.*, p. 148.

⁸⁴ D'après Ki-Zerbo J., « Afrique Nouvelle ! », *Afrique Nouvelle*, n° 1, 15 juin 1947, annexe n° III.

⁸⁵ D'après *Afrique Nouvelle*, n° 1, *op. cit.*

⁸⁶ D'après de Benoist J.-R., *op. cit.*, p. 148.

⁸⁷ *Idem.*

rapidement la connaissance de Joseph Ki⁸⁸ et tous deux partagent une passion et un engagement communs pour l'Afrique, une passion qui les guidera loin⁸⁹.

Citons à ce sujet les mots d'Alfred Diban, père de Joseph : « *Quant à mon fils Joseph, il avait épousé Jacqueline Coulibaly du Mali, descendante des rois Massasi de Ségou. Je m'émerveillai de la coïncidence de nom avec celui de ma première femme, Louise. Et nous eûmes la joie profonde de recevoir chez nous, à Toma, le père de Jacqueline, Lazare Coulibaly, un leader syndical intrépide, un lutteur qui ne pouvait tolérer l'exploitation des travailleurs pauvres et qui, à ce titre, fut brimé et emprisonné par le pouvoir colonial. Soixante-dix ans après, la présence de Lazare me ramenait, comme par un reflux extraordinaire des souvenirs, les images de ma libération et de mes premiers pas dans la foi⁹⁰* ».

Joseph et Jacqueline se marient le 20 décembre 1956 à Paris. Ils sont les parents de cinq enfants, trois garçons et deux filles.

2. L'étudiant parisien brillant (1949-1958)

Joseph Ki-Zerbo, nanti du diplôme du baccalauréat, bénéficie d'une bourse d'études lui permettant d'aller étudier en France. A l'aube des années 1950, en l'absence d'établissement d'enseignement supérieur en A.O.F., les titulaires du baccalauréat peuvent poursuivre des études supérieures uniquement dans les universités de la métropole coloniale, en l'occurrence la France. Tandis que les structures secondaires d'A.O.F. comptent cinq établissements au début des années 1950, dont deux situés au Sénégal, l'enseignement supérieur inaugure son premier établissement le 6 avril 1950 avec l'Institut des Hautes Etudes de Dakar⁹¹. Le second centre universitaire d'A.O.F. est créé à Abidjan en 1958. Cependant, le manque de structures ainsi que les problèmes de qualification des enseignants du secondaire et qui plus est du supérieur ont conduit à un éclatement du nombre de bourses octroyées. Dans les années 1950, on compte environ 10% d'élèves d'Afrique subsaharienne qui vont étudier en France.

Joseph Ki-Zerbo choisit d'étudier l'histoire. Ce choix est conditionné par plusieurs éléments. D'abord, son père, homme de mémoire, lui a transmis cette passion. À travers sa condition de premier chrétien de Haute-Volta et par les nombreux récits traditionnels qu'il aimait raconter, il a

⁸⁸ Il n'avait pas encore rétabli le patronyme Ki-Zerbo.

⁸⁹ D'après un entretien avec Jaqueline Ki-Zerbo dans *24 Heures*, journal burkinabé, vendredi 2 mars 2001.

⁹⁰ D'après Ki-Zerbo J., *Alfred Diban, ..., op. cit.*, p. 60.

⁹¹ D'après Guimont F., *Les étudiants africains en France : 1950-1965*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, pp. 19-95.

donné à son fils le goût du passé⁹². Il est également influencé par ses « aînés » que sont Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor ou encore René Dupestre⁹³. Joseph Ki-Zerbo a trouvé dans les écrits de ces grands personnages « *un regard alternatif sur l'Afrique*⁹⁴ », une autre façon d'aborder le continent que celle qui prévalait à l'époque coloniale. Enfin, Joseph Ki-Zerbo ressent le besoin de retrouver ses racines et décide d'approfondir l'histoire qui, selon ses propres termes, « *est une discipline formatrice de l'esprit parce qu'elle vous apprend à raisonner dans la logique et au-delà de la science par la conscience*⁹⁵ ».

Joseph Ki-Zerbo est admis à la Sorbonne, dans la section Histoire, en 1949. Il se jette « *corps et âme dans les études, avec passion, profitant au maximum de la chance très rare qui lui est donnée d'être disciple de grands maîtres de la science historique et politique comme Pierre Renouvin, André Aymard, Fernand Braudel, Raymond Aron et d'autres*⁹⁶ ». Son parcours est brillant, couronné par la licence en 1952, après le succès à l'examen propédeutique en 1950⁹⁷. Le jeune licencié est alors admis à l'I.E.P., Institut d'Etudes Politiques, de Paris la même année, en 1952. Tout en préparant le diplôme, il soutient son diplôme d'études supérieures⁹⁸ d'histoire sur *La pénétration française dans les territoires de la Haute-Volta*, en 1953. L'année suivante, il sort diplômé de l'I.E.P. de Paris.

Il hésite alors un temps entre la préparation à l'E.N.A. et l'agrégation d'histoire⁹⁹. Son choix se porte sur l'agrégation d'histoire, qui constitue à ses yeux le meilleur moyen d'acquérir une connaissance approfondie du passé de l'Afrique, qu'il souhaite appliquer au présent¹⁰⁰. Il réussit au diplôme de l'agrégation d'histoire en 1956, devenant ainsi le premier africain agrégé dans cette discipline¹⁰¹. En parallèle, pendant les deux années de préparation du concours, il enseigne respectivement à Fontainebleau et au lycée Buffon à Paris.

L'étudiant voltaïque devient donc, en quelques années, professeur et historien. Son séjour parisien joue un rôle déterminant dans le déroulement de sa carrière. Il conditionne à plusieurs niveaux la suite de son parcours, faisant de lui indissociablement un intellectuel et un militant.

⁹² D'après l'entretien de Joseph Ki-Zerbo avec René Holenstein dans Ki-Zerbo J., *A quand l'Afrique ?*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2003, p. 11. Voir la couverture, annexe n° IV.

⁹³ *Idem*, p. 11.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*, p. 13.

⁹⁷ Examen sanctionnant la réussite à la première année d'études dans les facultés de lettres entre 1948 et 1966.

⁹⁸ Le D.E.S., Diplôme d'Etudes Supérieures, est l'équivalent de l'actuelle maîtrise.

⁹⁹ D'après l'entretien avec Jacques Chancel, *op. cit.*

¹⁰⁰ *Idem.*

¹⁰¹ D'après Ki-Zerbo J., *A quand l'Afrique ?*, *op. cit.*, p. 10.

Chapitre 2 : Le microcosme africain à Paris (années 1950)

Joseph Ki-Zerbo prend une part active dans le monde intellectuel africain de la capitale. Il prend position sur les grandes idées qui agitent ce milieu et, très vite, il s'implique dans les structures associatives et politiques, prouvant là son envie de participer aux changements en cours. Quelles convictions affiche alors notre homme lorsqu'il découvre le militantisme étudiant ?

A. Des étudiants actifs

1. Sur les traces des figures de la « négritude »

L'étudiant Joseph Ki-Zerbo arrive à Paris en 1949. Il se retrouve mêlé à la minorité étudiante africaine présente dans la capitale française depuis les années 1930. Sans le savoir, il aborde une période décisive. Il est ainsi témoin et acteur des évolutions politiques majeures qui marquent l'histoire de l'Afrique contemporaine dans les années 1950, une décennie clé dans l'évolution ultérieure du continent.

La première génération d'étudiants africains à Paris, dans les années 1930, a inventé le concept de « négritude ». De la centaine d'étudiants africains présents en France dans ces années d'entre-deux-guerres ont émergé de grandes figures telles Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire ou encore Cheik Anta Diop. Le terme imaginé par ces étudiants et intellectuels est alors destiné à promouvoir le patrimoine culturel, les valeurs et l'esprit de la civilisation négro-africaine à l'heure où cette dernière est dominée sur tous ces aspects et, plus encore, considérée en retard¹⁰². Elaboré par Aimé Césaire et Léopold Sédar Senghor au milieu des années 1930¹⁰³, le mot négritude apparaît pour la première fois dans le *Cahier d'un retour au pays natal* d'Aimé Césaire, paru en 1939. Il résonne incontestablement comme une volonté de revanche, un cri de désespoir d'une génération écœurée par les préjugés ancrés dans les mentalités françaises, conditionnées par l'idée répandue de la splendeur coloniale de la France. En effet, le contexte des années 1930, symbolisé par la grande exposition coloniale de 1931, consacre l'idée que les peuples colonisés n'ont « rien inventé, rien créé, rien écrit, ni sculpté, ni peint, ni chanté. Des danseurs ! Et encore...¹⁰⁴ ». Si le terme de négritude « fonctionne

¹⁰² D'après Kesteloot Lilyan, *Histoire de la littérature négro-africaine*, Paris, Karthala, 2001, p. 106.

¹⁰³ *Idem*, p. 105.

¹⁰⁴ D'après les mots de Senghor dans Kesteloot L., *op. cit.*, p. 106.

*plus qu'il ne signifie*¹⁰⁵ », il constitue néanmoins un instrument de respect et de dignité des peuples noirs au regard d'un Occident sûr de ses valeurs et de sa force.

Joseph Ki-Zerbo, quant à lui, exprime un point de vue évolutif sur ce concept de négritude. Par un regard renouvelé sur la question, il représente la nouvelle génération étudiante. Celle-ci veut exister sans être dans l'ombre de ses prédécesseurs tout en se conformant aux préoccupations de leur temps, nécessairement différentes. Ainsi, en référence au théoricien Aimé Césaire, Joseph Ki-Zerbo demande d'« éviter le complexe [...] muséographique¹⁰⁶ ». « Il ne s'agit plus tellement de chanter la négritude mais d'agir, [...] il ne s'agit pas de célébrer nos valeurs passées mais de transformer notre propre moi collectif afin d'y trouver des raisons d'espérer¹⁰⁷ ». N'en déplaise à la critique d'Oscar Pfouma¹⁰⁸ qui assimile le point de vue de Joseph Ki-Zerbo à un darwinisme dérivé teinté de littérature des lumières, la vision de notre homme se veut plutôt adaptée aux réalités et aux nécessités de son temps.

Joseph Ki-Zerbo veut seulement dépasser le terme de négritude en présentant l'idée d'authenticité. « L'authenticité est plus ouverte que la négritude parce que, sans référence à la race, elle semble aussi plus jeune que la négritude [...] et en constitue la matrice¹⁰⁹ ». Il expose que « la négritude et l'authenticité doivent se dépasser et s'accomplir pour ne pas être simple révolte mais révolution¹¹⁰ ». Ainsi, pour ce faire, il explique que le concept cher à ses prédécesseurs a besoin de s'élargir dans l'espace « en se donnant une base économique viable pour s'infrastructurer » et de s'approfondir « dans la dialectique des luttes de libération et à travers la solidarité concrète entre les exploités¹¹¹ ». En somme, « la négritude et l'authenticité [...] doivent s'investir dans la libération, le progrès et la justice pour le peuple¹¹² ».

Il est indéniable que la pensée exprimée par Joseph Ki-Zerbo s'inscrit dans une vision concrète, motivée par une volonté de développement des peuples. On peut déjà y entrevoir le point de vue de l'intellectuel qui pose ses convictions mais aussi du militant, futur homme politique. D'un outil de reconnaissance des valeurs africaines, Joseph Ki-Zerbo veut élaborer un moyen d'évoluer et de grandir. D'une marque de reconnaissance de la civilisation noire dans le monde, il veut engendrer un élan unificateur et modernisateur de ladite civilisation. Déjà, il montre là ses convictions progressistes qui vont faire de lui un membre actif de cette génération d'étudiants africains qui succède aux « pionniers de la négritude ».

¹⁰⁵ D'après Hausser M., *Pour une poétique de la négritude*, tome 1, Paris, Silex éditions, 1988.

¹⁰⁶ D'après Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire : d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1972, p. 640.

¹⁰⁷ *Idem*, p. 640.

¹⁰⁸ Voir Pfouma Oscar, *Le Nègre de Vélasquez et le miroir de l'histoire*, Paris, Publisud, 1996, pp. 23-42.

¹⁰⁹ D'après *Appel pour le changement*, ouvrage anonyme supposé rédigé par Joseph Ki-Zerbo lui-même, p. 25. Voir annexe n° V.

¹¹⁰ *Idem*, p. 25.

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Ibid.*, p. 26.

2. Le milieu associatif et militant

Ces étudiants évoluent pour la plupart au quartier latin, quartier étudiant par excellence, avec notamment la Sorbonne, université phare pour les étudiants en lettres. L'Office Central des Etudiants d'Outre-Mer s'occupe de leur situation administrative tandis que la cité universitaire internationale, boulevard Jourdan ou la Maison de l'A.O.F., boulevard Poniatowski¹¹³, constituent leurs cadres de vie. Malheureusement, les problèmes financiers liés à l'insuffisance des bourses allouées par les colonies rendent la vie difficile à un certain nombre d'entre eux¹¹⁴. A l'aube des années 1950, on compte deux mille élèves et étudiants africains en France, quatre mille en 1952-53 et huit mille en 1959-60¹¹⁵. De plus, tous ne sont pas aidés par leur colonie. Pour les deux mille répertoriés en 1950, on dénombre seulement sept cent vingt bourses¹¹⁶.

Joseph Ki-Zerbo se retrouve donc dans ce microcosme africain très actif sur les fronts politique, associatif et culturel. Il choisit alors sa voie, celle de la contestation ouverte contre la politique coloniale de la France. Il s'agit maintenant de s'arrêter sur les formes du militantisme de ces étudiants et de Joseph Ki-Zerbo en particulier.

Le mouvement étudiant a donné naissance à plusieurs associations, créées selon des sensibilités partisans ou religieuses. À l'aube des années 1950, on compte trois associations d'étudiants africains à Paris : l'A.G.E.A.P., Association Générale des Etudiants Africains à Paris, l'U.E.C.A., Union des Etudiants Catholiques Africains, Malgaches et Antillais et l'A.E.R.D.A., association des étudiants affiliés au R.D.A., Rassemblement Démocratique Africain.

L'U.E.C.A., association catholique, est fondée et dirigée à ses débuts par Joseph Ki-Zerbo. Il montre ainsi, dès son arrivée dans le monde étudiant, une volonté de réunir. Son choix premier est alors de rassembler autour de la religion catholique, montrant là l'héritage familial et la forte influence de la religion catholique qui a forgé son père. Cette association est représentée par la revue *Tam-Tam*. « C'était une revue de réflexion sur les problèmes politiques, sociaux, idéologiques, spirituels et culturels de l'Afrique¹¹⁷ » avec un ton modéré mais ferme sur la liberté et l'unité¹¹⁸.

¹¹³ Encore occupée de nos jours mais dont l'état matériel ne cesse de se dégrader, signe du désintérêt éprouvé par les Etats africains pour ce lieu, foyer de contestation par excellence. Voir *L'indépendant*, hebdomadaire burkinabé, n° 516, 29 juillet-05 août 2003.

¹¹⁴ D'après Dewitte Philippe, « Intellectuels et étudiants africains à Paris à la veille des indépendances » dans Marès A. et Milza P., *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 330.

¹¹⁵ D'après Dulucq S., « Elèves et étudiants d'Afrique sub-saharienne en France depuis la fin du 19^{ème} siècle », dans Bade Klaus B., Emmer Pieter C. et al. (ed.), *Migration, Integration, Minorities since the 17th Century*. A European Encyclopaedia.

¹¹⁶ D'après Guimont F., *Les étudiants africains...*, op. cit.

¹¹⁷ D'après les mots de Joseph Ki-Zerbo dans Ki-Zerbo J., *A quand l'Afrique ?*, op. cit., p. 129.

Avec cette publication, il poursuit en quelque sorte le travail qu'il a commencé avec le journal *Afrique Nouvelle*, trois ans auparavant, à Dakar. Assurément, c'est à travers le prisme catholique que Joseph Ki-Zerbo signe ses premiers écrits d'analyse et de contestation.

L'A.E.R.D.A. est quant à elle liée au Rassemblement Démocratique Africain. Ce parti politique a été créé lors du congrès de Bamako en octobre 1946. Présidé par Félix Houphouët-Boigny¹¹⁹, sa structure est une fédération de partis locaux d'Afrique francophone guidés par un combat commun, anticolonialiste. Très vite, il s'apparente au P.C.F, le Parti Communiste Français. Les étudiants séduits par l'extrême gauche se retrouvent vite au sein de cette association. Il est ainsi établi, à l'époque, que l'anticolonialisme va de pair avec les revendications communistes. En effet, seul ce parti, en France, propose dans son programme l'émancipation des peuples colonisés.

Cependant, le monde étudiant associatif connaît un grand changement en 1950, année durant laquelle le R.D.A. se désapparente du P.C.F.. Depuis sa création, le R.D.A. ne cesse d'être victime de pressions de la part des autorités coloniales. Houphouët-Boigny, président et fondateur du parti, est également à la tête du grand syndicat agricole ivoirien. Désireux d'obtenir une inflexion de la politique gouvernementale à son égard¹²⁰, il répond aux souhaits des autorités françaises, résolument anti-communistes, et se désapparente du P.C.F.¹²¹, effectuant un véritable « *demi-tour à droite*¹²² ». Le parti qui constitue l'expression politique de l'anticolonialisme est alors taxé de compromission, de collaboration avec le colonisateur¹²³.

Cet événement, considéré comme une trahison par les étudiants, précipite la formation d'un organe propre aux « forces progressistes » qui refusent l'ordre colonial.

B. Des revendications qui se radicalisent

1. La F.E.A.N.F. ou l'expression marxiste du mouvement étudiant

¹¹⁸ D'après Diané Charles, *La F.E.A.N.F. et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir*, Paris, Chaka, 1990, p. 94.

¹¹⁹ Félix Houphouët-Boigny est le « père de la nation » ivoirienne et son premier président, de 1960 à sa mort, en avril 1994.

¹²⁰ Depuis 1947 et la reconstitution de la colonie de Haute-Volta, démantelée en 1932 pour servir les intérêts de Félix Houphouët-Boigny et de son syndicat en facilitant notamment les transferts de main-d'œuvre autrement dit les migrations de populations d'origine Mossi, le pouvoir français exerçait une pression sur le R.D.A. et Houphouët-Boigny, à cause de ses sympathies avec le Parti Communiste notamment.

¹²¹ D'après le comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique, *Histoire générale de l'Afrique*, tome VIII, *L'Afrique depuis 1935*, Paris, U.N.E.S.C.O., 1998, p. 132 (éd. abrégée).

¹²² D'après Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire*, *op. cit.*, p. 505.

¹²³ D'après Guimont F., *op. cit.*, p. 108.

La réaction des étudiants est de former la F.E.A.N.F, Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France, lors des congrès constitutifs de Lyon et Bordeaux, respectivement en avril et décembre 1950¹²⁴.

Cette association se propose de créer un trait d'union entre tous les étudiants africains de France, qu'ils soient originaires d'A.O.F, d'A.E.F.¹²⁵, du Togo et du Cameroun. Ses objectifs sont de regrouper les revendications de chacun pour engendrer une unité d'action et ainsi donner plus de poids au mouvement étudiant anticolonialiste¹²⁶. Dans ses statuts, la F.E.A.N.F. définit ses priorités. Elle doit fédérer les associations d'étudiants africains en France. Son action consiste à défendre les intérêts matériels et moraux des étudiants et à leur donner une représentation auprès des autorités administratives et universitaires. Aussi, conformément à la volonté de ses fondateurs, la F.E.A.N.F. doit permettre de diffuser les revendications étudiantes en mobilisant tous les moyens nécessaires, publications, annonces, *etc.*¹²⁷. Véritable syndicat d'associations fédérées, elle dispose de sections territoriales regroupant les étudiants selon leur colonie d'origine.

On trouve ainsi la section de Haute-Volta, dénommé A.E.V.F., Association des Etudiants Voltaïques en France. Joseph Ki-Zerbo est membre fondateur et premier président de l'association. Il prend donc une part active à la rédaction de la revue de l'A.E.V.F., *Le Petit Echo AEV* qui devient *Jeune Volta* en 1958¹²⁸. La fédération compte également des sections académiques qui correspondent aux grandes villes françaises¹²⁹.

L'action de la F.E.A.N.F. est étroitement surveillée par les autorités françaises. Elle est en effet idéologiquement très proche du Parti Communiste, ce qui déplait fortement en ces temps de guerre froide et de « péril rouge »¹³⁰. Cependant, peu d'étudiants ont une carte du parti mais leur action attire les sympathies du mouvement d'extrême gauche. Signe de la pression de la police française, le siège de la fédération connaît différentes adresses, sans toutefois plier aux menaces¹³¹.

Les idées véhiculées par la F.E.A.N.F. se retrouvent dans la publication *L'Etudiant d'Afrique Noire*. Ce journal, à travers sa phraséologie, confirme la tendance marxiste de la fédération. Sa couverture¹³² représente l'Afrique avec, au centre, une jarre percée de trous et la citation de Ghezo, roi d'Abomey : « *Si tous les fils du royaume venaient par leurs mains assemblées boucher les trous de la jarre percée, le pays serait sauvé* ». La devise, sur la couverture également, donne le

¹²⁴ *Idem*, p. 109.

¹²⁵ L'Afrique Equatoriale Française est la fédération qui regroupa de 1910 à 1958 les colonies du Gabon, du Moyen-Congo, de l'Oubangui-Chari et du Tchad.

¹²⁶ D'après Traoré Sékou, *La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France*, Paris, L'Harmattan, p. 17.

¹²⁷ *Idem*.

¹²⁸ D'après Diané Charles, *La F.E.A.N.F., op. cit.*, p. 57.

¹²⁹ D'après Traoré Sékou, *op. cit.*, p. 18.

¹³⁰ D'après Guimont F., *op. cit.*, p. 108.

¹³¹ D'après Traoré Sékou, *op. cit.*, p. 19.

¹³² Voir la couverture de *L'Etudiant d'Afrique Noire*, annexe n° VI.

ton : « *Travailler dans l'unité. Rechercher la justice. Dire la vérité* ». Egalement très contrôlée par l'Etat français, la périodicité de *L'Etudiant d'Afrique Noire* est aléatoire. Tout dépend des moyens financiers du moment, de l'attitude de la police ou encore des imprimeurs, difficiles à trouver pour une publication très controversée. Elle est en effet saisie à plusieurs reprises et les auteurs de certains articles, comme Albert Tévoédjrè, sont même poursuivis¹³³. Son premier numéro date de 1954. Il est très clairement un organe de combat qui se distingue par un anticolonialisme violent, révolutionnaire, en appelant à la révolte, et ceci conformément à la ligne de conduite confirmée lors du 8^{ème} congrès de la F.E.A.N.F. en décembre 1957. De nos jours, il est difficile de trouver des exemplaires de cette revue très critiquée et presque clandestine.

Le fait que Joseph Ki-Zerbo s'implique au sein de la F.E.A.N.F. montre qu'il veut contribuer au mouvement étudiant dans le cadre de la lutte engagée contre l'ordre colonial imposé par la France. Ses premières options politiques sont celles qui séduisent les anticolonialistes de l'époque, l'extrême gauche. Il déclare à ce sujet, dans son dernier ouvrage : « *Pendant cette période, j'étais immergé dans un milieu où l'idéologie marxiste prévalait nettement. Les étudiants africains de l'époque étaient plus ou moins marqués par cette idéologie du fait de la guerre froide. Nous étions des sujets coloniaux avec une superstructure intellectuelle qui était incompatible avec cette condition. Le marxisme démasquait les réalités camouflées et décodait les discours aliénants d'alibi. Il affichait un volontarisme capable de faire l'histoire, de transformer les sociétés et d'aller vers l'élaboration, la création d'un « homme nouveau ». [...]. C'était le type d'engagement exigé par notre condition d'africains à ce moment-là¹³⁴ ». Néanmoins, il reste un « marxiste modéré ». Son analyse à posteriori résonne comme une légitimation de son engagement d'extrême gauche de l'époque, conditionné qu'il était par son entourage. En effet, l'avenir le conduit à s'éloigner des thèses communistes lorsqu'il crée son propre parti politique.*

Au fil des ans, on remarque que notre homme prend de plus en plus de responsabilités dans le combat qui lui tient à cœur.

2. De nombreuses publications engagées

La contestation étudiante s'exprime à travers de nombreux écrits dont la diffusion ne se limite pas au seul monde associatif et militant. Il convient de s'arrêter sur quelques articles de Joseph Ki-Zerbo, parus dans la revue *Présence Africaine*, qui donnent un aperçu de ses convictions du moment.

¹³³ D'après Traoré Sékou, *op. cit.*, pp. 41-42.

¹³⁴ D'après Ki-Zerbo J., *À quand l'Afrique*, *op. cit.*, p. 13.

La revue *Présence Africaine* a été fondée en 1947 par Alioune Diop et sa femme, simultanément à Paris et à Dakar. « Définir l'originalité africaine et hâter son insertion dans le monde moderne » est l'objectif de cette revue voulant mettre en question le colonialisme, sans but politique¹³⁵. Elle donne une tribune à de nombreux auteurs, des intellectuels de l'époque aux étudiants désireux de s'impliquer dans les débats en cours. Sa ligne éditoriale se veut modérée, au moins au début, avec pour objectif de promouvoir la culture noire. Ainsi, en 1950, un numéro spécial intitulé « Le Monde Noir » donne la parole entre autres à Théodore Monod, Hampâté Bâ, Marcel Griaule¹³⁶. Cependant, la revue devient rapidement une tribune de contestation politique. En 1953, le numéro quatorze de la revue, « Les étudiants noirs parlent », constitue la première opportunité à ces étudiants militants que sont Joseph Ki-Zerbo, Abdoulaye Wade ou Mahjemout Diop de s'exprimer dans une publication d'importance.

Joseph Ki-Zerbo déclare, dans ce numéro quatorze de *Présence Africaine*, en tant que représentant des étudiants catholiques : « Ainsi la résistance trouve les catholiques aux côtés de leurs camarades non croyants, la lutte pour la libération des classes laborieuses aussi. L'étudiant catholique africain, conscient de ses vérités ne se contentera pas de conserver sa foi. Il sentira monter en lui, étant donné sa position privilégiée par rapport à ses frères, l'exigence d'une vocation : il sera un militant¹³⁷ ». On y retrouve la foi chrétienne mêlée à une rhétorique de gauche, les deux fers de lance du combat de Joseph Ki-Zerbo.

Ses contributions dans la revue *Présence Africaine* sont fréquentes. Par exemple, dans le numéro treize, il signe l'éditorial intitulé « Les responsabilités estudiantines »¹³⁸. Reprenons quelques extraits : « Le politique est la dimension de notre existence la plus explosive, celle qui nous expose à la plus grande fragilité physique et morale. Mais aussi la plus riche de conscience et de culture. L'idéal des jeunes étudiants est donc légitimement de conquérir le pouvoir¹³⁹ ». Il lance un véritable appel à ses pairs, les étudiants africains : « Futurs ingénieurs et poètes, juristes ou peintres, savants, historiens et théologiens ou médecins, votre responsabilité, en ce milieu du 20^{ème} siècle, est sans exagération la plus grave. Vous devez encadrer les peuples jusqu'ici les plus déshérités, mais les plus riches de vertus universalisantes pour le monde¹⁴⁰ ». Dans cet écrit, il considère que sa génération est investie d'une mission, mettre à profit l'expérience acquise en métropole pour aider leur contrée d'origine. Il soulève déjà le problème des élites africaines occidentalises qui ne rentrent pas forcément au pays pour exercer leurs compétences. L'avenir montre que Joseph Ki-Zerbo a personnellement appliqué cette proposition.

¹³⁵ D'après Kesteloot L., *op. cit.*, p. 210.

¹³⁶ D'après Dewitte Philippe, *op. cit.* p. 323.

¹³⁷ Citation de Joseph Ki-Zerbo dans Diané Charles, *op. cit.*, p. 33.

¹³⁸ Voir annexe, n° VII.

¹³⁹ D'après *Présence Africaine*, n° 13, p. 4.

¹⁴⁰ *Idem*, p. 5.

Toujours dans la revue *Présence Africaine*, Joseph Ki-Zerbo poursuit son dessein d'intellectuel avec des articles comme « Histoire et conscience nègre », paru dans le numéro seize. Il y décrit la place de l'histoire dans les traditions africaines avant de se focaliser sur le rôle néfaste de l'histoire de l'humanité en Afrique : « *Ingérence, traite, invasions arabes et européennes sont catastrophiques pour la conscience nègre. [...]. La peur, pendant des siècles, devient une dimension de l'âme nègre¹⁴¹* ». Il achève cependant sur une note d'espoir : « *Quand on pense à la vitalité des peuples noirs après tant d'épreuves subies, c'est avec confiance qu'on peut regarder l'avenir¹⁴²* ».

Ces quelques extraits situent brièvement la pensée et les projets de notre homme, alors simple étudiant. Fidèle à la religion catholique par héritage familial, il est animé par des convictions politiques de gauche. En outre, l'exercice politique semble déjà le séduire. Enfin, il use de son statut d'historien pour promouvoir la richesse de son continent, une richesse tant exploitée et pillée dans le passé. L'intellectuel africain est déjà là.

L'avenir donne simplement du relief aux perspectives énoncées.

¹⁴¹ D'après *Présence Africaine*, n° 16, p. 62.

¹⁴² *Idem*, p. 69.

Chapitre 3 : Vers la mise en œuvre concrète des revendications (1958)

Alors que la décolonisation se profile, Joseph Ki-Zerbo, servi par un idéal de libération nationale, se lance dans le combat politique. Devant une situation telle, il n'hésite pas. Il crée son parti et entame le combat lors du référendum sur la communauté française de 1958. Quels sont alors les idéaux politiques qu'il choisit de défendre et de promouvoir ? Quel est l'impact de ses orientations politiques sur l'Afrique francophone ?

A. Un contexte propice

1. La politique française de décolonisation

Le contexte de l'après-guerre conditionne fortement l'action des étudiants africains arrivés en métropole après 1945. Depuis le premier courant contestataire étudiant incarné par la défense de la « négritude », les bouleversements politiques à l'échelle mondiale ont changé la donne.

Aux yeux des peuples colonisés, la Deuxième Guerre Mondiale a mis en lumière la relative faiblesse de la France, réduite à en appeler aux alliés américains pour obtenir sa libération. Ainsi, la grande puissance coloniale a perdu son prestige du début du siècle. De plus, la charte de l'O.N.U., Organisation des Nations Unies, adoptée en 1945, proclame comme principe fondateur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, autrement dit que les colonies puissent choisir leur mode de gouvernement¹⁴³. En outre, l'ordre mondial est désormais dominé par deux puissances non coloniales, le bloc libéral américain et le bloc communiste soviétique, qui condamnent fermement l'impérialisme colonial européen. Enfin, la montée des forces de gauche, qui incarnent la lutte anticoloniale, dans les métropoles française et britannique, achève de convaincre les élites africaines du besoin urgent d'émancipation de leur colonie¹⁴⁴.

Les étudiants africains de France reprennent tous ces arguments pour essayer de faire vaciller un peu plus l'ordre colonial. On peut scinder en deux groupes le mouvement étudiant. D'un côté, les plus revendicatifs, qui comptent Joseph Ki-Zerbo dans leurs rangs, sont guidés par l'idéal marxiste.

¹⁴³ D'après Coquery-Vidrovitch C. et Moniot H., *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, P.U.F., 1974, p. 247.

¹⁴⁴ D'après le Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique, *op. cit.*, tome VIII, p. 123.

D'autres, cependant, sont convaincus par la politique coloniale de la France et espèrent s'appuyer sur ses évolutions pour y trouver leur place¹⁴⁵.

La nouvelle constitution de 1946, consacrant l'instauration de la 4^{ème} République, a défini une nouvelle organisation dans les colonies, l'Union Française. Chaque territoire est désormais doté d'une assemblée dite territoriale, pouvant voter le budget et les impôts, tandis que le gouverneur général est assisté d'un grand conseil. Aussi, les sujets coloniaux sont devenus des citoyens impériaux et ont maintenant des représentants au Parlement français, au nombre de vingt-trois. Ces derniers sont élus au suffrage à deux collèges, donnant un rôle fictif au collège électoral africain. Pour le mouvement étudiant modéré, ces décisions symbolisent une inflexion de la politique coloniale, donnant la possibilité aux africains de participer à la politique de leur colonie. Néanmoins, dans les faits, ce qui constitue le premier pas d'une série de mutations de l'empire colonial semble insignifiant¹⁴⁶. Les étudiants d'extrême gauche, quant à eux, décident de surfer sur la vague émancipatrice que leur suggère la métropole. Leur action est claire, accélérer le processus d'autonomie dont l'issue inévitable est l'indépendance.

Tandis que la métropole essuie la montée des contestations, la conférence afro-asiatique des peuples non alignés de Bandung, en 1955, donne un poids politique international aux pays colonisés. Ces derniers, qui se présentent comme le troisième bloc, face aux deux géants américain et russe, y énoncent clairement leur volonté d'indépendance, à l'instar des mouvements qui agitent alors l'Indochine et le Maghreb. Le mouvement étudiant peut ainsi exploiter une perspective qui s'observe à l'horizon, la décolonisation. D'autant plus qu'en juin 1956, la France vote la loi-cadre, aussi appelée loi Defferre, laquelle établit un régime d'autorité interne aux colonies avec des gouvernements locaux élus au suffrage universel et dirigés par des personnalités africaines¹⁴⁷. Cette décision signifie une nouvelle concession de la puissance coloniale vers l'autonomie définitive tant réclamée. Mais, comme toujours, c'est un trompe-l'œil puisque les gouvernements locaux n'obtiennent qu'un statut consultatif, subordonnés qu'ils sont au gouverneur français et à l'assemblée nationale française¹⁴⁸. Elle est vivement dénoncée par la F.E.A.N.F. comme une partition du continent, une « balkanisation » de l'Afrique, « *une mystification qui n'a d'autre but que de semer la confusion et de freiner le processus historique de notre libération*¹⁴⁹ ».

Dans ce contexte, on comprend que notre homme ait pris une part active dans la contestation. Il se retrouve dans la période clé des luttes anticoloniales, au moment même où les événements se

¹⁴⁵ D'après Philippe Dewitte, *op. cit.*, p. 322.

¹⁴⁶ D'après Coquery-Vidrovitch C. et Moniot H., *op. cit.*, p. 255.

¹⁴⁷ D'après d'Almeida-Topor H., *L'Afrique au 20^{ème} siècle*, Armand Colin, Paris, 1993, p. 209.

¹⁴⁸ D'après la préface de J. Ki-Zerbo dans Dicko A., *Journal d'une défaite, autour du référendum du 28 septembre 1958 en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan - Dag Hammarskjöld Foundation, 1992, p. XIX.

¹⁴⁹ Déclaration lors du congrès de la F.E.A.N.F. dans Traoré Sékou, *op. cit.*, p. 22.

succèdent et offrent chacun un espoir nouveau de se soustraire du joug colonial, d'accéder à l'indépendance.

De plus, la voie de la liberté est devenue une réalité pour certaines colonies, déjà.

2. Kwamé N'Krumah, un exemple

Dans sa jeunesse militante, Joseph Ki-Zerbo est séduit par le charisme et l'action de Kwamé N'Krumah, figure de l'indépendance de la colonie anglaise de *Gold Coast*. Il est ainsi nécessaire de présenter l'homme afin de mettre en relief les propos dithyrambiques de notre homme à son égard.

Kwamé N'Krumah fait des études brillantes aux Etats-Unis avant de regagner sa colonie, la *Gold Coast* britannique, au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale. Son séjour outre-atlantique le convainc définitivement que le colonialisme est désormais un modèle dépassé, qui doit disparaître au plus vite. A son retour, il s'engage politiquement en *Gold Coast* dans la voie de l'anticolonialisme. Seulement, la réaction des colons anglais est rapide. Cet homme qui a rapidement réussi à rallier de nombreux fidèles sous la bannière de son parti, le C.P.P., *Convention People's Party*, est emprisonné¹⁵⁰. Cependant, les élections législatives de 1951 donnent la victoire au parti de Kwamé N'Krumah. Il est alors libéré de prison et devient premier ministre¹⁵¹. Ce revirement atteste de l'ouverture de la politique anglaise dans ses colonies, l'expression populaire n'ayant pas été remise en cause par les colons britanniques. Toutefois, la personne de N'Krumah y est pour beaucoup.

Joseph Ki-Zerbo, déjà séduit par l'action de cet homme, écrit en juillet 1954 dans la revue *Tam Tam* un article intitulé « Kwamé N'Krumah, un pilote ». Il conclue son écrit par les mots suivants : « *Dès lors, même si N'Krumah disparaît demain, même si d'aventure il dévie de sa ligne actuelle, il est déjà entré dans l'histoire comme un manieur d'hommes et un libérateur car il a contribué plus que tout autre à semer au cœur de ses compatriotes une graine qui ne meurt pas. Il leur a fait goûter l'âpre et inoubliable saveur de ce fruit vert qu'est la liberté*¹⁵² ».

Une fois conquises les rênes du pouvoir, Kwamé N'Krumah engage un véritable bras de fer avec les autorités anglaises pour parvenir à l'indépendance de sa colonie. Ses efforts sont couronnés le 6 mars 1957, la *Gold Coast* devient le Ghana indépendant¹⁵³. Joseph Ki-Zerbo salue l'événement par un article dans le numéro douze de *Présence Africaine*. Il manifeste alors son admiration à

¹⁵⁰ D'après le comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique, *op. cit.*, tome VIII, p. 128.

¹⁵¹ D'après Coquery-Vidrovitch C. et Moniot H., *op. cit.*, p. 248.

¹⁵² D'après « Kwamé N'Krumah, un pilote », *L'Eclair*, n° 31, avril 1972, p. 1. Voir annexe n° VIII.

¹⁵³ D'après Coquery-Vidrovitch C. et Moniot H., *op. cit.*, p. 248.

travers des propos d'envergure : « *Le 6 mars 1957, voilà une date qu'apprendront nos arrières petits-neveux. L'indépendance du Ghana ouvre une nouvelle page de la vie africaine. Son expérience politique amorce un nouveau cours des choses pour les Noirs : c'est un événement historique*¹⁵⁴ ». Cependant, tout ce processus d'émancipation est conditionné et facilité par la nature de la politique coloniale anglaise et aussi par les spécificités du Ghana. Joseph Ki-Zerbo écrit justement : « *Cela tient à la sagesse des Anglais mais surtout au génial sens politique des leaders du Ghana et à la discipline de son peuple*¹⁵⁵ ». Cet événement a « *une signification effective pour l'ensemble de l'Afrique noire*¹⁵⁶ ». Ainsi, l'action du leader ghanéen doit inspirer ses homologues des autres colonies. Comme l'a proclamé Kwamé N'Krumah, « *l'indépendance du Ghana n'a de sens que si l'Afrique entière doit être libérée*¹⁵⁷ ». La conclusion de Joseph Ki-Zerbo est donc que « *l'indépendance du Ghana peut être regardée comme le début d'une réhabilitation des peuples noirs d'Afrique*¹⁵⁸ ».

L'épisode ghanéen constitue un véritable tremplin pour la carrière de Joseph Ki-Zerbo. Il s'inspire largement de l'action de Kwamé N'Krumah dans ses options et réalisations politiques ultérieures. Ainsi, lorsqu'il forme son parti, Joseph Ki-Zerbo cherche à tout prix à rencontrer son illustre prédécesseur. Il y parvient en 1958, alors qu'il effectue une tournée dans la sous-région pour présenter ses options politiques. Cet entretien convainc le président ghanéen et les deux hommes se rencontrent à plusieurs reprises jusqu'en 1966, date de la mort de Kwamé N'Krumah.

Joseph Ki-Zerbo a trouvé son modèle. Son engagement politique est alors guidé par l'exemple d'une figure de l'indépendance.

B. La fondation du M.L.N. de Joseph Ki-Zerbo

1. L'idéologie fondatrice du mouvement

Joseph Ki-Zerbo occupe ses années étudiantes entre études et militantisme. En 1956, il est diplômé d'histoire. En 1957, il est nommé professeur au lycée Pothier à Orléans pour son dernier poste de professeur en métropole. L'année suivante, il obtient un poste au prestigieux lycée Van Vollenhoven de Dakar. C'est à ce moment qu'il décide de fonder son propre parti.

Joseph Ki-Zerbo, bien que séduit par le front anticolonial marxiste, décide de suivre une voie plus modérée. En 1956 est créé le P.A.I., Parti Africain de l'Indépendance. Très lié à la F.E.A.N.F.,

¹⁵⁴ D'après *Présence Africaine*, n° 12, p. 65.

¹⁵⁵ *Idem.*

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 66.

ce parti est le premier d'Afrique noire à dominante marxiste-léniniste. Cependant, Joseph Ki-Zerbo ne rallie pas cette nouvelle formation.

Il retrouve, entre Dakar et ses voyages en métropole, son ami le Dahoméen Albert Tévoédjrè. Ce dernier est un grand militant de la F.E.A.N.F., rédacteur en chef de la revue *L'Etudiant d'Afrique Noire* en 1956-1957, ce qui lui vaut à l'époque une inculpation pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat¹⁵⁹ ». Il est également catholique militant et fondateur de la J.E.C., Jeunesse Catholique Militante, à l'université de Lettres de Dakar¹⁶⁰. En 1958, tous deux décident de fonder un mouvement politique confessionnel et nationaliste, le M.L.N., Mouvement pour la Libération Nationale de l'Afrique Noire. Albert Tévoédjrè reste cependant à la tête de la section de la F.E.A.N.F. de Toulouse. Il veut, avec le M.L.N., donner un contre-pied à la mouvance estudiantine marxiste-léniniste incarnée par le P.A.I. et très présente au sein du bureau toulousain de la F.E.A.N.F.. Cependant, la lutte entre le M.L.N. et le P.A.I. pour le contrôle du bureau toulousain de la fédération tourne court, le M.L.N. préférant s'atteler à d'autres combats.

C'est ainsi que Joseph Ki-Zerbo entame son combat politique, dominé par un idéal socialiste et unificateur de l'Afrique. Il prend alors nettement ses distances avec le radicalisme d'extrême gauche de la fédération. Son ami Tévoédjrè, à la tête de la section de Toulouse, travaille aux côtés de leaders plus révolutionnaires que lui mais cela ne l'empêche pas d'écrire de belles pages sur la libération de l'Afrique, l'objectif du M.L.N.¹⁶¹.

On retrouve ainsi Joseph Ki-Zerbo secrétaire général, Cheik Hamidou Kane secrétaire à l'organisation et Albert Tévoédjrè secrétaire à la propagande. Un de leurs très proches collaborateurs est Amadou Dicko, membre du bureau et dont l'ouvrage permet de retrouver le contexte de l'époque¹⁶².

Le bureau fait paraître le 25 août 1958, simultanément à Dakar et Paris, le manifeste du nouveau parti, le mouvement africain de libération nationale¹⁶³. Cette brochure s'intitule : « Libérons l'Afrique » et s'articule en trois points : « *indépendance nationale, Etats-Unis d'Afrique, socialisme africain*¹⁶⁴ ». Le titre résume bien le programme de ce mouvement initié par Joseph Ki-Zerbo, quelques universitaires et autres cadres africains. Leur désir est de promouvoir l'indépendance nationale en vue d'établir une communauté africaine, le tout inspiré par une idéologie socialiste, démarquée du communisme international¹⁶⁵. Ils préconisent la constitution d'une vaste fédération

¹⁵⁹ Inculpé par le juge d'instruction de Toulouse le 11 avril 1957, d'après Traoré Sékou, *op. cit.*, p. 44.

¹⁶⁰ D'après Diané Charles, *op. cit.*, p. 154.

¹⁶¹ *Idem*, p. 155.

¹⁶² Voir Dicko A. A., *Journal d'une défaite, autour du référendum du 28 septembre 1958 en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan-Dag Hammarskjöld Foundation, 1992.

¹⁶³ On trouve diverses appellations pour le M.L.N., à ses débuts, toutefois proches les unes des autres.

¹⁶⁴ D'après la préface de J. Ki-Zerbo dans Dicko A., *Journal d'une défaite ...*, *op. cit.*, p. XV.

¹⁶⁵ D'après de Benoist J.-R., *op. cit.*, pp. 422-423.

ouest-africaine du Ghana ou du Mali qui constituerait une étape vers les Etats-Unis d'Afrique noire¹⁶⁶.

Déjà se profile à l'horizon, pour le jeune parti, le référendum du 28 septembre 1958, initiative du général de Gaulle. Le président français est revenu au pouvoir à la faveur du problème algérien. Son retour aux affaires précipite la création de la 5^{ème} République. Devant les difficultés grandissantes de la politique française en Afrique, il décide d'organiser un référendum constitutionnel devant se prononcer sur la réforme du statut de la France d'Outre-Mer. Pour l'Afrique, cela signifie adopter ou rejeter la communauté française.

Le M.L.N. peut déployer ses forces pour sa première échéance électorale.

2. Autour du référendum du 28 septembre 1958

Le M.L.N., conformément à la volonté exprimée dans le manifeste, fait campagne pour le non, « *non à la communauté du cavalier et du cheval* ». Son objectif premier, qui suit l'exemple de Kwamé N'Krumah, est l'indépendance. Les autorités coloniales, quant à elles, ont décidé de lancer le débat indépendance ou unité. L'indépendance, symbolisée par le « non », n'est pas souhaitée par les élites coloniales, véritables auxiliaires de la politique française. Ce débat, totalement théorique, devait faire régner la confusion et favoriser le « oui »¹⁶⁷. En aucun cas la métropole n'a prévu d'organiser l'unité des pays colonisés. L'issue est une communauté d'Etats autonomes et français ou l'indépendance immédiate, sans unité aucune. De plus, comme le déplore Joseph Ki-Zerbo, on agite alors, en Afrique, le spectre déformant du « *pour ou contre la France* », énième tentative pour influencer le vote¹⁶⁸. De fait, le « oui » implique le démantèlement des ensembles antérieurs, A.O.F. et A.E.F., et symbolise la rupture de l'unité régionale¹⁶⁹. Le « non » collectif peut cependant laisser entrevoir un espoir d'unité.

Le M.L.N. mène campagne avec son manifeste qui est distribué pendant l'été 1958. Premier accroc, le manifeste est interdit par les autorités françaises le 29 août et Joseph Ki-Zerbo reçoit la visite de la police judiciaire à son domicile parisien. S'ouvre alors une période de clandestinité. L'ouvrage est vendu à la sortie des salles de conférence, des stades, des cinémas ou des théâtres¹⁷⁰ tandis qu'un tract est diffusé, dénonçant « *le pseudo-libéralisme du gouvernement actuel qui offre*

¹⁶⁶ *Idem.*

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ D'après Dicko A., *op. cit.*, p. XV.

¹⁶⁹ *Idem*, p. XXII.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. XXV.

*l'indépendance mais à condition que personne n'y touche, [...] qui offre la liberté mais à condition que personne ne bouge*¹⁷¹ ».

Les militants du M.L.N. sont dispersés, ils font campagne pour le « non » de manière isolée. Amadou Dicko, dans son ouvrage, évoque la campagne qu'il a menée en Haute-Volta. Il se heurte, pendant ce mois de septembre 1958, à la propagande des autorités coloniales en faveur du « oui » et se retrouve complètement marginalisé. Enfin, les manipulations électorales du jour du scrutin scellent l'échec du M.L.N.. Comme le constate alors Joseph Ki-Zerbo, « *le référendum pour nous était avant tout une tribune pour faire passer des messages essentiels*¹⁷² ». Seul le P.D.G., Parti Démocratique de Guinée, de Sékou Touré, obtient la victoire du « non ».

Le M.L.N. poursuit néanmoins son action. Il adresse au cours du mois de novembre 1958 une lettre à tous les responsables politiques. Le mot d'ordre est de réaliser au plus vite les objectifs suivants : « *indépendance politique pour l'unité, unité pour la puissance et la libération totale de l'Afrique*¹⁷³ ». Le mouvement se répand en trois sections principales, Haute-Volta, Sénégal et Dahomey¹⁷⁴ et compte des soutiens jusqu'au Cameroun et au Congo belge¹⁷⁵. Joseph Ki-Zerbo ne ménage pas ses efforts et voyage beaucoup pour rencontrer ses homologues. C'est au cours d'un de ces déplacements qu'il rencontre Kwamé N'Krumah, son modèle, et partage de nombreuses idées avec lui¹⁷⁶.

Cependant, le M.L.N. perd rapidement son influence régionale et doit restreindre son action dans un cadre national, en Haute-Volta, pays d'origine de Joseph Ki-Zerbo. Les sections du Sénégal, du Dahomey et de Haute-Volta restent un temps organisées¹⁷⁷. Pourtant, très vite, les deux premières se rallient aux partis dominants de leurs pays respectifs et laissent la seule section voltaïque s'organiser « *pour survivre, pour vivre, pour faire vivre*¹⁷⁸ ». En effet, les espoirs suscités par un combat commun se dissipent lorsque sont amoindris les perspectives « d'indépendance dans l'unité » au lendemain de la proclamation de la communauté française et par la suite, lors de la « vague des indépendances ». Joseph Ki-Zerbo persévère mais le parti M.L.N. voit son audience se restreindre à la seule vie politique voltaïque. Nous verrons dans la prochaine partie les multiples actions à mettre à son actif dans la jeune nation de Haute-Volta.

Joseph Ki-Zerbo décide alors d'aller servir la Guinée avec d'autres « volontaires », professeurs, chercheurs, scientifiques. Cette colonie est la seule à avoir choisi l'indépendance lors du

¹⁷¹ D'après de Benoist J.-R., *op. cit.*, p. 422-423.

¹⁷² D'après Dicko A., *op. cit.*, p. XXX.

¹⁷³ D'après de Benoist J.-R., *op. cit.*, p. 437.

¹⁷⁴ Le Dahomey devient le Bénin en 1975.

¹⁷⁵ D'après Dicko A., *op. cit.*, p. XXV.

¹⁷⁶ *Idem*, p. XXVI.

¹⁷⁷ D'après la déclaration de Joseph Ki-Zerbo dans *L'Eclair*, n° 3, 1^{er}-15 mai 1970, p. 5. Voir annexe n° IX.

¹⁷⁸ *Idem*.

référendum de 1958. Il suit en cela ses convictions et veut prouver que, malgré les rumeurs, une colonie indépendante sans l'aide de la France peut s'en sortir¹⁷⁹.

Alors, en 1959, après avoir mis en place des bases solides en Guinée, il décide de rentrer en Haute-Volta. Sa mission se trouve incontestablement dans sa contrée d'origine qui est devenue indépendante, elle aussi¹⁸⁰.

¹⁷⁹ D'après *Appel pour le changement, op. cit.*, p. 9.

¹⁸⁰ Les accords d'indépendance sont scellés le 5 août 1960.

Deuxième partie

Joseph Ki-Zerbo, l'éternel opposant politique (1958-1995)

Notre étude en arrive au volet politique, domaine qui tient une importance primordiale dans la carrière de Joseph Ki-Zerbo. Il a en effet manifesté, et manifeste encore aujourd'hui, une volonté inébranlable de s'engager sur une voie concrète, au service du peuple. Son implication dans la vie politique répond également à son statut d'intellectuel, engagé pour le progrès de son pays et attiré par les joutes verbales et électorales. Son parcours politique est celui d'un opposant, chef de parti dans une jeune nation en construction. L'histoire de la Haute-Volta indépendante est marquée par une longue et difficile quête de stabilité politique. Ainsi, le rôle joué par le parti de Joseph Ki-Zerbo doit être appréhendé dans le contexte de l'histoire politique voltaïco-burkinabé depuis la veille de l'indépendance jusqu'au milieu des années 1990, selon le bornage chronologique retenu, au risque de susciter controverses et interprétations erronées.

Chapitre 1 : De la clandestinité à l'émergence d'un parti structuré (années 1960)

Les dix premières années de la Haute-Volta indépendante donnent lieu aux débuts politiques du M.L.N.. Très vite, la difficulté d'exister face au pouvoir conduit le « Professeur » à s'illustrer sur la scène de la contestation populaire. De quelles armes le parti de Joseph Ki-Zerbo use-t-il alors pour s'affirmer en tant que force politique majeure de Haute-Volta ?

A. Le règne de Yaméogo, injustice et déraison (1960-1966)

1. Le M.L.N. étouffé par le pouvoir.

Lors de la proclamation de la communauté française par la constitution du 4 octobre 1958, Maurice Yaméogo est le président du conseil de gouvernement de Haute-Volta. Il succède à Ouezzin Coulibaly, grande figure de la Haute-Volta coloniale, qui est décédé peu avant le référendum sur la communauté française. Très vite, sous son impulsion, la République de Haute-Volta, une et indivisible, est proclamée le 11 décembre 1958¹⁸¹. La constitution, approuvée par référendum en mars 1959, consacre une république membre de la communauté française à laquelle elle adhère individuellement¹⁸². Les événements suivants ayant précipité l'indépendance, Maurice Yaméogo devient président de la République de Haute-Volta le 5 août 1960¹⁸³.

Joseph Ki-Zerbo rentre en Haute-Volta au moment de l'indépendance en tant que responsable du M.L.N., parti qu'il a créé en 1958, comme évoqué précédemment. Citons les mots de son père à ce sujet : « *Mon fils Joseph, qui avait fréquenté le séminaire, en sortit puis, après de grandes études, il revint en 1959. [...]. Mais, quand il entreprit des activités politiques, ce fut au milieu de mille soucis qui furent aussi les miens*¹⁸⁴ ». En effet, il doit composer avec le règne sans partage de Maurice Yaméogo. Ce dernier se lance dans une véritable chasse aux sorcières¹⁸⁵. Il fait arrêter des membres influents de l'opposition et, entre autres décisions autoritaires, dissout le conseil municipal de Ouagadougou. La seule alternative pour tout un chacun est alors d'adhérer à son parti, le R.D.A.,

¹⁸¹ D'après Lejeal F., *Le Burkina-Faso*, Paris, Karthala, 2002, p. 68.

¹⁸² *Idem*, p. 70.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 72.

¹⁸⁴ D'après Ki-Zerbo J., *Alfred Diban ..., op. cit.*, p. 59.

¹⁸⁵ D'après Kaboré R.-B., *Histoire politique du Burkina-Faso*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 60.

largement inféodé à la politique africaine de la France incarnée par Jacques Foccart¹⁸⁶. Le M.L.N. évolue donc dans la clandestinité la plus totale. Joseph Ki-Zerbo déclare, à l'époque, d'après un proverbe africain, « *Mieux vaut plier les doigts plutôt que de se les laisser couper*¹⁸⁷ » ou encore, selon un proverbe samo, de son ethnie, « *c'est à force de se cacher que le lézard arrive à avoir la tête rouge (à grandir)*¹⁸⁸ ». Le parti est forcé de mener une propagande de bouche à oreille. Son activité consiste à accélérer la formation des cadres pour les rallier à sa cause et à organiser des conférences, des manifestations syndicales, tout cela au moyen de distributions discrètes de tracts. Les dirigeants du parti n'échappent pas aux offres du pouvoir de rallier le parti présidentiel. Leur refus les expose aux brimades et aux menaces d'être fusillés de la part des autorités. Pourtant, le M.L.N. parvient à maintenir ses structures et à tenir chaque année un congrès clandestin à Ouagadougou¹⁸⁹. Par sa résistance à l'oppression du régime de Yaméogo, le parti de Joseph Ki-Zerbo s'affirme déjà comme un parti majeur de l'opposition en Haute-Volta. Il n'a cependant pas grand peine à être crédible devant un président qui n'hésite pas à mener grand train dans une des contrées les plus pauvres du monde. Tandis qu'il fait construire un palais de luxe à Koudougou, sa ville d'origine, sa femme s'exhibe dans des tenues richissimes et ses enfants terrorisent les populations au volant de voitures de sport dernier cri¹⁹⁰.

Maurice Yaméogo, qui passe la moitié de l'année hors de son pays à dépenser sans compter, se rend impopulaire à la longue. La fin de l'année 1965 le voit accumuler les gestes de maladresse. Il décide, en période d'austérité économique, de baisser de 20% les salaires des fonctionnaires. La fronde syndicale se déclenche immédiatement. C'est dans ces circonstances difficiles qu'il choisit de se remarier, avec « miss Côte d'Ivoire », et d'effectuer son voyage de noces aux Caraïbes, dans un déballage de luxe inqualifiable. C'en est trop, le peuple décide d'accélérer sa chute¹⁹¹.

2. Joseph Ki-Zerbo et le coup de force du 3 janvier 1966

Deux personnages, par leur rapprochement et leur action, parviennent à rallier les différentes formations politiques et syndicales pour former un grand mouvement de contestation, il s'agit de Joseph Ouédraogo et de Joseph Ki-Zerbo¹⁹². Outrepassant l'interdiction de tout regroupement, les

¹⁸⁶ *Idem*, p. 61.

¹⁸⁷ D'après allocution de Joseph Ki-Zerbo dans *L'Eclair*, n°3, 1^{er}-15 mai 1970, p. 5. Voir annexe n° X.

¹⁸⁸ *Idem*.

¹⁸⁹ *Ibid*.

¹⁹⁰ D'après Lejeal F., *Le Burkina-Faso, op. cit.*, p. 79.

¹⁹¹ *Idem*.

¹⁹² D'après Kabeya Muase C., *Syndicalisme et démocratie en Afrique noire, l'expérience du Burkina-Faso*, Abidjan-Inadès Editions, Paris-Karthala, 1989, p. 76.

syndicats organisent un meeting le 31 décembre 1965 à la bourse du travail¹⁹³. Malgré la répression, le mouvement semble fort et uni. Les accusations du président Yaméogo à l'encontre des fonctionnaires, dans son allocution radiodiffusée du 2 janvier 1966, renforcent la fronde populaire. Les autorités catholiques, représentées par le cardinal Zoungana, ainsi que les chefs coutumiers, rangés derrière le Mogho Naba, souverain du royaume mossi¹⁹⁴, n'en pensent pas moins¹⁹⁵. Un appel à la grève générale pour le 3 janvier est lancé. Armée, police et gendarmerie se positionnent dans les lieux stratégiques. Le 3 janvier venu, plusieurs milliers de manifestants s'ébranlent dans les rues de Ouagadougou. Fonctionnaires, enseignants, élèves et étudiants y prennent part. Il semble alors que l'élément dominant est constitué des élèves du lycée Zinda Kaboré, on s'en doute fortement influencé par le Professeur Joseph Ki-Zerbo qui y a enseigné¹⁹⁶, mais également des élèves du Cours Normal des Jeunes Filles où exerce Madame Jacqueline Ki-Zerbo¹⁹⁷. On entrevoit ainsi le rôle de Joseph Ki-Zerbo dans ce soulèvement populaire, fortement aidé par sa femme. Il a également fourni une batterie de voiture pour alimenter un mégaphone et permettre aux manifestants de scander haut et fort les slogans hostiles au pouvoir¹⁹⁸. Le 3 janvier voit donc tous les secteurs paralysés par une grève qui s'en prend directement à la personne de Maurice Yaméogo. Ce dernier se réfugie au camp Guillaume, base militaire située à proximité de la place d'armes, à Ouagadougou. Pourtant, cette armée qui le prend sous sa protection n'intervient pas pour disperser la foule immense rassemblée sur la place d'armes. Alors, répondant aux cris des manifestants, Joseph Ki-Zerbo en tête¹⁹⁹ : « *L'armée au pouvoir, Maurice au poteau*²⁰⁰ », le conseil militaire se réunit et décide de confier le pouvoir à l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé, en l'occurrence le colonel Sangoulé Lamizana²⁰¹. Maurice Yaméogo est renversé dans ce qui constitue le premier coup d'Etat de l'histoire de la jeune Haute-Volta.

Il semble important de s'attarder sur cet épisode qui marque la première implication de grande ampleur de Joseph Ki-Zerbo dans l'histoire politique de son pays. Il est à l'origine du soulèvement populaire et joue un rôle déterminant lors de cette journée décisive du 3 janvier. Ensuite, en ce qui concerne la passation de pouvoir, il est difficile de juger²⁰². Plusieurs versions s'affrontent. D'un côté, Maurice Yaméogo déclare avoir décidé de se retirer de lui-même, sans

¹⁹³ *Idem*, p. 77.

¹⁹⁴ L'ethnie majoritaire de Haute-Volta, les Mossis, est parvenue à conserver, malgré la colonisation, sa hiérarchie traditionnelle dont l'influence dans la société demeure importante.

¹⁹⁵ D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, p. 78.

¹⁹⁶ Voir 3^{ème} partie, chapitre 1, p. 76.

¹⁹⁷ D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, p. 81.

¹⁹⁸ *Idem*, p. 82.

¹⁹⁹ D'après *Appel pour le changement*, *op. cit.*, p. 12.

²⁰⁰ D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, p. 83.

²⁰¹ *Idem*, p. 84.

²⁰² *Ibid.*, p. 85.

aucune volonté de résistance, pour préserver l'unité de son pays²⁰³. De l'autre, Lamizana soutient avoir refusé de se plier aux injonctions du président déchu qui lui demandait de tirer sur la foule pour la disperser²⁰⁴. Les leaders du mouvement de contestation ont, quant à eux, profité de la déception d'un peuple qui attendait beaucoup des années post-indépendance. Cependant, ils n'ont pas préparé le scénario d'une éventuelle prise de pouvoir. Ainsi, lorsque le pouvoir de Yaméogo semble perdu, en cette journée du 3 janvier, l'armée constitue la seule transition possible. De fait, Joseph Ki-Zerbo et ses proches ont favorisé ce coup d'Etat. Au vu des six années de règne du premier président de Haute-Volta, n'est-il pas légitime que d'exiger le remplacement de cet homme, lui qui a manipulé les élections présidentielles du 3 octobre 1965 en se proclamant président, étant seul candidat, avec 99,98% des voix²⁰⁵ ? S'il est difficile de parler de « bon coup d'Etat », il apparaît que le changement à la tête de l'Etat peut difficilement accoucher d'un régime plus catastrophique que le précédent. Ce point de vue est d'ailleurs partagé par nombre d'observateurs²⁰⁶. Néanmoins, il reste à attendre de voir les réalisations du nouveau régime.

Une des grandes leçons à retenir de ce 3 janvier 1966 est l'émergence des syndicats dans la vie politique voltaïque. La victoire du mouvement intersyndical inspire les partis qui, dès lors, usent de l'arme syndicale pour s'attaquer aux gouvernements. Joseph Ki-Zerbo, à l'avenir, utilise fréquemment ce moyen d'expression pour se manifester ou, tout simplement, exister²⁰⁷.

B. Les militaires au pouvoir (1966-1970)

1. L'existence chaotique du M.L.N.

Sangoulé Lamizana devient président du Conseil Supérieur des Armées. Comme Joseph Ki-Zerbo, il est Samo, mais les points communs s'arrêtent là. Dans le passé, il fut engagé dans l'armée coloniale française avant de combattre sous le drapeau tricolore lors de la Deuxième Guerre Mondiale, de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie.

Avec la responsabilité du pays, il hérite d'une lourde tâche. La situation économique est catastrophique et les finances du pays sont à un niveau excessivement bas. Les premiers chantiers du nouveau président doivent s'opérer au niveau budgétaire. Pour arranger la situation, il doit d'abord

²⁰³ D'après sa déclaration dans *Le Monde* du 5 janvier 1966.

²⁰⁴ D'après l'interprétation de Frédéric Guirma dans « Comment perdre le pouvoir, le cas de Maurice Yaméogo », *Afrique Contemporaine*, vol. 12., 1991, p. 144.

²⁰⁵ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 77.

²⁰⁶ *Idem*, p. 84.

²⁰⁷ D'après un rapport sur le thème « Syndicalisme et politique » dans *Education nouvelle*, organe du S.U.V.E.S.S., Syndicat Unique Voltaïque des Enseignants du Secondaire et du Supérieur, p. 14.

rassurer les opérateurs économiques internationaux²⁰⁸. La constitution est suspendue tandis que l'assemblée nationale est dissoute. Un nouvel appareil institutionnel est créé, comprenant le Conseil Supérieur des Armées, le comité consultatif et le gouvernement, composé d'une majorité de militaires mais également de civils²⁰⁹. Un ministre est issu du M.L.N., Edouard Ouédraogo, chargé des travaux publics, postes et télécommunications²¹⁰. Les activités politiques sont à nouveau tolérées mais Lamizana s'en méfie. Son credo est que l'immaturité politique des dirigeants voltaïques constitue un facteur de division et de confusion : « *les jeux politiques peuvent être supportés sans dommages par les pays très développés [...], il en va tout autrement de la Haute-Volta*²¹¹ ». Répondant à cela, les quatre principaux partis organisent une table ronde en octobre 1966. A défaut de s'entendre, ils définissent des priorités comme le jugement des dignitaires de la 1^{ère} République et le retour à une vie constitutionnelle et républicaine²¹². Cependant, lorsque Maurice Yaméogo, ancien président, est libéré et rentre à Koudougou, sa ville natale, des affrontements entre des membres de l'U.D.V.-R.D.A., son parti, et des militants du M.L.N. ont lieu, suite à un meeting organisé par Joseph Ki-Zerbo. Lamizana dispose alors d'un prétexte pour décréter la suspension des activités politiques, lors d'une annonce du Conseil Supérieur des Armées, en décembre 1966. Le même jour, il proclame sa décision de rester quatre années au pouvoir et de se retirer à l'issue de cette période. Ces annonces brutales sont adoucies par la décision de préserver la liberté syndicale, le minimum venant d'un pouvoir réclamant le dialogue²¹³.

Devant ce durcissement du pouvoir, le M.L.N. est à nouveau dans l'obligation de poursuivre ses activités de manière officieuse, à l'unisson de tous les partis politiques. Cependant, la liberté syndicale étant réelle, l'activisme de Joseph Ki-Zerbo et de ses fidèles peut se manifester quasi-librement. Leurs soutiens se retrouvent chez les élites lettrées du pays, enseignants, élèves, étudiants²¹⁴. Le milieu étudiant est acquis à Joseph Ki-Zerbo puisque le M.L.N. est à la tête de l'U.G.E.V., Union Générale des Etudiants Voltaïques. Aussi, en sa qualité d'inspecteur d'académie et de directeur général de l'éducation nationale entre 1963 et 1968²¹⁵, il exerce une certaine influence au sein du syndicat unique des enseignants, le S.N.E.A.H.V., Syndicat National des Enseignants Africains de Haute-Volta, qui a pour secrétaire général Ali Lankouandé, un fidèle du M.L.N.²¹⁶.

Le gouvernement est remanié au début de 1967 et ne compte plus de membres du Mouvement de Libération Nationale. Le pouvoir s'attelle toujours à restaurer la situation déficitaire des finances

²⁰⁸ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 85.

²⁰⁹ D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, p. 91.

²¹⁰ D'après Kaboré R.-B., *Histoire politique ...*, *op. cit.*, p. 69.

²¹¹ D'après le discours à la nation de Lamizana du 20 juin 1966 dans Lejeal F., *op. cit.*, p. 85.

²¹² D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 71.

²¹³ *Idem*, p. 72.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 79.

²¹⁵ Voir 3^{ème} partie, chapitre 1, p. 76.

²¹⁶ D'après les archives de l'assemblée nationale du Burkina-Faso, archive n° 565.

de l'Etat. Le ministre de l'économie, Marc Garango, symbolise cette période. L'austérité qu'il impose, dénommée « Garangose » par la population, permet d'assainir le budget en quelques années seulement²¹⁷. Le 20 décembre 1969, les restrictions aux activités politiques sont levées tandis qu'un projet de nouvelle constitution est en préparation, avec le retour de la démocratie en point de mire²¹⁸.

2. Le visage, officiel, du M.L.N.

L'année 1970 consacre le retour des partis politiques dans la vie publique voltaïque. Le M.L.N. entre dans une nouvelle phase, loin de la clandestinité. Pour diffuser ses idées et ainsi élargir son électorat, il crée son journal, *L'Eclair*, dont le premier numéro sort le 30 mars 1970²¹⁹. Cet organe bimensuel d'information présente une couverture chargée de symboles. On y distingue la poignée de mains entre un notable et un paysan, la daba²²⁰ sur l'épaule, signe de l'ouverture du parti au monde rural tandis qu'apparaît le proverbe africain : « *Traversez la rivière en masse et vous n'aurez rien à craindre du crocodile* ». On retrouve dans *L'Eclair* les discours de Joseph Ki-Zerbo, l'éditorial, le plus souvent signé de lui-même et l'ensemble des textes officiels du parti, par exemple les statuts²²¹ ou encore les comptes-rendus de congrès, les communiqués de presse... Le journal s'intéresse également à la vie politique intérieure et s'ouvre parfois à la politique internationale avec, par exemple, le numéro spécial sur l'O.U.A., Organisation de l'Unité Africaine²²² ou encore celui sur Kwamé N'Krumah, en guise d'hommage²²³, deux thèmes chers à Joseph Ki-Zerbo. Cette publication est donc riche et ne se limite pas à une propagande stérile. Elle contribue grandement à enraciner le M.L.N. dans le paysage politique voltaïque.

Il est nécessaire, à ce stade, de s'arrêter sur les fondements idéologiques et sur le projet défendu par le Mouvement de Libération Nationale dirigé par le Professeur Joseph Ki-Zerbo. Le M.L.N. est un parti socialiste, créé sur une base non communiste²²⁴. Cette notion constitue l'essence même du M.L.N. depuis sa fondation en 1958. Joseph Ki-Zerbo a souvent insisté sur cet aspect²²⁵ puisque nombre de ses détracteurs apparentent son parti au communisme et au collectivisme. En effet, ses adversaires politiques assimilent le M.L.N. aux expériences malheureuses de Modibo Keita

²¹⁷ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 90.

²¹⁸ *Idem.*

²¹⁹ Voir la couverture de *L'Eclair*, n° 30, mars 1972, annexe n° X.

²²⁰ Outil du paysan par excellence, il est le symbole du cultivateur voltaïque.

²²¹ Voir *L'Eclair*, n° 8, 15-30 juillet 1970.

²²² Voir *L'Eclair*, n° 22, juin 1971.

²²³ Voir *L'Eclair*, n° 31, avril 1972. Annexe n° III.

²²⁴ D'après *L'Eclair*, n° 3, 1^{er}-15 mai 1970, p. 6.

²²⁵ Voir son allocution reprise dans *L'Eclair*, n° 3, 1^{er}-15 mai 1970, p. 6.

au Mali et de Sékou Touré, en Guinée²²⁶. Des rumeurs se propagent selon lesquelles le M.L.N. utilise des diplomates soviétiques pour satisfaire ses moyens et qu'il sert de base de pénétration du communisme en Haute-Volta²²⁷. Certains ont même lancé le slogan « *Ko Tid Poui* » signifiant « *Il faut cultiver et les récoltes seront redistribuées à tous* », dans le but de discréditer le parti aux yeux des électeurs et des populations rurales²²⁸. Si ce n'est le terme de camarade ou de « *masses voltaïques* », fréquemment repris dans les discours, les idées du parti incarné par Joseph Ki-Zerbo sont loin d'être marxistes. Le M.L.N. prône une démocratie solidaire et permanente consistant en un dialogue constant entre les responsables, à tous les niveaux, et les masses populaires. Sa devise est : « *Unité, solidarité, progrès, justice sociale*²²⁹ ». Désireux de promouvoir l'unité nationale, il condamne le tribalisme, le régionalisme et souhaite l'unité politique pour éviter les divisions stériles. Reprenant une des convictions personnelles de Joseph Ki-Zerbo, déjà abordée précédemment, le militant du M.L.N. doit œuvrer en faveur de l'unité africaine, pour permettre à l'Afrique de peser dans les domaines politiques et économiques à l'échelle mondiale. Appuyant l'indépendance nationale et la coopération internationale, le M.L.N. condamne l'impérialisme et le néo-colonialisme sous toutes les formes, notamment les aides financières, aliénantes, qui n'aident pas les initiatives africaines mais satisfont les intérêts occidentaux²³⁰. Son action est guidée par quelques principes comme la direction collégiale, l'autocritique ou encore le respect des croyances²³¹. Outre Joseph Ki-Zerbo, secrétaire général, on retrouve entre autres Pierre-Claver Damiba, Alexandre Sawadogo, Henri Guissou, Ali Lankouandé²³².

Le Mouvement de Libération Nationale se perpétue ainsi selon les orientations définies lors de sa création, en 1958. Dorénavant, son combat a pour cadre la nation de Haute-Volta. Il incarne l'opposition de gauche modérée face au régime militaire en place. Il rallie principalement le milieu enseignant et étudiant ainsi que la petite bourgeoisie urbaine, lettrée, qui se laisse séduire par les idées progressistes de l'intellectuel Joseph Ki-Zerbo.

²²⁶ Critiques de l'U.D.V.-R.D.A. contre le M.L.N. lors de son meeting du 21 juin 1970 à Garango, d'après *L'Eclair*, n° 7, 1^{er}-15 juillet 1970.

²²⁷ D'après la déclaration de Justin Vieyra dans *Jeune Afrique* du 7 avril 1970 repris dans *L'Eclair*, n°4, 15-30 mai 1970.

²²⁸ D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 81.

²²⁹ D'après *L'Eclair*, n° 8, 15-30 juillet 1970, p. 3.

²³⁰ D'après *L'Eclair*, n° 3, *op. cit.*, pp. 7-8.

²³¹ D'après *L'Eclair*, n° 8, *op. cit.*, p. 3.

²³² *Idem*, p. 8.

Chapitre 2 : Les années 1970 ou l'existence politique à travers l'agitation syndicale

Face au régime de Lamizana, le M.L.N. a des difficultés à peser politiquement et, d'autant plus, à manifester son mécontentement et sa volonté d'ouverture démocratique. De quelle manière le M.L.N. parvient-il à s'immiscer dans la vie publique voltaïque ? Comment le parti de Joseph Ki-Zerbo s'adapte-t-il pour tenter de rallier le plus grand nombre ?

A. Le M.L.N. dans l'ombre du pouvoir

1. La 2^{ème} République et les échéances électorales de 1970

En cette année 1970 riche en événements électoraux, le M.L.N. peut enfin s'exprimer et jauger son audience électorale. Un projet de constitution est soumis à référendum. Le M.L.N. se prononce « pour » la nouvelle constitution en exprimant toutefois des réserves : « *Le Oui du M.L.N. est synonyme d'un Non à une éventuelle dictature militaire*²³³ ». Le texte ne donne pas entière satisfaction mais son approbation se veut responsable, signe d'un parti ayant acquis une certaine maturité. En effet, la reprise d'une vie constitutionnelle normale est primordiale en dépit du maintien du régime militaire²³⁴. La nouvelle constitution est adoptée massivement par référendum le 14 juin 1970. La Deuxième République voltaïque voit le jour. Cette constitution introduit le multipartisme et crée un poste de premier ministre. Cependant, elle indique également que le pouvoir reste pendant quatre années supplémentaires dans les mains du militaire le plus gradé, autrement dit Sangoulé Lamizana, ce qui se traduit comme un nouveau passage en force du régime²³⁵.

Les élections législatives suivent en décembre 1970. Elles consacrent la mainmise électorale de l'U.D.V.-R.D.A. qui recueille une grande majorité des sièges. Le M.L.N. gagne cinq sièges derrière le P.R.A. qui en reçoit douze²³⁶. L'alliance entre les deux principaux partis leur donne une écrasante majorité et porte Joseph Ouédraogo à la présidence de l'assemblée. Le M.L.N. s'entend avec des députés indépendants pour former une opposition de huit membres contre quarante-neuf²³⁷.

²³³ D'après l'allocution de Joseph Ki-Zerbo lors de la conférence nationale du M.L.N. dans *L'Eclair*, n°5, 01-15 juin 1970.

²³⁴ D'après *L'Eclair*, n° 5, *op. cit.*.

²³⁵ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 91.

²³⁶ *Idem*, p. 90.

²³⁷ D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 81.

Ce résultat est décevant pour le parti du Professeur. Il peut s'expliquer par la propagande mensongère faite à l'encontre du parti et déjà entrevue auparavant. Malgré ce semi échec, Joseph Ki-Zerbo devient député pour la première fois et se prépare à participer aux travaux législatifs. Quant au chef de l'Etat, qui s'est à nouveau autoproclamé président de la Deuxième République voltaïque, il prouve une infime volonté d'ouverture en composant un gouvernement composé majoritairement de civils, dirigé par le premier ministre Gérard Kango Ouédraogo, mais dans lequel ne figure aucun membre du M.L.N.²³⁸.

Absent du gouvernement et faiblement représenté à l'assemblée, le M.L.N. s'illustre sur la scène politique à travers les syndicats. Pourtant, il perd la direction de l'U.G.E.V. qui revient à la mouvance communiste du P.A.I., Parti Africain de l'Indépendance. Mais le monde syndical enseignant est toujours rangé du côté du M.L.N.. Au début des années 1970, le syndicat enseignant unique, le S.N.E.A.H.V., voit nombre de ses militants se retirer en raison de désaccords avec la présidence du syndicat. Ces derniers fondent alors le S.U.V.E.S.S., Syndicat Unique des Enseignants du Secondaire et du Supérieur, lors du congrès fondateur de juillet 1972. Quelques mois plus tard, le changement de direction au S.N.E.A.H.V. efface les divergences entre les deux syndicats qui reprennent leur dessein commun. Le M.L.N., par le biais des deux syndicats, déclenche ainsi une longue grève à partir de janvier 1973. Ecoles et lycées sont paralysés plusieurs semaines jusqu'à ce que le pouvoir réponde à certaines revendications des enseignants²³⁹.

Dans le même temps, le premier ministre abuse de la position de force de son parti à l'assemblée et fait adopter des lois allant à l'encontre des prérogatives du président. Les militaires démissionnent du conseil des ministres et laissent libre cours aux querelles politiciennes entre le premier ministre et le président de l'assemblée. L'attitude des deux hommes entraîne un véritable blocage institutionnel qui paralyse le fonctionnement de l'Etat. Devant ces querelles partisanes que le président Lamizana déteste par-dessus tout, il décide à nouveau de se réapproprier l'essentiel du pouvoir²⁴⁰.

2. Le passage en force des militaires du 8 février 1974

Sangoulé Lamizana fait jouer l'article 35 de la constitution qui stipule que, devant une telle situation, le président peut prendre des mesures exceptionnelles. Cet épisode du 8 février 1974

²³⁸ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 91.

²³⁹ D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 82.

²⁴⁰ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 94.

constitue un véritable coup d'Etat constitutionnel après le précédent de 1970, lorsque les militaires se sont donné quatre années supplémentaires à la tête de l'Etat²⁴¹.

Un Gouvernement de Renouveau National, largement composé de militaires, est mis en place²⁴². Les activités politiques sont à nouveau suspendues mais la presse et les syndicats demeurent libres²⁴³. Au même moment, le pouvoir militaire doit faire face à de nombreuses difficultés. Le choc pétrolier de 1974, qui renchérit les prix du pétrole, porte un lourd préjudice à l'économie du pays. En effet, le pétrole constitue l'énergie principale en Haute-Volta puisque l'électricité est chère et peu utilisée. Simultanément, une période de sécheresse, synonyme de désertification des régions nord du pays, cause le déplacement des populations pastorales de cette zone, les peuls²⁴⁴. Cependant, malgré l'agitation syndicale qui se substitue à nouveau aux querelles politiques, la crise est peu à peu surmontée²⁴⁵.

Le 29 novembre 1975, Lamizana annonce la création du M.N.R., Mouvement National pour le Renouveau, qui doit réunir toutes les forces politiques. Face à cette volonté d'imposer un parti unique, les confédérations syndicales ripostent. Protestant contre diverses mesures et réclamant une hausse des salaires, les syndicats organisent une grève générale les 17 et 18 décembre 1975²⁴⁶. Ils ne relâchent pas la pression et poursuivent leur mouvement avec de nouvelles grèves en janvier 1976. Le général Lamizana établit alors un compromis. Il augmente les salaires et les bourses des étudiants et nomme un nouveau gouvernement²⁴⁷. Le nouveau conseil des ministres, nommé le 9 février, voit la présence marquée du M.L.N. ainsi que celle d'un responsable syndical, Zoumana Traoré, au ministère du travail et de la fonction publique²⁴⁸. Le pouvoir militaire montre là sa capacité de conciliation et son habileté politique puisqu'il casse l'unité syndicale. En effet, la C.S.V., Confédération Syndicale Voltaïque, proche du M.L.N. et l'U.S.T.V., organisation de Zoumana Traoré, en raison de leur présence au gouvernement, ne répondent pas à l'appel à la grève de mars 1976 et condamnent de ce fait la bonne marche de la manifestation.

Le M.L.N. de Joseph Ki-Zerbo reçoit donc d'importantes responsabilités ministérielles. Si cette présence au sommet semble être le moyen d'affaiblir le mouvement syndical, au vu de l'influence du M.L.N. dans ses rangs, elle constitue une opportunité pour le M.L.N. de peser dans les décisions de l'Etat. Cependant, un nouveau remaniement ministériel intervient le 13 janvier 1977. Le parti de Joseph Ki-Zerbo refuse de siéger dans ce nouveau gouvernement, recueillant trois sièges au lieu des quatre demandés. Il s'en explique en ces termes : « *Le Non du MLN n'est dirigé ni contre*

²⁴¹ *Idem.*

²⁴² D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, p. 135.

²⁴³ D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 85.

²⁴⁴ D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, p. 137.

²⁴⁵ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 97.

²⁴⁶ D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, p. 135.

²⁴⁷ *Idem*, p. 143.

²⁴⁸ D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 97.

l'armée en tant que telle, ni contre les forces progressistes qui existent dans les autres tendances. Le Non du MLN est un Non provoqué par des questions de méthodes, de principes et de fond²⁴⁹ ». Très vite, les conséquences de cette décision se font sentir. Le S.N.E.A.H.V., fortement influencé par le M.L.N., lance à nouveau des préavis de grève pour mai 1977²⁵⁰.

Joseph Ki-Zerbo et son parti, voulant à tout prix peser, s'en remettent à l'agitation syndicale lorsque leurs revendications ne sont pas entendues. Ce seul moyen d'expression est exploité au mieux par le parti du Professeur.

B. Vers un retour de la démocratie ?

1. L'U.P.V., en préparation des élections de 1978

L'année politique 1977 s'annonce riche avec un projet de constitution et la perspective des élections l'année suivante. Pour préparer ces échéances, le M.L.N. organise un congrès, les 5 et 6 novembre, pendant lequel il se mue en U.P.V., Union Progressiste Voltaïque²⁵¹. Ce nouveau parti regroupe des anciens du R.D.A., du P.R.A. et du M.L.N.²⁵². On retrouve auprès de Joseph Ki-Zerbo, toujours secrétaire général du parti, des figures comme Sitafa Sanon, Henri Guissou, Batagoma Ouattara et Alain Ouédraogo. Certains anciens militants du M.L.N. se retirent, jugeant que le nouveau parti s'éloigne de ses convictions socialistes, ce dont Joseph Ki-Zerbo se défend²⁵³. Son nouveau parti résulte d'un ralliement de militants autour du mot d'ordre : « *Appel à l'union pour le changement*²⁵⁴ ». Il proclame haut et fort sa capacité de regroupement en prenant l'exemple des journées historiques du 3 janvier 1966 et des 15 et 16 décembre 1975, lors desquelles le M.L.N. a prouvé qu'il peut mobiliser les foules en nombre²⁵⁵. Il dispose également d'un organe d'information, *La voix du peuple*²⁵⁶, qui paraît tous les mois. Sa couverture reprend les deux symboles du parti, la couleur jaune et la représentation d'« *un paysan tenant à la main gauche levée une gerbe de céréales et sur l'épaule droite une daba*²⁵⁷ ». Aussi, comme à l'accoutumée, un proverbe africain affiche la philosophie du parti : « *Laalebasse tenue ensemble ne cassera jamais* ». Ce journal succède à

²⁴⁹ *Idem*, p. 101.

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ *Ibid.*, p. 107.

²⁵² D'après *La Voix du peuple*, n° 1, novembre 1977.

²⁵³ D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 107.

²⁵⁴ D'après *La voix du peuple*, n° 1, *op. cit.*.

²⁵⁵ *Idem.*

²⁵⁶ Voir la couverture de *La voix du peuple*, n° 10, annexe n° XI.

²⁵⁷ D'après Article 2, règlement intérieur de l'U.P.V..

L'Eclair. A un nouveau parti doit correspondre une nouvelle publication, pour marquer le changement. Cependant, sa présentation et son contenu diffèrent peu de son prédécesseur.

Cette mutation doit surtout insuffler un vent de nouveauté au parti et lui donner un rayonnement plus large dans la société en vue des échéances électorales. Sans s'éloigner de ses convictions de départ, à savoir un socialisme solidaire et une volonté d'unité, tant au niveau national qu'au niveau interafricain, l'U.P.V. veut rallier à sa cause les électeurs indécis et les séduire par une alternative modérée et surtout réaliste.

Le projet de constitution donne lieu à un référendum le 27 novembre 1977. Les partis politiques, tolérés depuis le 10 octobre, appellent à l'unanimité à se prononcer pour le « Oui ». Ils sont entendus puisque la nouvelle constitution est adoptée à 98,70%²⁵⁸. C'est la naissance de la Troisième République de Haute-Volta, après promulgation le 13 décembre par ordonnance du chef de l'Etat²⁵⁹. Une constitution est la base d'un retour à la normalité et l'U.P.V. déclare à cet effet, rappelant la déclaration du M.L.N. de 1970, que « *la démocratie vaut bien une Constitution, même boiteuse*²⁶⁰ ». Cette dernière reconnaît le droit de grève et instaure un régime parlementaire. Ce texte constitutionnel présente une originalité en instituant la notion de tripartisme selon laquelle seul les trois premiers partis aux élections législatives peuvent se maintenir à l'assemblée. Cette formule inédite révèle une tentative de compromis de la part du chef de l'Etat entre le parti unique, qu'il a voulu créer sans succès, et les dérives politiciennes, qu'il déplore depuis son accession au pouvoir²⁶¹.

Dans la foulée, les élections législatives ont lieu le 30 avril 1978. L'U.P.V. arrive troisième des suffrages et peut ainsi siéger en vertu de la constitution. L'U.D.V.-R.D.A. obtient vingt huit sièges, l'U.N.D.D. en obtient treize et l'U.P.V. neuf sièges²⁶². Les élections se sont déroulées de la meilleure des façons. La démocratie tant réclamée semble alors prendre place en Haute-Volta.

2. Joseph Ki-Zerbo, président de la 3^{ème} République ?

Enfin, pour clore les échéances électorales de l'année 1978, les élections présidentielles sont prévues pour les 14 et 28 mai. Au nom de l'U.P.V., Joseph Ki-Zerbo se porte candidat. « *Cette décision, qui a été prise par l'U.P.V., consacre les années de lutte qui ont été accomplies par le secrétaire général de cette formation politique et aussi consacre toute une évolution qui s'est*

²⁵⁸ D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 110. Cependant, d'après Frédéric Lejeal, *op. cit.*, p. 102, le « Oui » aurait recueilli 69,84%.

²⁵⁹ D'après Kaboré, *op. cit.*, p. 110.

²⁶⁰ D'après *La voix du peuple*, n° 2, décembre 1977.

²⁶¹ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 103.

²⁶² *Idem*.

dessinée dans notre pays depuis en particulier le 3 janvier 1966 et aussi depuis novembre 1975²⁶³ ». On dénombre quatre candidats à la magistrature suprême. Sangoulé Lamizana a le soutien du P.R.A. et de l'U.D.V.-R.D.A.. Joseph Ouédraogo est quant à lui appuyé par une petite frange de l'U.D.V.-R.D.A.. Enfin, Macaire Ouédraogo, le dernier candidat, est appuyé par l'U.N.D.D. et notamment Maurice Yaméogo, l'ancien président, qui ne peut se présenter. Face aux autres prétendants, Joseph Ki-Zerbo insiste sur une politique objective et juste : *« Je me présente avec un programme bien articulé et objectivement fondé, qui se distingue nettement de celui des autres candidats. En fait, ma candidature est la seule candidature pour un changement positif [...]. La guérison de notre pays et sa reconstruction resteront toujours des mirages inaccessibles tant qu'elles ne seront pas fondées sur les trois piliers suivants : la satisfaction des besoins élémentaires de tous, la valorisation du travail voltaïque, la participation responsable de nos compatriotes à tous les niveaux²⁶⁴ ».*

Pourtant, le Professeur arrive quatrième et dernier du premier tour avec 16,06% des voix. Manquant de peu le troisième rang, il assiste au duel Sangoulé Lamizana – Macaire Ouédraogo au second tour. Le président en exercice sort vainqueur du scrutin avec 56,27% des suffrages, score étonnant à une époque où les élections, dans les jeunes nations africaines, se soldent souvent par des scores usurpés avoisinant les 100%²⁶⁵.

Un nouveau gouvernement est formé, sans aucun membre de l'U.P.V.. Mais ce gouvernement démissionne²⁶⁶ et on propose alors deux ministères à l'U.P.V. qui décline l'offre, refusant de *« se salir les mains²⁶⁷ »*. Enfin, alors qu'il est membre de la commission des affaires générales et institutionnelles de l'assemblée nationale²⁶⁸, Joseph Ki-Zerbo décide de démissionner de son poste de député le 1^{er} novembre 1978²⁶⁹. Cette décision trouve plusieurs origines²⁷⁰ mais exprime néanmoins un désaveu profond de la politique de l'Etat. La conséquence est le retour de la fronde syndicale, arme absolue pour l'U.P.V., déçu d'une telle attitude au sommet de l'Etat. Un schéma déjà entrevu depuis plus d'une dizaine d'années devait se reproduire mais cette fois, l'opposition devient plus virulente et le pouvoir vacille à nouveau.

La décennie 1970 voit ainsi le parti de Joseph Ki-Zerbo développer son électorat sans toutefois parvenir à peser au sommet de l'Etat. Les conditions difficiles de son existence, réduit qu'il en est à s'exprimer par la voie syndicale, peuvent expliquer l'échec relatif de son entreprise. Tout cela met en lumière la difficulté d'exister, pour un parti d'opposition, dans une jeune nation où la démocratie, tant proclamée, est exercée par des militaires.

²⁶³ D'après *Appel pour le changement, op. cit.*, p. 16.

²⁶⁴ D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 117.

²⁶⁵ *Idem*, p. 119.

²⁶⁶ D'après *L'Observateur*, quotidien voltaïque, 03 juillet 1978.

²⁶⁷ *Idem*, 17 juillet 1978.

²⁶⁸ D'après les archives de l'assemblée nationale du Faso, n° 71.

²⁶⁹ *Idem*, n° 110. Voir annexe n° XVI.

²⁷⁰ Voir 3^{ème} partie, Chapitre 1, p. 77.

Chapitre 3 : Du sommet à la chute (1980-1995)

La dernière partie de l'examen de la carrière politique de Joseph Ki-Zerbo correspond à une nouvelle époque. Les générations se succèdent au pouvoir tandis que l'U.P.V. tente toujours d'exister, tant bien que mal. D'un petit passage au pouvoir à une désertion totale du champ politique, Joseph Ki-Zerbo doit se résoudre à endosser le rôle de l'éternel opposant. Quelles conditions ont conduit l'U.P.V. du sommet à l'anonymat ? Comment notre homme a-t-il rebondi à la suite d'événements en sa défaveur ?

A. Une participation éphémère au sommet de l'Etat (1980-1982)

1. Le coup d'Etat du 25 novembre 1980

En cette année 1979, la situation demeure floue à la tête de l'Etat entre Lamizana et le président de l'assemblée nationale, Gérard Kango Ouédraogo, qui manœuvre pour concentrer le maximum de pouvoir entre ses mains²⁷¹. Le 24 février, les forces de l'opposition, regroupant le Front du Refus-R.D.A., l'U.N.D.D. et l'U.P.V. se réunissent sur la place du 3 janvier, ancienne place d'armes. Il en ressort une vive critique de l'action du gouvernement, attestée par la déclaration du Professeur Ki-Zerbo : « *Tout se passe aujourd'hui comme si on avait décidé que notre pays, la Haute-Volta était un pays manchot qui n'utilise qu'une seule main, alors qu'elle en a deux... Dans les pays civilisés, il arrive qu'on associe tout le temps l'opposition à la gestion des affaires. On consulte les dirigeants de l'opposition. Malheureusement, dans notre pays... on essaie d'apporter sa pierre et les gens qui sont au pouvoir refusent. Dans notre pays, où il y a plus de paralytiques qu'ailleurs, on essaie d'apporter des béquilles et les paralytiques refusent*²⁷² ». La comparaison, saisissante, donne la preuve que l'ouverture démocratique, espérée après le bon déroulement des élections, est un leurre.

Au début de l'année 1980, l'U.P.V. devient le F.P.V., Front Populaire Voltaïque. Joseph Ouédraogo, responsable du Front du refus-R.D.A., rallie à cette occasion le parti du Professeur. Remarquons que cet homme a été, avec Joseph Ki-Zerbo, à l'origine des événements qui ont précipité la chute de Maurice Yaméogo, en 1966. Depuis, il a choisi d'évoluer hors du M.L.N. et de

²⁷¹ D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, p. 145.

²⁷² Allocution de Joseph Ki-Zerbo dans Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 127.

l'U.P.V.. Comme un signe, il rejoint Joseph Ki-Zerbo à l'aube d'un mouvement syndical de grande ampleur qui n'est pas sans rappeler les événements de 1966²⁷³.

En effet, le mouvement social se met en place peu à peu. D'abord, le S.U.V.E.S.S., syndicat des enseignants du secondaire et supérieur, appelle à une importante grève en avril 1979. La plupart des organisations syndicales répondent à l'appel et donnent vite de l'ampleur à la contestation. Les menaces du pouvoir de déposer une loi interdisant le droit de grève ne font qu'augmenter le mécontentement. Ce climat délétère est couronné par l'appel à la grève du S.N.E.A.H.V., syndicat des enseignants africains de Haute-Volta, proche de Joseph Ki-Zerbo, à compter du 1^{er} octobre 1980. Le mouvement s'en prend directement au ministre de l'éducation, Domda Konaté, vieil instituteur à la retraite. Très vite, la situation devient explosive. Le S.N.E.A.H.V., rapidement rejoint par le S.U.V.E.S.S., refuse d'assurer la rentrée scolaire. Devant cette fronde syndicale à toute épreuve, le président Lamizana ne peut rien. Il convoque et menace, en vain, les responsables des syndicats et le Professeur Joseph Ki-Zerbo qui ne cache pas son implication dans cette démarche de déstabilisation. Le mois d'octobre s'achève et la plupart des syndicats ont rejoint le mouvement. Une grève illimitée est alors engagée par le S.U.V.E.S.S. à compter du 29 octobre. Le pays est totalement paralysé par ces événements qui se concluent, le 25 novembre 1980, avec un nouveau coup d'Etat, mené par le colonel Saye Zerbo et ses hommes du Régiment Inter-Armes d'Appui. Quatorze ans après le renversement de Maurice Yaméogo, le deuxième coup d'Etat de l'histoire de la Haute-Volta a lieu²⁷⁴.

Résultat d'un mouvement de déstabilisation initié par les syndicats enseignants proches du F.P.V., ce coup d'Etat observe certaines similitudes avec celui du 3 janvier 1966. L'objectif de départ était certainement de reproduire le même schéma de prise du pouvoir. Cependant, la mobilisation de la rue n'étant pas suffisante, l'armée a dû s'employer pour renverser le régime de Sangoulé Lamizana. Il semble donc évident, pour nombre d'observateurs, que cette prise du pouvoir résulte d'une conspiration mûrement réfléchie entre la corporation enseignante et une nouvelle génération d'officiers²⁷⁵.

Joseph Ki-Zerbo endosse le rôle d'initiateur de ce coup d'Etat à travers son action depuis 1978. Démission de l'assemblée nationale en 1978, ouverture de son parti avec le ralliement du grand opposant Joseph Ouédraogo, soutien avéré au mouvement syndical dès octobre 1980 ou tant d'éléments qui confirment son implication dans le renversement de Lamizana. Cependant, quelles sont ses relations directes avec le colonel Saye Zerbo, mis à part la parenté ethnique, ainsi que son action lors des opérations de prise du pouvoir par la force ? La question est posée.

²⁷³ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 106.

²⁷⁴ D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, pp. 149-151.

²⁷⁵ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 108.

2. L'exercice difficile du pouvoir

Condamné par la communauté internationale et notamment la France²⁷⁶, ce changement à la tête de l'Etat est salué comme « *une grâce de Dieu*²⁷⁷ » par le peuple voltaïque. Celui-ci y voit la fin de l'agitation sociale et la mise à l'écart de dirigeants qui ont, à la longue, prouvé leur incompétence²⁷⁸.

Le C.M.R.P.N., Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National, est institué. On y compte la présence marquée de ministres issus de la tendance F.P.V. de Joseph Ki-Zerbo. Ces derniers occupent des postes clé comme l'éducation nationale et la culture, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, le commerce, le développement industriel et le secrétariat d'Etat chargé de l'hydraulique. Ceci confirme les liens supposés entre le F.P.V. et le colonel Saye Zerbo. De plus, les syndicats enseignants, S.N.E.A.H.V. et S.U.V.E.S.S., adressent une lettre de soutien au C.M.R.P.N., et garantissent de ce fait une trêve de l'agitation syndicale. Le nouveau régime s'attaque premièrement aux abus de l'Etat en réglementant l'utilisation du parc automobile et en revoyant à la baisse les salaires des hauts fonctionnaires. Une autre mesure est de fermer les débits de boissons pendant les heures de travail pour s'attaquer à l'absentéisme des fonctionnaires qui passent une partie de leur matinée, assis au maquis, à boire de la bière et consommer des brochettes. Cette décision entame lourdement le crédit du nouveau régime aux yeux des fonctionnaires et des tenanciers des débits de boissons. Pourtant, à travers son programme énoncé le 1^{er} mai 1981, le gouvernement manifeste ses bonnes intentions. Les réalisations ne suivent cependant pas et le C.M.R.P.N., impuissant, voit monter le mécontentement de la population à l'égard de sa politique²⁷⁹.

Avec le colonel Saye Zerbo, c'est la deuxième génération d'officiers de la Haute-Volta indépendante qui accède au pouvoir, succédant à la première génération incarnée par le général Lamizana. Si ce dernier pouvait se vanter de contenir son armée, ce n'est pas le cas de Saye Zerbo qui voit monter en force une troisième génération d'officiers dans l'armée voltaïque. Ceux-ci sont nés dans les années 1950 et, à la différence de leurs aînés, n'ont pas connu la colonisation et les combats sous les couleurs de la France. Ils sont menés par un petit groupe de jeunes capitaines parmi lesquels on trouve Thomas Sankara, Blaise Compaoré et Henri Zongo²⁸⁰. Le premier, Thomas Sankara, jouit déjà à l'époque d'une certaine popularité après s'être illustré au combat lors du conflit

²⁷⁶ D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, p. 151.

²⁷⁷ Selon les mots du cardinal de Ouagadougou Paul Zoungana dans Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 132.

²⁷⁸ D'après Kabeya Muase C., *op. cit.*, p. 154.

²⁷⁹ D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, pp. 131-132.

²⁸⁰ *Idem*, p. 134.

frontalier entre la Haute-Volta et le Mali, en décembre 1974. Il est proche de la mouvance d'extrême gauche, marxiste, la LI.PA.D., Ligue Patriotique pour le Développement, qui évolue dans la clandestinité²⁸¹. Ce parti est très présent dans les associations étudiantes, en Haute-Volta avec l'U.G.E.V., Union Générale des Etudiants Voltaïques, et même en France avec l'A.E.V.F., Association des Etudiants Voltaïques en France²⁸². C'est ainsi que le C.M.R.P.N. fait appel à Thomas Sankara, en septembre 1981, pour occuper la fonction de ministre de l'information et également bénéficiaire de la popularité du jeune capitaine. Dans un premier temps, ce dernier refuse de siéger dans un gouvernement dont il ne partage pas les orientations. Cependant, à l'issue de tractations, il intègre le C.M.R.P.N. le 13 septembre 1981 pour une durée limitée de quelques mois, selon sa propre volonté. Quelques mois plus tard, en avril 1982, il se retire, adressant une phrase assassine, restée dans les mémoires, à Saye Zerbo : « *Malheur à ceux qui bâillonnent le peuple*²⁸³ ». La sanction est immédiate, il est dégradé et déporté, de même que ses fidèles, Compaoré et Zongo.

A la suite de cet épisode, le C.M.R.P.N. accélère sa chute en décidant d'interdire le droit de grève à compter du 1^{er} novembre 1981. Cette décision revêt de fait un aspect rocambolesque, alors que les leaders de l'agitation syndicale, S.N.E.A.H.V. et S.U.V.E.S.S., sont à l'arrêt depuis le changement à la tête de l'Etat. Elle est suivie d'une condamnation unanime, à l'échelle nationale et internationale. Le pouvoir doit reculer et lever l'interdiction. Alors, dès avril 1982, une série de grèves éclate. Le sort du C.M.R.P.N. est scellé, il est renversé le 7 novembre 1982 lors d'un nouveau coup d'Etat²⁸⁴.

Joseph Ki-Zerbo et son parti ont participé de manière active à ce régime. Le F.P.V. occupait d'importantes responsabilités ministérielles et, de ce fait, ne se manifestait plus par la voie syndicale. L'échec du C.M.R.P.N. symbolise donc un échec relatif de la politique voulue par Joseph Ki-Zerbo. Cependant, ce dernier n'avait aucun pouvoir mais, on peut l'imaginer, jouissait d'une certaine influence. Saye Zerbo a-t-il réellement gouverné comme l'aurait souhaité Joseph Ki-Zerbo ? Nul ne le sait. On peut supposer que le F.P.V., son responsable en tête, a initié certaines décisions mais que c'est Saye Zerbo qui tranchait, notamment lorsque la situation se détériorait. Le résultat est donc décevant pour le Professeur qui, dans ce régime, avait la possibilité de mettre en œuvre ses orientations politiques.

B. L'effacement, l'exil et le retour (1983-1995)

²⁸¹ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 117.

²⁸² D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 126.

²⁸³ *Idem*, p. 135.

²⁸⁴ *Ibid.*, pp. 134-136.

1. La « Révolution voltaïque » sans Joseph Ki-Zerbo (1983-1987)

Les auteurs du coup d'Etat du 7 novembre 1982 appartiennent à plusieurs tendances dont le dénominateur commun est la haine du C.M.R.P.N.. Si certains éléments progressistes proches de Thomas Sankara y prennent part, ce dernier juge que la situation n'est pas encore assez mûre pour accéder au pouvoir. Le C.S.P., Comité de Salut du Peuple, est mis en place. Cependant, peu organisé, il se cherche encore un chef deux semaines après sa mise en place. Jean Baptiste Ouédraogo devient alors responsable du gouvernement tandis que Thomas Sankara est finalement appelé pour occuper les fonctions de premier ministre. Très vite, les divergences entre les deux tenants de l'exécutif éclatent. Thomas Sankara manifeste clairement sa volonté d'ouverture vers les pays communistes tandis que le président cherche des soutiens auprès de l'ancienne puissance coloniale et des pays du bloc occidental. Lors de discours enflammés, Thomas Sankara séduit des foules déjà acquises à ses envolées verbales révolutionnaires. Jean-Baptiste Ouédraogo se sent dépassé par son turbulent premier ministre. Il le fait arrêter et emprisonner. Cependant, la population s'oppose à cette décision et donne à Thomas Sankara et ses fidèles la preuve qu'ils peuvent dorénavant compter sur son soutien²⁸⁵.

Ainsi, après quelques mois à la tête de l'Etat, le C.S.P. est renversé par les hommes de Thomas Sankara. Blaise Compaoré, chef des commandos parachutistes de Pô, avait pris la direction des opérations. Le 4 août 1983, Thomas Sankara s'adresse au peuple voltaïque à la radio. Il devient président du C.N.R., Conseil National de la Révolution²⁸⁶. La Révolution Voltaïque allait enfin triompher. Ce nouveau régime, progressiste, présente rapidement son objectif, un développement autocentré, non dépendant des organismes internationaux. Il met l'accent sur le développement agricole selon la formule « *Produisons et consommons burkinabé*²⁸⁷ ». Le C.N.R., appuyé par les C.D.R., Comités de Défense de la Révolution, à l'échelon local, s'engage à favoriser l'alphabétisation. Il s'illustre dans le domaine de la santé en lançant des campagnes de vaccination. L'accès à l'eau potable est aussi un axe de sa politique de développement. Au niveau de l'Etat, il développe les valeurs d'intégrité en adoptant lui-même un train de vie modeste. Il institue des règles de bonne conduite pour les fonctionnaires. Au niveau diplomatique, le régime de Thomas Sankara s'éloigne de la France pour se rapprocher de la Libye et de quelques autres pays « non-alignés »²⁸⁸.

Il serait trop long de s'étendre sur l'action de Thomas Sankara. Notons qu'une année après son accession au pouvoir, lors des festivités du 4 août 1984, il décide de rebaptiser la Haute-Volta.

²⁸⁵ *Ibid.*, pp. 137-138.

²⁸⁶ *Ibid.*, p. 152.

²⁸⁷ D'après Lejeal F., *op. cit.*, p. 118.

²⁸⁸ *Idem*, pp. 117-124.

Ce nom donné par le colonisateur a vécu, on doit parler dorénavant du Burkina-Faso, pays des hommes intègres, selon la traduction de ces deux mots, moré et dioula²⁸⁹.

Joseph Ki-Zerbo, depuis la chute du régime de Saye Zerbo, observe impuissant la tournure des événements. Depuis l'indépendance du pays, il a joué un rôle influent avec sa formation politique. En effet, plusieurs fois, son action a eu des conséquences sur les décisions politiques et même, nous l'avons vu, sur les changements de régime. Depuis l'accession au pouvoir des nouvelles générations de militaires, le F.P.V. ne parvient plus à peser dans la vie politique voltaïque. Est-ce le signe que son heure est passée ? De plus, il est rapidement contraint à l'exil politique devant l'attitude du pouvoir de Sankara à son encontre. Lors du coup d'Etat mené par Sankara, Joseph Ki-Zerbo est absent du pays. A son retour, il est immédiatement mis en résidence surveillée par les autorités. Devant ces circonstances, Joseph Ki-Zerbo demande à rencontrer Thomas Sankara qui tarde à répondre mais le reçoit tout de même. Le leader de la Révolution, lors de cet entretien, est franc et direct. Il explique sa volonté de libérer le peuple et met en garde tous ceux qui s'opposent à sa politique. Joseph Ki-Zerbo, « *frappé par la liberté de ses propos*²⁹⁰ », se défend en déclarant être un opposant de toujours, appuyant un programme réfléchi depuis longtemps malgré quelques erreurs, inévitables en politique. Alors, devant l'intransigeance de Sankara et après des attaques publiques contre sa personne, Joseph Ki-Zerbo choisit la voie de l'exil. Cependant, les orientations politiques de Sankara ne sont pas radicalement opposées à celles de Joseph Ki-Zerbo. Le professeur s'est toujours vanté de proposer une politique progressiste, en lien avec les masses paysannes. Mais la précipitation de Sankara met en péril toute collaboration politique entre les deux hommes. Plus tard, alors qu'il est hors du pays, Joseph Ki-Zerbo reçoit des émissaires du président Sankara lui demandant de rentrer, que son pays a besoin de lui. D'accord sur le principe, Joseph Ki-Zerbo ne peut rentrer avant la fin de la Révolution²⁹¹.

En effet, malgré des réalisations louables et des avancées significatives, le régime sankariste se discrédite peu à peu aux yeux du peuple, notamment par l'action extrêmement répressive des C.D.R. dans les campagnes. De plus, Sankara est trahi par un de ses plus fidèles lieutenant, Blaise Compaoré, qui organise son assassinat le 15 octobre 1987. L'Afrique perd un révolutionnaire au bilan contrasté mais dont le charisme reste ancré dans les mémoires burkinabés. D'après les mots de Joseph Ki-Zerbo, « *Sankara était un patriote sincère et désintéressé, un idéaliste volontariste. Il n'a jamais réalisé assez tôt que les conditions objectives de la révolution n'étaient pas réunies. De plus,*

²⁸⁹ Les deux principales langues du pays.

²⁹⁰ D'après Ki-Zerbo J., *A quand l'Afrique ?*, op. cit., p. 135.

²⁹¹ *Idem*, pp. 135-136.

*le contexte s'opposait à la réalisation de son programme*²⁹²». Une révolution est passée, sans Joseph Ki-Zerbo.

2. Le retour progressif du « Professeur » (1992-1995)

Pendant ce temps, le Professeur est en exil à Dakar. Le Front Populaire de Blaise Compaoré s'en prend encore à lui après 1987 et la mort de Thomas Sankara²⁹³. Il décide alors de patienter et de ne rentrer au pays que lorsque toutes les conditions de sécurité et de sérénité sont réunies, en 1992.

Au Burkina, un parti est créé sur les cendres du F.P.V. de Joseph Ki-Zerbo. Dirigé par Pierre Tapsoba, le C.N.P.P./P.S.D., Convention Nationale des Patriotes Progressistes du Parti Social-Démocrate, se réclame de la sociale-démocratie anti-communiste, comme son organisation défunte. Joseph Ki-Zerbo rallie ce nouveau parti dès son retour. Il prépare même les élections législatives de mai 1992 sous l'étiquette C.N.P.P. et est élu en compagnie de douze députés du même groupe. Le 15 juin 1992, lors de l'ouverture de la première session de l'assemblée des députés du peuple, Joseph Ki-Zerbo préside la séance en tant que doyen d'âge. Le Professeur retrouve ainsi une place dans l'échiquier politique burkinabé. Cependant, la place de secrétaire chargé des relations internationales au sein du C.N.P.P./P.S.D. ne peut guère convaincre le leader politique qu'il a toujours été. Ce sentiment est exacerbé lorsqu'il est suspendu de ses fonctions « *pour attitudes et menées fondamentalement préjudiciables aux intérêts du parti*²⁹⁴ », en date du 18 mai 1993. Alors, ce qui était prévisible a lieu, Joseph Ki-Zerbo constitue un nouveau parti, le P.D.P., Parti pour la Démocratie et le Progrès. Il est suivi par six députés et porte ainsi un grand coup au C.N.P.P./P.S.D. de Pierre Tapsoba. Le Professeur s'illustre à nouveau dans les joutes électorales burkinabés. Son parti prend vite de l'ampleur et pèse à nouveau dans l'opposition²⁹⁵.

Le panorama de l'activité politique de Joseph Ki-Zerbo doit s'arrêter ici, au moment où il recommence le combat, après dix années d'absence. De nos jours, il occupe toujours la direction de ce parti qui n'a pas changé de nom. L'activité intense qu'il dégage force l'historien à suspendre son analyse pour éviter de sombrer dans les interprétations hâtives qu'il laisse aux historiens du présent, les journalistes. Conclure sur le parcours de Ki-Zerbo relaté ici n'est pas aisé. Le lecteur peut être animé par un relatif constat d'échec. En effet, après trente-cinq ans de combat politique, le Professeur n'a pas réussi à changer le cours des choses, ni à mettre en œuvre sa politique lorsqu'il en a eu l'occasion. Comme déclare Serge Théophile Balima, journaliste et enseignant, « *le Professeur*

²⁹² *Ibid.*, p. 136.

²⁹³ *Ibid.*, p. 133.

²⁹⁴ D'après le communiqué officiel du C.N.P.P./P.S.D. dans Kaboré R.-B., *op. cit.*, p. 268.

²⁹⁵ D'après Kaboré R.-B., *op. cit.*, pp. 264-269.

Ki-Zerbo semble n'avoir pas compris que dans l'arène politique [...], les médiocres et les compétents sont logés à la même enseigne²⁹⁶ ». Alice Tiendrébeogo, député, déclare quant à elle : « je pense que le professeur aurait du se désengager de la politique et devenir l'homme de référence au Burkina-Faso, un peu comme l'est Mandela en Afrique du Sud²⁹⁷ ». Cependant, son itinéraire politique est louable et a symbolisé la résistance aux régimes autoritaires, porte-parole qu'il est d'un électorat fidèle, lettré, intellectuel mais malheureusement minoritaire.

L'homme politique Ki-Zerbo est, depuis ses études parisiennes, un éminent historien formé à l'école occidentale. Alors qu'il s'adonne, sur le champ voltaïque, aux joutes politiques qui lui tiennent tant à cœur, l'Afrique émancipée voit un intellectuel à l'avenir prometteur qui se démène pour lui donner, dans ce 20^{ème} siècle, la place qu'elle mérite.

Troisième partie

Joseph Ki-Zerbo, historien et intellectuel

Après ses études en France, Joseph Ki-Zerbo décide de se consacrer à la marche en avant de son continent. Il œuvre ainsi sur le plan politique pour la libération et l'émancipation de l'Afrique et en particulier de son pays. Aussi, il s'implique dans le domaine intellectuel avec l'objectif de réhabiliter l'Afrique aux yeux du monde occidental. Pour ce faire, il s'attache à l'histoire et aux questions primordiales d'éducation et de développement. L'objet de cette troisième partie est donc l'œuvre intellectuelle de Joseph Ki-Zerbo.

²⁹⁶ D'après *24 heures*, journal burkinabé, vendredi 2 mars 2001.

²⁹⁷ *Idem*.

Chapitre 1 : Un historien émérite

Voyons d'abord le motif de son attachement à l'étude du passé africain. De fait, pour des raisons diverses, la discipline historique a immédiatement convaincu Joseph Ki-Zerbo. Quelle finalité trouve l'engagement de l'historien dans la reconquête du passé du continent africain ?

A. Une nécessité, revoir l'histoire de l'Afrique d'un point de vue africain

D'abord, toute sa formation scolaire et universitaire est marquée par l'absence de l'histoire africaine. Dans les manuels aussi bien que dans l'enseignement, l'Afrique est occultée à l'exception de quelques évocations de la traite des noirs ou d'autres références, notamment coloniales, mettant le continent africain en position d'infériorité par rapport à l'Europe. « *Son absence nous faisait mal et nous donnait soif. Le désir de l'exhumer, de s'en revêtir, est né de cette contradiction*²⁹⁸ ». Joseph Ki-Zerbo veut par-dessus tout rendre le prestige ancien de l'Afrique, berceau de l'humanité, berceau d'inventions fondamentales et constitutives de l'espèce humaine pendant des centaines de milliers d'années²⁹⁹. A l'instar de Cheik Anta Diop, il voue une admiration pour la civilisation égyptienne qui est le produit des civilisations africaines anciennes, alors en avance sur le monde européen. Selon lui, la préhistoire africaine et l'antiquité égyptienne constituent des sommets de l'histoire de l'Afrique, sorte d'âge d'or, tandis que l'apparition du désert du Sahara, la traite des noirs et enfin la colonisation symbolisent ses plus grands fardeaux³⁰⁰.

L'occultation de l'histoire africaine dans sa formation scolaire puis universitaire provoque chez Joseph Ki-Zerbo un désir de revanche et une volonté farouche de corriger ce qui lui apparaît comme une absurdité. Ce sentiment est exacerbé par l'idée que les grands penseurs et historiens des 19^{ème} et 20^{ème} siècles se font de l'histoire de l'Afrique. Ce que Joseph Ki-Zerbo qualifie de « *barrage des mythes*³⁰¹ » se retrouve dans des citations telles : « *ces peuples n'ont rien donné à l'humanité*³⁰² » ou encore « *les races africaines n'ont pas participé à l'histoire*³⁰³ ».

Joseph Ki-Zerbo a connu cette période pendant laquelle le paradigme de l'a-historicité de l'histoire était de mise. Il se doit, avec sa génération, de poursuivre le changement des mentalités entamé depuis peu. Les jeunes pays indépendants cherchent alors leur identité et les éléments d'une

²⁹⁸ D'après Ki-Zerbo J., *A quand l'Afrique ?*, op. cit., p. 11.

²⁹⁹ *Idem*, p. 9.

³⁰⁰ D'après *Appel pour le changement*, op. cit., p. 24.

³⁰¹ D'après Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire*, op. cit., p. 10.

³⁰² D'après Pierre Gaxotte dans Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire*, op. cit., p. 10.

³⁰³ D'après Eugène Pitard dans Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire*, op. cit., p. 10.

mémoire collective. La décennie 1960 est ainsi marquée par la multiplication des études sur le passé de l'Afrique, signe de temps meilleurs de l'historiographie africaine³⁰⁴. Un élément important de la réhabilitation de cette histoire est l'utilisation de la tradition orale africaine en tant que source historique. Joseph Ki-Zerbo balaye ainsi le terme « préhistoire » : « *là où il y a des humains, il y a une histoire, avec ou sans écriture*³⁰⁵ ». Il explique que « *la conception de l'histoire qui donne plus de place à l'oralité, aux événements concrets, à la solidarité clanique, ethnique ou tribale [...] est le reflet d'une évolution donnée, d'un stade donné du processus socio-économique et culturel des peuples africains*³⁰⁶ ». De plus, il fait remarquer que cette conception de l'histoire a été en vigueur dans les pays occidentaux à d'autres périodes de l'évolution de leur histoire. Aussi, pour surmonter les écueils rencontrés dans l'analyse du passé, archéologues, linguistes, ethnologues ou encore anthropologues décident de croiser leurs recherches. Toutes ces avancées, du traitement des sources orales à l'interdisciplinarité sont approfondies par Joseph Ki-Zerbo dans plusieurs ouvrages, en vue de définir une méthodologie d'approche de la « nouvelle histoire africaine³⁰⁷ ».

Ecrire l'histoire de l'Afrique : « *il appartient en priorité aux historiens africains de s'atteler à ce travail*³⁰⁸ ». Un peuple qui fait son histoire use d'un droit naturel. Le handicap des historiens africains est de ne pas être les premiers à construire leur histoire. Ils traversent donc « *une phase de résistance, de destruction de certains mythes qui ont beaucoup nui à la science historique*³⁰⁹ ». Leur réhabilitation de l'histoire africaine peut comporter le risque d'être perçue comme une négation des histoires antérieures, occidentales. Une histoire « décolonisée » souffre alors d'un manque d'objectivité autant que l'histoire dite coloniale. Joseph Ki-Zerbo affirme « *la nécessité de refonder l'histoire à partir de la matrice africaine*³¹⁰ ». Autrement dit, cette histoire doit trouver son origine de l'intérieur, d'après une vision afro-centriste. Toutefois, il ne souhaite pas que l'histoire de l'Afrique soit le monopole des historiens africains : « *nous avons besoin de savants du monde entier pour reconstruire notre histoire* ». Mais il réclame « *que nos collègues non africains reconnaissent aussi qu'en tant qu'africains, nous sommes mieux placés qu'eux*³¹¹ ».

Une fois ces méthodes acquises, l'historien de l'Afrique peut entrevoir son rôle vis-à-vis des peuples dont il ressuscite le passé, un rôle social. Au 20^{ème} siècle, il vit à un moment de l'histoire de

³⁰⁴ D'après Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire*, op. cit., p. 9.

³⁰⁵ *Idem*, p. 12.

³⁰⁶ D'après l'entretien entre Joseph Ki-Zerbo et M. Amengal dans Amengal M., *Une Histoire de l'Afrique noire est-elle possible ?*, Dakar-Abidjan, Les nouvelles éditions africaines, 1975, p. 43.

³⁰⁷ En référence au courant historiographique de la fin du 20^{ème} siècle en France, incarné par les historiens tels que Jacques Le Goff, Georges Duby, Leroy-Ladurie, ...

³⁰⁸ D'après Amengal M., op. cit., p. 45.

³⁰⁹ *Idem*, p. 49.

³¹⁰ D'après Ki-Zerbo J., *A quand l'Afrique ?*, op. cit., p. 12.

³¹¹ D'après Amengal M., op. cit., p. 46.

son continent qui le conduit à une analyse appropriée. En effet, il doit chercher à « *désaliéner les Africains dans leur mentalité, leur comportement, leur engagement*³¹² ». Joseph Ki-Zerbo insiste bien sur le fait que les peuples africains « *sortent d'une aliénation multiséculaire datant du 15^{ème} siècle et essayent de construire des Nations nouvelles dans un monde qui s'est considérablement transformé depuis le 15^{ème} siècle*³¹³ ». Selon lui, « *le système colonial se prolongeait jusque dans la sphère de la recherche* », qui s'épanouissait dans les grands instituts à l'étranger. Ses propos sont durs lorsqu'il déclare que « *la recherche était un des instruments de la colonisation à un point tel que la recherche en histoire avait décidé qu'il n'y avait pas d'histoire africaine, et que les africains colonisés étaient purement et simplement condamnés à endosser l'histoire du colonisateur*³¹⁴ ». Alors, une histoire renouvelée peut jouer « *un rôle thérapeutique* » permettant aux pays sous-développés de découvrir « *les sources, les racines de leur maladie d'aujourd'hui*³¹⁵ ». Ainsi, l'historien africain de la fin du 20^{ème} siècle a un rôle émancipateur pour les sociétés africaines. Il doit, à travers l'histoire, rendre l'espoir aux nouvelles générations et les aider ainsi à appréhender l'avenir en toute confiance. Il doit gommer la présentation unilatérale de l'évolution de l'Afrique qui a laissé des traces considérables et des représentations erronées aux yeux des non africains³¹⁶ et évidemment des africains eux-mêmes.

C'est donc animé d'un esprit revanchard que Joseph Ki-Zerbo a étudié l'histoire à la Sorbonne au début des années 1950³¹⁷. Rapidement, il se lance dans son entreprise de réhabilitation et donne le ton dès son premier ouvrage d'historien.

B. Professeur et chercheur de renom

1. Des écrits de référence

Sa première œuvre d'historien, à l'occasion de son diplôme d'études supérieures d'histoire, en 1953³¹⁸, s'intitule *La pénétration française dans les territoires de la Haute-Volta*. Il revisite l'épisode obscur de la conquête coloniale française dans sa contrée d'origine³¹⁹. Par ce premier

³¹² *Idem*, p. 41.

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ D'après Ki-Zerbo J., *A quand l'Afrique ?*, *op. cit.*, p. 12.

³¹⁵ D'après Amengal M., *op. cit.*, p. 41.

³¹⁶ *Idem*, p. 45.

³¹⁷ Voir 1^{ère} partie, chapitre 1, p. 27.

³¹⁸ *Idem*, p. 28.

³¹⁹ La conquête des territoires de Haute-Volta par les commandants Voulet et Chanoine fut terriblement sanglante et dévastatrice.

travail d'historien sur un événement peu glorieux de l'histoire coloniale française, il amorce son devoir de reconstruction du passé africain.

Sa première publication arrive en 1963, *Le monde Africain noir, histoire et civilisation*³²⁰. Cet ouvrage résonne alors comme un appel à la reconnaissance internationale de la civilisation africaine. Un premier chapitre présente les grands empires historiques, Ghana, Mali, Gao, (...) et leur évolution, de l'économie de traite à l'arrivée de l'impérialisme européen. Joseph Ki-Zerbo s'attarde d'ailleurs sur les résistances à l'occupation comme celle menée par El Hadj Omar Tall, à la fin du 19^{ème} siècle, dans les territoires Toucouleurs. Le second chapitre s'arrête sur la description des peuples et civilisations traditionnels. On y retrouve la société précoloniale et son organisation interne, de l'Etat à la tribu, schéma encore en vigueur dans certaines contrées. Enfin, un dernier chapitre dresse un tableau critique de l'Afrique depuis 1944 dans lequel Joseph Ki-Zerbo exprime ses inquiétudes dans les domaines économiques et sociaux. Ce premier ouvrage édité donne un aperçu des regrets qui animent notre homme au lendemain des indépendances, lorsque l'Afrique entre de plein pied « dans le concert des nations ». L'évocation nostalgique des civilisations prospères du passé ou encore la condamnation des pratiques coloniales sont les éléments marquants de cette première œuvre qui illustre à merveille le sentiment de Joseph Ki-Zerbo au moment d'entamer son œuvre de réhabilitation historique et culturelle de l'Afrique.

En faisant un panorama rapide du passé du continent, cette première publication, comme une introduction, annonce un travail d'ampleur. Ainsi, en 1972 est publié son ouvrage de référence *Histoire de l'Afrique noire : d'hier à demain*³²¹. On compte déjà à cette époque beaucoup de monographies d'historiens français, anglais ou africains portant sur une période ou une région donnée. En revanche, « *c'était la première fois qu'un auteur africain entreprenait, seul, une Histoire générale de l'Afrique Noire, depuis les premiers balbutiements des préhominiens jusqu'à nos jours*³²² ».

Amorcé à Ouagadougou en 1962, ce « *rêve d'étudiant*³²³ » est achevé en 1969. Sa réalisation, loin d'être aisée, amène son auteur à voyager dans nombre de capitales africaines et européennes, à la recherche des sources nécessaires à sa réalisation. Il est également dans l'obligation de demander une disponibilité de l'Etat voltaïque qui le libère pendant deux ans de ses tâches professorales³²⁴. Rédigé au fil de ses voyages, « *des recoins obscurs de bibliothèques comme sous les palmiers fouettés par la lumière australe*³²⁵ », l'ouvrage final n'est que « *la caricature du rêve de*

³²⁰ Voir la couverture, annexe n° XII.

³²¹ Voir la couverture, annexe n° XIII.

³²² D'après Amengal M., *op. cit.*, p.50.

³²³ D'après Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire, op. cit.*, avant-propos. Voir annexe n° XIV.

³²⁴ *Idem*, avant-propos.

³²⁵ *Ibid.*

*l'étudiant*³²⁶ ». Joseph Ki-Zerbo le reconnaît lui-même, vouloir en sept ans retracer l'histoire du continent africain est un projet démesuré : « *d'avantage de temps aurait permis d'en faire un monument moins indigne du passé colonial de ce continent gigantesque*³²⁷ ». Ponctué d'une abondante bibliographie à l'issue de chaque chapitre et clôturé par de très nombreux documents iconographiques, il constitue un recueil « *imparfait, parfois approximatif*³²⁸ », mais tellement riche de l'histoire de l'Afrique subsaharienne. Quoi qu'il en soit, ce travail volumineux, plus de sept cent pages, a connu un large succès comme l'atteste sa large diffusion, traduit dans plusieurs langues, et sa réédition, en 1978. Enfin, Joseph Ki-Zerbo n'a pas sombré dans les excès de certaines études contemporaines, dénaturées par leur ardeur anticolonialiste. D'un ton militant cependant, il a cherché à définir de nouvelles bases dans les rapports entre l'Afrique et les anciennes puissances coloniales³²⁹, suivant les convictions qui ont forgé l'historien qu'il est.

Avec l'achèvement de cette œuvre majeure, Joseph Ki-Zerbo concrétise un rêve d'étudiant. Il s'affirme en tant qu'historien chercheur alors qu'il mène en parallèle ses activités de professeur d'histoire.

2. Un professeur reconnu

Lorsque la Guinée devient indépendante, suite au référendum de 1958³³⁰, l'encadrement technique, administratif et enseignant français se retire, comme pour sanctionner un peuple qui a choisi l'émancipation. Sékou Touré, le président guinéen, lance alors un appel à tous les volontaires africains pour venir pallier le vide créé par cette décision de la métropole. Joseph Ki-Zerbo n'hésite pas une seconde et se rend immédiatement en Guinée³³¹. Cette décision peut sembler surprenante puisque Joseph Ki-Zerbo occupe alors un poste de professeur d'histoire dans le prestigieux lycée Van Vollenhoven de Dakar. Elle atteste néanmoins de la grandeur du personnage qui, plutôt que de profiter, confortablement, de ses acquis, préfère partir dans l'incertitude et l'inconnu guinéen pour honorer en quelque sorte cette colonie, la première à goûter à l'indépendance.

Après quelques temps passés en Guinée, il décide de rentrer en Haute-Volta, auprès de son peuple, d'autant plus que son pays acquiert son indépendance le 5 août 1960. A son retour au pays, il reste de longs mois sans trouver de poste d'enseignant. L'inspecteur d'académie français de Haute-Volta, qui n'était pas agrégé, préfère le laisser sans travail plutôt que de voir « *un fils du pays, titulaire de l'agrégation* » lui faire de l'ombre³³². Seulement, le pays a besoin de professeurs et il

³²⁶ *Ibid.*

³²⁷ *Ibid.*

³²⁸ *Ibid.*

³²⁹ D'après la critique du journal *Le Monde* dans Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire*, *op. cit.*, couverture.

³³⁰ Voir 1^{ère} partie, chapitre 3, p. 44.

³³¹ D'après *Appel pour le changement*, *op. cit.*, p. 9.

³³² *Idem*, p. 10.

devient très vite indécemment de laisser Joseph Ki-Zerbo sur la touche. Il est donc nommé professeur d'histoire au lycée Zinda de Ouagadougou où il enseigne jusqu'en 1963. Il devient à cette date inspecteur d'académie et directeur général de l'éducation, de la jeunesse et des sports de Haute-Volta, poste qu'il occupe jusqu'en 1968. Cette nomination a son importance puisqu'à ce moment, il est encore assez rare de trouver des africains dans les sphères de décision, encore toutes accaparées par des anciens colons, devenus expatriés³³³. Alors, puisque la Haute-Volta dispose d'un établissement d'enseignement supérieur à partir de 1968, Joseph Ki-Zerbo y devient naturellement professeur. Il y enseigne l'histoire africaine aux étudiants voltaïques jusqu'en 1978. Par ailleurs, on le retrouve lors de conférences dans les universités du continent. Le chapitre « La civilisation africaine d'hier et de demain » de son *Histoire de l'Afrique noire*³³⁴ est le cours qu'il dispense lors de ces conférences. Panorama du passé glorieux et des difficultés actuelles de l'Afrique, il s'inspire largement de son premier ouvrage *Le monde africain noir*. Après 1978, il semble que Joseph Ki-Zerbo cesse ses activités d'enseignant. Il a alors l'âge de 56 ans. Notons enfin que le Professeur reçoit la distinction de docteur Honoris Causa de l'université du Ghana, en 1964.

Joseph Ki-Zerbo trouve également, dans le domaine de l'enseignement, une manière d'assouvir son idéal panafricain. Il est en effet à l'origine du C.A.M.E.S., Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur. Imaginé par le Professeur dès 1964, cet organe est officialisé le 22 janvier 1968 à Niamey. Avec un objectif de reconnaissance et d'équivalence des diplômes, le C.A.M.E.S. veut participer à l'harmonisation de l'enseignement supérieur au niveau de l'Afrique francophone. Aussi, il se propose de promouvoir l'enseignement de la pharmacopée et des médecines traditionnelles africaines. Enfin, il organise le concours d'agrégation en médecine, en droit, en économie et en gestion³³⁵. Doté de plusieurs instances de décision, le conseil des ministres, le conseil des experts ou encore le comité consultatif, le C.A.M.E.S. compte seize Etats membres³³⁶. En 1966, les ministres africains de l'enseignement supérieur nomment Joseph Ki-Zerbo à la tête de l'institution. A partir de 1967, Ahmadou Mathar M'Bow³³⁷ décide de lui verser une indemnité alors que, jusque là, il faisait fonctionner l'organisme bénévolement. Le Professeur reste en poste jusqu'en 1978, date à laquelle il est limogé à la suite d'une décision des ministres francophones de l'éducation nationale. Pourtant, Joseph Ki-Zerbo a démissionné de son poste de député³³⁸ la même année pour se conformer avec la nouvelle constitution voltaïque de 1977 qui interdit le cumul des mandats. De

³³³ *Ibid.*, p. 11.

³³⁴ Voir Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire*, op. cit., pp. 632-644.

³³⁵ D'après la brochure du C.A.M.E.S., annexe n° XV.

³³⁶ Le Bénin, le Burkina-Faso (ex Haute-Volta), le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, Madagascar, le Mali, le Niger, le Rwanda, le Tchad, le Sénégal et le Togo.

³³⁷ Il fut directeur général de l'U.N.E.S.C.O. de 1974 à 1987.

³³⁸ Voir annexe n° XVI.

plus, depuis 1970 et sa première élection à l'assemblée voltaïque, il ne percevait plus d'indemnité de directeur du C.A.M.E.S.. Il a simplement été la victime des milieux de la coopération francophone auxquels il a tenu tête de longues années. En effet, les professeurs des universités d'Afrique francophone étaient jusque là nommés à Paris. Après maintes réclamations, Joseph Ki-Zerbo venait, en 1978, comme un symbole de sa lutte contre les « vestiges » de la colonisation, d'obtenir l'abrogation de cette pratique qu'il considérait abusive, vingt ans après les indépendances. Joseph Ki-Zerbo, qui s'est dévoué pour le fonctionnement de cette institution et lui a donné une dimension panafricaine, s'en voit injustement remercié³³⁹.

Ainsi, non seulement en tant qu'enseignant, s'efforçant de forger une conscience critique à ses élèves mais également en tant que responsable d'un organe panafricain d'enseignement supérieur, Joseph Ki-Zerbo poursuit son objectif, celui de mobiliser toutes les énergies pour accélérer l'évolution du continent. Lutter contre l'ordre établi est un parcours semé d'embûches, cependant, Joseph Ki-Zerbo persévère et donne aussi de son temps aux programmes de l'U.N.E.S.C.O. en faveur de l'Afrique.

³³⁹ D'après l'article de Siradou Diallo dans *Jeune Afrique* dans *La voix du Peuple*, n°21, mai-juin 1980, p. 8. Voir annexe n° XVII.

Chapitre 2 : Une implication internationale au sein de l'U.N.E.S.C.O.

De fait, notre homme a acquis une certaine notoriété qui lui permet de s'engager dans les grands chantiers des organismes internationaux en faveur de l'Afrique. Dans cette période chargée d'espoir pour le continent, quelles sont les réalisations de Joseph Ki-Zerbo, historien et pédagogue, au sein de l'U.N.E.S.C.O., en faveur de l'émancipation de son continent ?

A. En tant qu'historien

1. Les sources de l'histoire africaine : problèmes et méthodologie.

L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, connue sous le sigle de l'U.N.E.S.C.O., est née en 1945. Véritable organe de préservation et de promotion de la culture, cette institution a naturellement orienté ses activités vers l'Afrique. Dès 1964, l'organisation internationale décide, lors de sa conférence générale, d'initier un *Projet d'histoire générale de l'Afrique*³⁴⁰. Joseph Ki-Zerbo, alors en cours de préparation de son ouvrage *Histoire de l'Afrique noire*, est immédiatement interpellé par ce projet d'ampleur. Très vite, des réunions d'experts de la question ont lieu pour soulever les difficultés de l'entreprise et définir les axes de recherche. Ainsi, dans un premier temps, il est décidé de se concentrer sur la collecte et l'analyse des sources d'intérêt historique³⁴¹. En effet, l'U.N.E.S.C.O. veut publier un *Guide des sources de l'histoire de l'Afrique*³⁴². Véritable inventaire de toutes les sources disponibles, tradition orale, manuscrits arabes ou encore les archives disséminées dans le monde entier, sa réalisation revêt une importance capitale pour organiser la recherche³⁴³. Dès 1967 ont lieu des réunions de spécialistes de la question des sources. Si Tombouctou accueille la réunion concernant les sources écrites, Niamey est le cadre de la rencontre traitant des sources orales, en septembre 1977. Joseph Ki-Zerbo est présent lors des travaux de Niamey dont le contenu fait l'objet d'une publication préfacée par lui-même³⁴⁴.

³⁴⁰ D'après Ki-Zerbo J., *La tradition orale : problématique et méthodologie des sources de l'histoire africaine*, Niamey, C.R.D.T.O., 1972, p. 11.

³⁴¹ *Idem.*

³⁴² D'après le comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique, *Histoire générale de l'Afrique*, tome 1, *op. cit.*, p. 7.

³⁴³ D'après Amengal M., *op. cit.*, p. 47.

³⁴⁴ Cf. Ki-Zerbo J., *La tradition orale : problématique et méthodologie des sources de l'histoire africaine*, Niamey, C.R.D.T.O., 1972.

L'importance des sources orales dans la reconstitution du passé africain n'est alors plus à démontrer. Lors de cette réunion sont étudiés les aspects techniques et méthodologiques de la tradition orale en vue d'en faire une source fiable de l'histoire africaine³⁴⁵. Joseph Ki-Zerbo souligne que « *la tradition orale était apparue comme le conservatoire et le vecteur du capital de créations socioculturelles accumulés par "les peuples sans écriture", un vrai musée vivant*³⁴⁶ ». Source la plus authentique du passé de l'Afrique, elle redonne vie au passé à travers le récit des détenteurs de la tradition : griots, conteurs et chanteurs, chefs de caste, lettrés musulmans et prêtres, maîtres-artisans, chefs de famille³⁴⁷, ... Un proverbe africain dit : « *La bouche du vieillard sent mauvais mais elle profère des choses bonnes et salutaires*³⁴⁸ ». Seulement, cette source, détenue par des anciens qui disparaissent peu à peu, est fragile. L'urgence d'entreprendre la collecte des sources est un constat sans appel. Quant au travail historique, il comprend quatre phases : recueillir les documents, les conserver, les diffuser, les interpréter³⁴⁹. Le lieu n'est pas de présenter tous les aspects méthodologiques concernant les sources orales de l'histoire africaine. Attardons-nous sur les grands principes adoptés lors de la réunion de Niamey et consignés de manière exhaustive dans l'ouvrage cité auparavant.

La tradition orale se présente sous diverses formes, de la poésie au chant³⁵⁰. Sa collecte dépend d'une approche soit intensive, auprès d'informateurs qualifiés représentatifs d'un groupe donné, soit d'une approche extensive, dans chaque village et auprès de personnes non qualifiées parfois³⁵¹. Ensuite intervient un protocole de transcription et de traduction³⁵² qui précède une phase d'enregistrement en vue de la conservation de ces sources dans des archives audio-visuelles³⁵³. La démarche historique scientifique préconisée requiert enfin l'apport de disciplines telles que la linguistique, l'ethnologie, l'archéologie ou la musicologie, ceci pour tirer un maximum d'informations à caractère historique des récits traditionnels³⁵⁴.

Joseph Ki-Zerbo se situe comme un des spécialistes de la question des sources orales. Il a participé aux travaux avec notamment sa contribution « *La tradition orale en tant que source de l'histoire africaine*³⁵⁵ ». L'utilisation des sources orales, méthodologiquement définie, allait permettre d'éclaircir un passé terni par le scepticisme des historiens européens des 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Toute

³⁴⁵ *Idem*, p. 8. et d'après l'article de Joseph Ki-Zerbo dans le même ouvrage, « *La tradition orale en tant que source de l'histoire africaine* », pp. 96-111.

³⁴⁶ D'après Ki-Zerbo J., *La tradition orale...*, *op. cit.*, p. 7.

³⁴⁷ *Idem*, p. 18.

³⁴⁸ *Ibid.*, p. 8.

³⁴⁹ *Ibid.*

³⁵⁰ *Ibid.*, p. 19.

³⁵¹ *Ibid.*, p. 20-21.

³⁵² *Ibid.*, p. 23-24.

³⁵³ *Ibid.*, pp. 26-33.

³⁵⁴ *Ibid.*, pp. 34-38.

³⁵⁵ *Ibid.*, pp. 96-111.

l'action entreprise par l'U.N.E.S.C.O. rejoint ainsi la volonté de Joseph Ki-Zerbo de rétablir ce qui, à ses yeux, devait être rétabli.

2. L'histoire générale de l'Afrique de l'U.N.E.S.C.O.

Après les travaux préliminaires, le projet de l'U.N.E.S.C.O. dispose de solides bases. C'est ainsi qu'en 1970, la conférence générale se prononce pour la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique*³⁵⁶. Un comité scientifique international de trente neuf membres comprenant un tiers de non africains est nommé. Les directives à l'endroit des chercheurs sont de traiter le passé de l'Afrique dans sa totalité, sans omettre les questions essentielles, parfois controversées, comme par exemple la traite négrière. Aussi, le travail est guidé par la volonté de corriger les insuffisances méthodologiques qui ont tant nuit à l'histoire africaine dans le passé, en réhabilitant nombre de sources autrefois marginalisées. Enfin, offrant une vision de l'intérieur, « afro-centriste », cette histoire doit se distinguer de ses devancières, caractérisées par une vision essentiellement européen-centriste.

Le comité scientifique partage le travail en huit volumes, correspondant à un découpage par périodes. Chaque volume est confié à un spécialiste élu par le comité³⁵⁷. Joseph Ki-Zerbo est désigné pour traiter le volume I intitulé *Méthodologie et préhistoire africaine*. Auteur de l'introduction, de la conclusion et de trois des vingt huit chapitres, il s'impose comme le spécialiste des questions de méthodologie de l'histoire africaine. En effet, tandis que l'introduction présente les grands principes méthodologiques, il signe un chapitre sur les méthodes interdisciplinaires³⁵⁸ et donne en fin d'ouvrage un panorama de l'art préhistorique africain³⁵⁹. Le premier volume de cette *Histoire générale* donne une liste exhaustive des méthodes validées par le comité scientifique pour traiter le passé de l'Afrique, longtemps considéré sans histoire. De l'étude des groupes linguistiques à la datation des sites archéologiques en passant par les récits de griots et les sources écrites anciennes, Joseph Ki-Zerbo y présente les fondements méthodologiques utiles à l'élaboration de l'encyclopédie de l'U.N.E.S.C.O.. Au final, le comité scientifique fait paraître un ouvrage portant sur plus de trois millions d'années, comprenant huit volumes de huit cent pages environ chacun. L'édition principale est publiée à partir de 1980 en français, anglais et arabe³⁶⁰. On prévoit aussi d'établir une édition

³⁵⁶ D'après le comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique, *Histoire générale de l'Afrique*, tome I, *op. cit.*, p. 11.

³⁵⁷ *Idem*, pp. 7-13.

³⁵⁸ *Ibid.*, chap. 15, pp. 195-203.

³⁵⁹ *Ibid.*, chap. 26, pp. 365-379.

³⁶⁰ La publication des différents tomes est échelonnée dans le temps, de 1980 à 1998 pour le tome VIII.

abrégée dans de nombreuses langues, cette édition devant servir de base à une traduction dans les langues africaines³⁶¹.

Le vaste et difficile projet de l'U.N.E.S.C.O. a vu le jour. Il constitue le premier projet d'histoire globale de l'Afrique en huit volumes, faisant penser à *L'histoire de l'empire britannique* établie par l'université de Cambridge en huit volumes dès 1939³⁶². Joseph Ki-Zerbo, en tant que premier historien francophone agrégé, a trouvé sa juste place dans la réalisation du projet. Lui qui est aussi depuis 1975 président de l'association des historiens africains voit ainsi se poursuivre sa mission de réhabilitation du passé de l'Afrique avec le couronnement du projet de l'U.N.E.S.C.O..

Maintenant, il décide de mettre ses compétences pédagogiques au service de l'institution internationale.

B. En tant que pédagogue

1. Perspectives de l'éducation

Alors même que le projet d'histoire générale est en cours d'élaboration, dans les années 1970, Joseph Ki-Zerbo est élu membre du conseil exécutif de l'U.N.E.S.C.O.. Dans les années 1960, le directeur général de l'U.N.E.S.C.O., René Maheu, lui propose même un poste important au sein de l'institution. Cependant, il refuse, préférant consacrer ses efforts à l'Afrique, d'une autre manière³⁶³. Ceci ne l'empêche pas de donner sa contribution au sein de l'U.N.E.S.C.O. dans divers domaines, dépassant le cadre de l'histoire. Il s'implique notamment en faveur de l'éducation en Afrique, rejoignant les programmes de l'U.N.E.S.C.O. dans ce domaine. Il est ainsi membre du conseil d'administration de l'U.N.I.T.A.R., Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche, de 1970 à 1978. Son implication suit un seul objectif, loin de considérations carriéristes, aider au développement de son continent.

Il développe son programme et ses propositions pour résoudre les problèmes d'éducation lors d'une conférence organisée par le C.O.D.I.A.M., Comité pour le Développement des Investissements Intellectuels en Afrique et à Madagascar, à Paris, le 5 décembre 1969. Son allocution fait l'objet d'un ouvrage publié en 1973 et intitulé *Perspectives de l'éducation*. « *La production de l'école d'aujourd'hui dessinera l'épure de la société de demain* », telle est l'idée soutenue par Joseph Ki-Zerbo. Il présente dans un premier temps ce qu'il qualifie d'école du sous-développement avant de

³⁶¹ Notamment en kiswahili et en hawsa, d'après le comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique, *Histoire générale de l'Afrique*, tome I, *op. cit.*, p. 13.

³⁶² D'après Dulucq S., « Ecrire l'histoire de l'Afrique au sud du Sahara, un bilan historiographique », texte inédit, p. 8.

³⁶³ D'après *24 Heures*, journal burkinabé, vendredi 2 mars 2001.

livrer sa réflexion sur une école génératrice de développement. Ainsi, l'école en Afrique présente des caractéristiques pénalisantes telles que le coût élevé de la scolarité, les résultats médiocres, le manque d'orientation professionnelle ou encore les programmes scolaires inadaptés, à l'époque souvent encore dictés par l'ancienne puissance coloniale. Aussi, cette école constitue un facteur d'exode, exode vers la ville et vers les pays riches parfois. Ceci finit par donner un aspect antidémocratique à une école qui, finalement, favorise les familles aisées et délaisse les pauvres. Se pose aussi le problème des infrastructures dans le secondaire. Un élève qui se présente au concours d'entrée en sixième n'a qu'une chance sur quatre de l'intégrer, faute de capacité d'accueil³⁶⁴. La conférence de l'U.N.E.S.C.O., à Addis Abeba, en 1961, à laquelle Joseph Ki-Zerbo a contribué, a lancé l'objectif utopique d'atteindre une scolarisation de 100% en 1980. Presque dix ans plus tard, le constat est alarmant. Joseph Ki-Zerbo propose dans son ouvrage quelques éléments d'amélioration de la situation, « *pour un new deal éducatif*³⁶⁵ ». D'abord, il évoque la nécessité d'« africaniser » les programmes. Ensuite, le français n'étant pas la langue maternelle, il préconise un enseignement dans les langues africaines, son idée étant de créer une ou plusieurs grandes langues régionales³⁶⁶. Pour démocratiser l'école, il est aussi nécessaire de fournir aux écoliers le matériel nécessaire. Il serait également primordial, pour une « école du développement », de favoriser l'enseignement technique et scientifique. Ces enseignements sont incontestablement facteurs de développement même si les Etats n'ont pas tout à fait résolu la question des débouchés. La mentalité des parents, peu habitués à l'école, doit aussi évoluer en faveur de la scolarité de leurs enfants. En parallèle, former des adultes nécessite d'intégrer l'éducation civique, l'étude du milieu ou encore le travail manuel dans l'enseignement scolaire. Enfin, Joseph Ki-Zerbo remet en question l'aide internationale définie selon les règles occidentales et de ce fait éloignée des réalités africaines. Il cite alors le pape Paul VI : « *Le développement est le nouveau nom de la paix*³⁶⁷ ».

Il existe des solutions, de toute évidence. Joseph Ki-Zerbo parle en connaissance de cause, lui qui a été directeur général de l'éducation nationale dans son pays. Il a œuvré, dans son pays, pour donner aux manuels scolaires un contenu plus proche de la réalité vécue par les écoliers. Aujourd'hui encore, dans les livres d'histoire du primaire, on trouve des extraits de son ouvrage *Histoire de l'Afrique noire*³⁶⁸. Seulement, mis à part son implication concrète au niveau de la Haute-Volta, quelle est sa contribution à l'échelle du continent ? Théories il y a, mais pour quelles réalisations ?

³⁶⁴ D'après Ki-Zerbo J., *Perspectives de l'éducation*, Paris, Codiam, 1973, pp. 1-7.

³⁶⁵ *Idem*, p. 7.

³⁶⁶ Voir à ce sujet son article dans *Présence Africaine*, n° 38, 3^{ème} trim. 1961, pp. 45-61.

³⁶⁷ D'après Ki-Zerbo J., *Perspectives de l'éducation*, *op. cit.*, pp. 7-19.

³⁶⁸ D'après Manuel d'histoire de CM1, Burkina-Faso.

2. Constat : Eduquer ou périr ?

Comme une suite donnée à son précédent exposé, Joseph Ki-Zerbo, environ quinze ans plus tard, dirige un nouvel ouvrage sous l'égide de l'U.N.I.C.E.F., le Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance, intitulé *Eduquer ou périr*³⁶⁹. Publié en 1990 lors de l'année de l'U.N.E.S.C.O. pour la proclamation d'une charte mondiale de l'éducation, ce document symbolise, par son titre, les difficultés non résolues dans le domaine de l'éducation en Afrique. Véritable constat de la situation alarmante de l'enseignement sur le continent, le tableau dressé inspire malheureusement un sentiment de « déjà vu », comme si les contributions précédentes étaient restées lettre morte.

La première partie dresse l'état de l'école en Afrique. Joseph Ki-Zerbo fait référence à un passé florissant, évoquant les scribes égyptiens, premiers lettrés de l'humanité, ou encore la grande université médiévale de Tombouctou. Ensuite, avec la domination européenne, de la traite négrière à l'épisode colonial, le système éducatif traditionnel est lentement substitué par un modèle importé, préfabriqué sur le modèle occidental, en totale contradiction avec les besoins et les valeurs du continent. Ainsi, la description de l'école post-coloniale laisse apparaître une situation inquiétante. Après quinze années d'essor jusqu'en 1975, le système scolaire connaît une régression constante³⁷⁰. Alors, comme une conséquence de cet état de fait, Joseph Ki-Zerbo évoque, dans un second temps, la crise des sociétés africaines. Son exposé aborde la situation économique calamiteuse de l'Afrique, servi par nombre d'exemples qui inspirent au lecteur à la fois espoir et désenchantement³⁷¹. Joseph Ki-Zerbo relie la crise économique aux difficultés de l'éducation. En effet, si l'Etat n'a pas de ressources budgétaires suffisantes, il ne peut construire les infrastructures scolaires ni former et encore moins payer le personnel enseignant. Outre la dimension économique, les difficultés du système éducatif vont de pair avec l'éclatement du cadre socioculturel³⁷². L'éducation d'aujourd'hui façonne la société de demain. Avec les incertitudes et les bouleversements hérités de la colonisation, les populations, désemparées, sont partagées entre leurs fondements traditionnels, les acquis de la colonisation et les influences réactionnaires nouvelles. Le manque de moyens et la perte des valeurs sont les symptômes du mal-être de l'école en Afrique. Enfin, la troisième partie donne au lecteur un aperçu des enjeux à relever pour aboutir au concept, encore utopique, d'« éducation pour tous en 2000³⁷³ ». Recentrer la formation sur les besoins de la société civile et impliquer les Etats africains

³⁶⁹ Voir couverture, annexe n° XVIII.

³⁷⁰ D'après KI-ZERBO J., *Eduquer ou périr*, Abidjan : UNICEF, Dakar : UNESCO, Paris : L'Harmattan, 1990, pp. 19-26.

³⁷¹ *Idem*, pp. 27-36.

³⁷² *Ibid.*, p. 43.

³⁷³ C'est l'objectif proclamé de l'U.N.E.S.C.O. en 1990. Objectif démesuré mais devant galvaniser les énergies pour faire le mieux possible.

dans la mobilisation des ressources sont, avec le thème récurrent de la nécessaire « africanisation » de l'école, les grands chantiers présentés dans cet ouvrage.

Joseph Ki-Zerbo diagnostique avec justesse les difficultés et les remèdes à apporter. Cependant, comme un problème insoluble, la lecture de l'ouvrage laisse un sentiment de lassitude. La situation est grave et il convient d'agir, de mettre en exécution l'ensemble de solutions théoriques recensées dans cet ouvrage. Seule une prise de conscience collective peut empêcher de s'évanouir le peu d'espoir restant et rendre du crédit aux réalisations parfois peu convaincantes des organismes internationaux. L'action de Joseph Ki-Zerbo est louable mais l'action de l'U.N.E.S.C.O. est infime. Encore aujourd'hui, l'objectif affiché, toujours utopique, est d'atteindre l'éducation pour tous en 2015. Les pistes du renouveau ont été défrichées mais il manque le concours des Etats, peu regardants sur des questions dont les organismes internationaux et autres O.N.G. se font l'écho. Si chacun se renvoie la balle, quelle est l'issue ? L'espoir doit primer pour des enjeux si importants mais c'est souvent la déraison qui prend le dessus.

Sans avoir été inutile, la contribution de Joseph Ki-Zerbo à l'U.N.E.S.C.O. dans le domaine de l'éducation souffre cependant du manque de résultats. Toutefois, pour traiter ces questions, quel autre spécialiste pouvait intervenir ?

Chapitre 3 : Un intellectuel engagé sur tous les fronts

Enfin, Joseph Ki-Zerbo s'implique sur les grandes questions qui agitent l'Afrique au crépuscule du 20^{ème} siècle. Son statut d'intellectuel lui donne l'occasion de mobiliser les énergies et de proposer des pistes alternatives pour une meilleure insertion de l'Afrique dans les affaires internationales. Quels sont donc ses axes de recherche ? Quels domaines a-t-il privilégié dans ses communications intellectuelles ?

A. Pour un « développement endogène »

1. Le C.E.D.A., Centre d'Etudes pour le Développement Africain

Si Joseph Ki-Zerbo contribue à l'amélioration des structures éducatives en Afrique, son engagement trouve comme finalité les questions de développement. Voulant s'engager sur ce thème par une voie concrète, il fonde le C.E.D.A., Centre d'Etudes pour le Développement Africain, en 1980, à Ouagadougou, en Haute-Volta.

Ce centre est un organisme panafricain d'études et de recherches opérationnelles sur le développement de l'Afrique. Il voit le jour grâce à l'appui financier du fonds international pour la promotion de la culture de l'U.N.E.S.C.O. et avec le soutien de chercheurs et d'hommes de culture³⁷⁴. Le centre organise des séminaires et des colloques sur le thème clé du « *développement endogène* ». Son objectif est de mobiliser les capacités culturelles africaines pour ouvrir de nouvelles dynamiques d'émancipation sociale et économique. Le C.E.D.A. veut donc proposer une alternative autre que « *les défoliants culturels et recettes miracles infusées à forte dose par les principaux acteurs du système international*³⁷⁵ ». « *Il veut forger une dynamique qui corresponde au génie des peuples africains eux-mêmes*³⁷⁶ ». Joseph Ki-Zerbo a ainsi créé sa propre institution pour donner une impulsion nouvelle aux réflexions sur les problèmes de développement, une réflexion « endogène », en logique avec les besoins du continent. Appuyé par l'U.N.E.S.C.O., il dispose d'une liberté d'action qui lui permet d'approfondir sur ces thèmes. Le centre propose aussi un fond documentaire très riche, comprenant plus de dix mille ouvrages, ce qui en fait une des bibliothèques les plus fournies de la Haute-Volta. Enfin, entre autres activités, le C.E.D.A. organise des colloques. Ainsi,

³⁷⁴ D'après la brochure du C.E.D.A., voir annexe n° XIX.

³⁷⁵ *Idem.*

³⁷⁶ *Ibid.*

on relève une conférence sur « *Ethnodéveloppement et ethnocide en Afrique* » en 1981 tandis que l'année suivante a lieu une enquête sur le terrain autour du thème « *Endogène et exogène en Afrique* ». Malheureusement, le C.E.D.A. est contraint de suspendre ses activités en 1983 en raison du contexte politique en Haute-Volta. Cette année-là, nous l'avons vu³⁷⁷, Thomas Sankara s'empare du pouvoir et instaure la Révolution. Pour divergences de vue avec le chef de la Révolution, Joseph Ki-Zerbo s'exile la même année à Dakar. Ne pouvant envisager un retour immédiat dans son pays, Joseph Ki-Zerbo recrée le C.E.D.A. en 1986 dans la capitale sénégalaise sous le nom de C.R.D.E., Centre de Recherches pour le Développement Endogène. Les activités reprennent alors avec la même vigueur. Des enquêtes sur les concepts endogènes/exogènes ont à nouveau lieu tandis que le centre organise un grand colloque interafricain à Bamako, en 1989, sur le thème fondateur du C.E.D.A., le « *développement endogène* ».

En 1992, presque dix ans après l'avoir quitté, Joseph Ki-Zerbo regagne son pays, le Burkina-Faso³⁷⁸. En rentrant, il découvre, stupéfait, que son immense bibliothèque a été pillée lors des multiples événements qui ont secoué le pays durant son absence. Il n'était alors pas rare de retrouver des feuilles d'ouvrages, déchirées, qui servaient aux vendeuses de rue pour emballer la nourriture. Joseph Ki-Zerbo affronte sans se résoudre cette nouvelle épreuve et décide de refonder le C.E.D.A.. Il met en place un espace de lecture comprenant une bibliothèque publique pour étudiants et chercheurs. Pour cela, il doit renouveler le fond documentaire, passé de onze mille ouvrages environ à seulement deux mille. Aussi, bénéficiant d'une aide financière de l'ambassade des Pays-Bas, le centre organise à nouveau des conférences et débats. Il prévoit également de publier *Les cahiers du C.E.D.A.* et enfin de reprendre des programmes de recherche opérationnelle sur le développement endogène, l'intégration africaine et autres thèmes de recherche.

Aujourd'hui encore, le C.E.D.A. est présent à Ouagadougou. Néanmoins, hormis le fond documentaire, ses activités sont rares, certainement faute de financement. Depuis sa création en 1980, il est parvenu à organiser la recherche sur le thème du développement endogène. Mais, encore une fois, il n'a guère pu peser concrètement sur le quotidien des peuples concernés. On retient toutefois le colloque de Bamako en 1989, une réalisation majeure de l'institut cher à Joseph Ki-Zerbo.

2. La natte des autres

Le colloque interafricain organisé par le C.R.D.E. à Bamako en 1989 a réuni des chercheurs autour du concept cher à Joseph Ki-Zerbo, le « *développement endogène* ». Les travaux de cette réunion ont été, par la suite, compilés dans un ouvrage publié en 1992 sous la direction de Ki-Zerbo,

³⁷⁷ Voir 2^{ème} partie, chapitre 3, p. 68.

³⁷⁸ La Haute-Volta est devenue le Burkina-Faso le 4 août 1984.

*La natte des autres, pour un développement endogène en Afrique*³⁷⁹. Il convient de s'arrêter sur quelques réflexions soulevées lors de ce colloque qui a concrétisé les travaux entrepris par le C.E.D.A. devenu C.R.D.E..

« *Dormir sur la natte des autres, c'est comme si on dormait par terre* ». Véritable credo du C.R.D.E., ce dicton africain guide la réflexion de l'ouvrage. Joseph Ki-Zerbo évoque, en présentation, les facteurs nécessaires au développement : la démocratie vécue, l'intégration africaine et la formation endogène. Il insiste sur le fait d'expérimenter et de construire plutôt que d'importer les modèles démocratiques ou éducatifs du « Nord ». Ainsi, la devise du C.R.D.E., relayée dans cet ouvrage, est : « *On ne développe pas, on se développe* ». Il s'agit donc du développement de l'Afrique, pas du développement en Afrique. Ce développement endogène n'est pas un repli autarcique sur soi, c'est un processus ouvert, raisonné, qui veut conserver l'identité africaine tout en s'inspirant des expériences exogènes. Cet ouvrage rassemble les contributions théoriques et des études de cas présentées lors du colloque. Les différents chercheurs s'arrêtent sur des thèmes divers touchant le développement, l'agriculture, la science, la recherche, la coopération interafricaine, les nouvelles techniques, ... Il constitue une base de travail sur le thème du « *développement endogène* », pour que, à l'avenir, l'Afrique cesse « *d'être une vaste mine à ciel ouvert pour y puiser des produits bruts* ». Joseph Ki-Zerbo y transmet toute son énergie dans la lignée de son combat pour une émancipation de l'Afrique, émancipation autonome, de l'intérieur.

B. Prises de position et contributions diverses

Tout au long de sa carrière, Joseph Ki-Zerbo a usé de son statut d'intellectuel en prenant position sur de nombreuses questions touchant à l'avenir de l'Afrique. Une de ses convictions majeures, que nous avons entrevue préalablement, est l'unité africaine qu'il situe au même niveau que la question de l'éducation des hommes comme facteur de développement. Dès la fondation du M.L.N., il parle d'Etats-Unis d'Afrique, d'indépendance dans l'unité en brandissant le « non » au référendum de 1958³⁸⁰. Il développe ce thème dans son *Histoire de l'Afrique noire*³⁸¹, faisant l'historique des démarches d'unification qui ont rythmé le 20^{ème} siècle en Afrique. Il appuie donc les initiatives de l'O.U.A., Organisation de l'Unité Africaine et de la C.E.D.E.A.O, Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest³⁸².

³⁷⁹ Ki-Zerbo J. (dir.), *La natte des autres: pour un développement endogène en Afrique*, Actes du colloque de Bamako en 1989, Dakar : COSDERIA, Paris : Karthala, 1992, pp. 1-71. Voir couverture, annexe n° XX.

³⁸⁰ Voir 1^{ère} partie, chapitre 3, p. 43.

³⁸¹ D'après Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire*, op. cit., pp. 644-674.

³⁸² D'après *Appel pour le changement*, op. cit., p. 27.

L'O.U.A. est créée en mai 1963 à Addis Abeba en Ethiopie. Elle adopte une charte signée par trente pays, proclamant de grands principes d'unité et créant des organes de décision³⁸³. Née d'un élan collectif et d'une volonté de créer des instances communautaires, l'O.U.A. marque le pas au niveau de ses réalisations, illustrant la difficulté d'unir un si vaste continent. Elle devient l'U.A., Union Africaine, en 2002 pour rebondir après une période d'inactivité. Pour Joseph Ki-Zerbo, le seul moyen pour l'Afrique de se faire une place dans le monde, économiquement et politiquement, passe par l'union des forces. Peut-être que l'unité régionale est plus facile à réaliser. La C.E.D.E.A.O. est créée en 1975 à la suite du traité de Lagos. Sa finalité est la création d'un marché commun avec la libre circulation des biens, des services et des personnes³⁸⁴. Depuis, avec la formation de l'E.C.O.M.O.G., structure militaire de défense, elle s'est engagée sur le terrain politique en participant au règlement de conflits régionaux. Certes, on aboutit à des résultats mais en s'éloignant des objectifs économiques de départ pour se focaliser sur les questions de maintien de la paix³⁸⁵.

Les velléités d'union de l'Afrique existent donc mais peinent à aboutir. Joseph Ki-Zerbo appuie les projets cités ci-dessus mais il en est absent. Pourtant, en sa qualité d'intellectuel unanimement reconnu sur le continent, il aurait trouvé sa place dans ces institutions panafricaines. Ainsi, on peut regretter qu'il n'ait pas consacré un peu de son énergie en faveur d'organisations dont il proclame l'ardente nécessité. Une certaine contradiction apparaît ainsi entre ses convictions et son engagement. Cependant, impliqué sur le front culturel et intellectuel, à travers sa carrière d'historien et son rôle à l'U.N.E.S.C.O, ainsi que sur le front politique local, chez lui, en Haute-Volta, avait-il encore du temps pour se consacrer aux institutions politiques interafricaines ?

Sa notoriété l'amène également à prendre position sur les grandes questions de la fin du 20^{ème} siècle. Dans un contexte de mondialisation où les pays riches disposent à leur guise des pays pauvres, cet ardent défenseur du continent africain ne pouvait rester sans réaction. Arrêtons nous ainsi sur l'article qu'il a publié dans la revue *Les cahiers Nord-Sud*. Il y dresse un véritable réquisitoire contre un système dont il condamne les méthodes et les manifestations sur les populations africaines. L'homme a atteint un stade de domination spatiale et temporelle sur le monde entier. L'économie est ainsi devenue mondiale et le pouvoir des riches s'est répandu sur l'ensemble de la planète. Pourtant, il n'y a pas qu'une seule mondialisation mais des mondialisations vécues différemment, selon l'endroit où l'on vit, déclare justement Joseph Ki-Zerbo. Ce processus de globalisation veut tout absorber, quitte à exclure ce qui est incompatible avec son système de profit. Dans cette logique d'économie mondiale, les pays pauvres pèsent tellement peu qu'ils sont écartés. Par contre, la dimension environnementale, pourtant vitale, est totalement omise. Joseph Ki-Zerbo peut donc

³⁸³ D'après Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire, op. cit*, p. 656.

³⁸⁴ D'après *L'Evènement*, bi-mensuel burkinabé, n° 29, 10 octobre 2003.

³⁸⁵ *Idem*.

affirmer que « *la mondialisation néo-libérale est un système total, sinon totalitaire, intégriste en somme, qui gouverne toutes les dimensions de la vie individuelle et collective* ». C'est comme un jeu dans lequel les règles sont fixées par les vainqueurs. La solution, pour l'Afrique, se trouve encore une fois dans l'union, l'intégration régionale, pour peser un peu plus.

La dimension environnementale du propos de Joseph Ki-Zerbo mérite de s'arrêter un instant. Il a en effet dirigé à ce sujet une compilation de textes publiés sous le titre *Compagnons du soleil*³⁸⁶ en 1992. Cet ouvrage est né de l'initiative du « groupe de Vézelay », créé en 1986, composé de huit personnes et dont fait partie le Professeur³⁸⁷. Ils ont voulu, à travers de grands textes sur les rapports entre l'homme et la nature, montrer que les sociétés contemporaines développent des risques majeurs au détriment du milieu naturel dans lequel elles vivent. Véritable mise en garde écologique contre les dérives de l'homme, *Compagnons du soleil* est un recueil de textes fondateurs qui situent l'homme face au milieu naturel. Présentant les mythes qu'ont forgé des rapports millénaires entre les hommes et la nature, ces contes et poèmes balayent les grandes périodes de l'histoire. Joseph Ki-Zerbo, auteur de la présentation, écrit : « *Le Nord pousse tous les peuples du globe à scier la branche sur laquelle nous sommes tous installés*³⁸⁸ ». Cet ouvrage collectif veut donc promouvoir l'idée que « *le développement doit être solidarité, pas souveraineté* ». A vouloir humaniser la nature par l'industrialisation et l'urbanisation, on précipite sa destruction sans s'en rendre compte. Résolument écologiste, cet ouvrage, ardemment défendu par Joseph Ki-Zerbo, donne un aperçu du combat idéologique qu'il a engagé contre la mondialisation.

On retient également ses productions intellectuelles sur des domaines très variés³⁸⁹. Beaucoup ont cependant disparu avec le pillage de sa bibliothèque. Ses contributions à tant de colloques et de conférences ont marqué de nombreux esprits. Il a aussi préfacé un certain nombre d'ouvrages, apportant un point de vue érudit à chacune des publications. On peut citer ses préfaces d'ouvrage historique comme celui de Jeanne-Marie Kambou-Ferrand, d'ouvrage politique, celui de son regretté confrère Ahmadou Dicko ou enfin d'ouvrages sur l'éducation ou l'environnement³⁹⁰.

Enfin, preuve d'une notoriété qui dépasse le cadre de son continent, il reçoit en 1993 le prix du livre de l'Union Européenne pour l'ouvrage *La natte des autres* et, en 1997, le prix Nobel alternatif. De fait, Joseph Ki-Zerbo est un intellectuel de l'Afrique du 20^{ème} siècle et du début du 21^{ème} siècle qui a su au mieux participer aux débats en cours.

³⁸⁶ Ki-Zerbo J., *Compagnons du soleil : anthologie de grands textes de l'humanité sur les rapports entre l'homme et la nature*, Paris, Editions La découverte, U.N.E.S.C.O., 1992.

³⁸⁷ Voir la présentation des sources, p. 16, note n° 46.

³⁸⁸ D'après Ki-Zerbo J., *Compagnons du soleil ...*, *op. cit.*, pp. 7-35.

³⁸⁹ Voir les quelques indications sur sa bibliographie et ses productions intellectuelles dans son curriculum vitae, annexe n° XXI.

³⁹⁰ Pour tous ces ouvrages, voir les sources, p. 99.

CONCLUSION

L'étude de la vie de Joseph Ki-Zerbo, de sa naissance en 1922 jusqu'au milieu des années 1990 nous a permis d'envisager le parcours d'un homme qui a mis toutes ses compétences au profit d'une cause, l'émancipation du continent africain.

Le jeune Joseph Ki-Zerbo est d'abord façonné par le milieu familial dans lequel il a grandi. Il a la chance d'aller à l'école, une opportunité qui n'est pas partagée par tous les jeunes voltaïques à l'époque et même de nos jours. En outre, il bénéficie d'une éducation solide, chez les missionnaires catholiques de son village d'origine, à Toma, dans la mission que son père, Alfred Diban, catéchiste, avait fondée. Le cadre familial du jeune Joseph lui permet ainsi de s'épanouir. Son père, au prix de nombreuses péripéties, avait voyagé et côtoyé de nombreuses personnes, notamment des missionnaires français, au côté desquels il s'était acculturé et avait bénéficié d'une ouverture d'esprit. Ainsi, lorsque Joseph Ki-Zerbo décide de partir à Dakar poursuivre ses études, ses parents ne le brident pas. La tradition villageoise de donner une femme à un homme majeur n'est pas demeurée une fin en soi pour des parents qui ont représenté un facteur de stabilité chez notre homme.

Joseph Ki-Zerbo, doté de bases solides, allait ainsi prendre son envol. D'abord, il découvre Dakar, cette ville si active dans les années 1940. Il y poursuit ses études et commence déjà à écrire dans les journaux, lui qui entrevoit tellement de choses à faire dans cette Afrique encore française. Il obtient le baccalauréat à Bamako où il rencontre sa femme. Alors, une bourse d'études lui permet d'aller à Paris pour assouvir cette soif d'apprendre, apprendre pour forcer le destin et, certainement l'a-t-il déjà en tête, prendre part aux débats politiques qui agitent l'Afrique francophone.

Brillant étudiant agrégé d'histoire à la Sorbonne, l'université la plus prestigieuse de France, Joseph Ki-Zerbo parvient déjà à trouver sa place dans un milieu intellectuel métropolitain. Alors, l'historien qu'il est définit sa priorité, dans un esprit militant, réhabiliter l'histoire de l'Afrique. Cette dernière, absente de l'enseignement et des manuels, largement méconnue par plusieurs générations d'historiens qui l'ont précédé, est pourtant riche et doit être exhumée. C'est une des grandes convictions de notre homme. Aussi, il manifeste une volonté de s'engager politiquement dans le contexte propice de ces années 1950 où l'édifice colonial vacille. L'épisode parisien représente ainsi pour Joseph Ki-Zerbo l'accomplissement de ses rêves de jeunesse, lutter contre l'ordre colonial en

Afrique. A travers son action dans les associations étudiantes, étudiants voltaïques et étudiants catholiques, il entame le chemin qui le conduit vers le grand syndicat étudiant marxiste et anti-colonialiste de l'époque, la F.E.A.N.F.. Il devient un militant politique intrépide. A l'issue de son séjour parisien, Joseph Ki-Zerbo a la certitude qu'il va désormais se battre pour la libération de son continent³⁹¹. Brillant historien, il se lance dans le vaste projet d'éclairer le passé de l'Afrique. Passionné par les joutes verbales, il s'engage sur la voie politique. Il s'éloigne alors du marxisme étudiant pour adopter l'idéologie socialiste. Politique et histoire, il a trouvé les axes de son combat.

Il forme, en 1958, son parti politique, le M.L.N., Mouvement de Libération Nationale. L'idéologie fondatrice, élaborée autour du référendum sur la communauté française, est de gagner l'indépendance de l'Afrique dans l'unité. Guidé par son illustre aîné, Kwamé N'Krumah, le leader de l'indépendance du Ghana, le jeune politicien qu'est Joseph Ki-Zerbo se heurte vite à la réalité du terrain. Difficile d'exister dans le contexte colonial. Rapidement, l'espoir de fonder un grand parti politique panafricain s'envole. Les indépendances arrivent, en 1960, et l'Afrique devient une somme de pays, anciennes colonies, sans unité politique ni géographique. Alors, restreint à la vie politique de son pays, la Haute-Volta, il poursuit son action. La décennie 1960 est chaotique. Le M.L.N. évolue clandestinement dans un régime post-colonial où règne un parti unique, version voltaïque du R.D.A.³⁹². Devant un pouvoir grotesque, menant grand train dans un des pays les plus pauvres du monde, on découvre alors Joseph Ki-Zerbo l'initiateur de coup d'Etat. En effet, il est à l'origine du mouvement populaire qui a raison du régime de Maurice Yaméogo, le 3 janvier 1966. Le nouveau pouvoir, militaire, ne tolère cependant pas les partis politiques jusqu'en 1970.

A cette date, le M.L.N. devient enfin un parti officiel en Haute-Volta tandis que Joseph Ki-Zerbo est élu député. Il se dote d'une publication et peut se mêler, avec les autres partis, à la vie politique voltaïque. Toutefois, les partis, tantôt interdits, tantôt tolérés ont des difficultés à exister. Le M.L.N., proche des syndicats enseignants, utilise ainsi l'arme syndicale pour se manifester et peser dans les affaires publiques. La décennie 1970 est ainsi marquée par une agitation syndicale et des grèves à répétition. Alors, comme un couronnement de son action, Joseph Ki-Zerbo se présente à l'élection présidentielle de 1978. Sans surprise, c'est le président en place qui est réélu. A ce stade, on peut remarquer que Joseph Ki-Zerbo a du mal à faire exister son parti et à implanter ses idées. Pourtant, il se situe comme la troisième force politique de Haute-Volta. En 1980, à l'issue d'un mouvement syndical de grande ampleur, le pouvoir militaire en place depuis 1966 est renversé. Joseph Ki-Zerbo est une nouvelle fois largement impliqué dans ce coup de force, apparemment le seul moyen de prendre le pouvoir. Cependant, largement représenté dans le nouveau régime, toujours dirigé par un « homme de tenue », l'U.P.V., successeur du M.L.N., se discrédite en lançant des

³⁹¹ Nous sommes en 1958, l'Afrique colonisée n'est toujours pas « libérée » par les colons.

³⁹² Le R.D.A., Rassemblement démocratique Africain, voir 1^{ère} partie, chapitre 2, p. 31.

mesures impopulaires. L'exercice du pouvoir se révèle difficile pour le parti du Professeur et un nouveau coup d'Etat a lieu en 1982. L'année suivante, en 1983, Thomas Sankara s'empare du pouvoir et instaure la « Révolution voltaïque ». Devant cette situation pour le moins chaotique et confuse, Joseph Ki-Zerbo remarque vite la difficulté d'imposer ses idées. Ajouté à cela les divergences de vue entre notre homme et le chef de la Révolution, il lui est nécessaire de faire une parenthèse. Joseph Ki-Zerbo s'exile de 1983 à 1992, date à laquelle il revient petit à petit dans le paysage politique voltaïque. Aujourd'hui, il est encore secrétaire général du P.D.P./P.S. et s'implique sans relâche dans le débat public.

Conclure sur une quarantaine d'années de vie politique n'est pas aisé. Cependant, nous pouvons entrevoir quelques pistes d'interprétation sur le parcours politique de Joseph Ki-Zerbo, celui d'un éternel opposant politique. Il commence son combat politique animé par les rêves de cette génération d'étudiants qui assiste, alors qu'elle est à l'université en France, à l'effritement du système colonial. L'esprit plein d'espoir, ils veulent participer, en tant qu'élites lettrées et occidentalisées, à cet élan émancipateur qui semble, à juste titre, réalisable. Joseph Ki-Zerbo crée ainsi son parti politique et tente un combat interafricain. Quelques années plus tard, alors que les anciennes colonies sont devenues indépendantes et que l'élan fondateur est définitivement évanoui, le parti s'efforce de continuer ses activités. Joseph Ki-Zerbo a le mérite de persévérer, un mérite qui s'explique par son goût immodéré de l'exercice politique. Il n'a de cesse, malgré la censure du pouvoir, de manifester ses idées par tous les moyens et fomenté ainsi deux coups d'Etat. Dans le contexte voltaïque, cela n'en fait pas un révolutionnaire irréductible mais cela révèle plutôt l'impossibilité de s'imposer d'une autre manière. Cependant, en 1980, lorsque, après le coup d'Etat, il a l'opportunité de peser au sein du gouvernement, c'est l'échec. Alors, quelle conclusion donner à l'action politique de Joseph Ki-Zerbo et de son parti, à la lumière de son parcours ? De la difficulté d'exister par la voie officielle aux maladresses politiques, Joseph Ki-Zerbo n'a au final jamais pu imposer sa politique en Haute-Volta. Peut-être devait-il se retirer ? A quatre vingt deux ans, il est encore à la tête de son parti tandis que son électorat diminue peu à peu³⁹³. Malgré un essoufflement certain, il montre là à nouveau sa passion indéfectible, obstinée, du combat politique, lui « l'éternel opposant ».

Deuxième volet d'une carrière consacrée à l'Afrique, Joseph Ki-Zerbo se lance par, ses travaux d'historien dans une réhabilitation du passé du continent. Une fois ses études achevées, il n'a plus de doutes. Son premier travail d'historien sera une histoire du continent africain, depuis les origines. Frustré que l'histoire de l'Afrique soit occultée pendant ses études et incrédule face aux historiens des cent dernières années qui ont ignoré la possibilité de reconstruire le passé du continent,

³⁹³ Voir l'affaire Emile Paré, son successeur désigné, qui fut écarté avant de fonder un nouveau parti, en 2001.

il s'attelle à la tâche. Ce « rêve d'étudiant » d'établir, seul, une monographie historique prend forme peu à peu. Joseph Ki-Zerbo l'achève à l'aube des années 1970, faisant preuve d'une étonnante capacité de travail et de recherches. La première monographie sur l'histoire globale de l'Afrique subsaharienne, dont l'auteur est africain, est publiée en 1972. Alors, il poursuit sur sa lancée. L'U.N.E.S.C.O. lance son *Projet d'histoire générale de l'Afrique*. Joseph Ki-Zerbo y participe en menant les travaux méthodologiques. Il se penche sur le traitement de la tradition orale dans une démarche d'historien. Il signe ainsi le volume 1 de cette encyclopédie et se situe alors parmi les grands spécialistes de l'histoire du continent. Sa contribution à la méthodologie de l'histoire africaine permet de rendre son importance à la tradition orale, si longtemps occultée. Si les historiens recommencent peu à peu à l'utiliser, elle dispose désormais d'une méthodologie. L'historien Joseph Ki-Zerbo est ainsi parvenu à rendre un peu de sa splendeur passée au continent. Une de ses convictions majeures se voit réalisée.

En parallèle, il exerce son métier de professeur de belle manière. De France en Haute-Volta en passant par Dakar, il forme de jeunes élèves et leur transmet le goût de l'histoire. Poursuivant son dessein dans le milieu éducatif, il œuvre pour donner à l'Afrique une institution panafricaine d'enseignement supérieur. Il fonde le C.A.M.E.S., Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur, à Ouagadougou et donne ainsi un élan unificateur, interafricain, à l'université en Afrique francophone.

Un autre volet de son engagement pour le continent se retrouve, sous l'égide de l'U.N.E.S.C.O., avec ses contributions dans le domaine de l'éducation. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages qui établissent un constat et évoquent des perspectives pour l'amélioration des structures éducatives en Afrique. Alors, non pas que, jusque là, il a laissé de côté ce statut, l'intellectuel Joseph Ki-Zerbo se dégage. L'historien-intellectuel se lance dans les grandes causes de l'Afrique, l'école, le développement, l'actualité. Il crée le C.E.D.A. pour promouvoir la recherche sur « *le développement endogène* » et publie, avec l'aide de nombreux chercheurs, un ouvrage sur ce thème qui lui est cher³⁹⁴. Prenant position sur les grandes questions de son temps, l'unité africaine ou encore la mondialisation, il publie enfin un ouvrage mettant en relief la question environnementale³⁹⁵. Joseph Ki-Zerbo est donc sans conteste cet « *homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie* »³⁹⁶. Chaque volet de la définition de l'intellectuel que nous avons retenu s'applique à Joseph Ki-Zerbo, de même que les limites de sa transposition aux sociétés africaines. De fait, il est un intellectuel au sens occidental du terme mais

³⁹⁴ Voir Ki-Zerbo J., *La Nette des autres*, op. cit..

³⁹⁵ Voir Ki-Zerbo J., *Compagnons du Soleil*, op. cit..

³⁹⁶ D'après Ory & Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, op. cit..

ses idées en faveur de l'Afrique n'ont malheureusement pas atteint la majorité des peuples africains, vivant dans les campagnes, loin de l'information et de la culture occidentale.

Son dessein de participer à la marche en avant de son continent a trouvé deux expressions. D'un point de vue politique, si les espoirs du début se sont rapidement dissipés, il a sans cesse pris part à la vie politique de son pays. La période d'exil, difficile à accepter, ne l'a cependant pas empêché de poursuivre ses activités sur d'autres plans. Cependant, nous ne pouvons qu'être déçu au moment d'apprécier l'ensemble de son parcours politique, un parcours bien en deçà des prétentions qu'il affichait. Du point de vue intellectuel, l'historien Joseph Ki-Zerbo est sans conteste un grand historien de l'Afrique. Son œuvre et sa participation aux grands projets de son temps le placent parmi les figures de l'histoire de l'Afrique subsaharienne. Aussi, il s'est impliqué dans les grands défis qui agitent le continent africain. Ses contributions diverses le placent au rang de grand intellectuel africain. Pourtant, ses théories n'ont pas trouvé beaucoup d'échos au plus profond des sociétés africaines. Le grand mérite de Joseph Ki-Zerbo est de ne s'être point démarqué à un moment ou un autre de la mission qu'il s'est donnée. Un combat de cette ampleur ne peut susciter que des réussites. Joseph Ki-Zerbo s'est battu et n'a jamais renoncé. Il en ressort une existence au service de l'Afrique. Il lui a rendu le prestige de son passé et s'est impliqué dans les grandes causes du continent selon un proverbe qui lui est cher, symbole du personnage, « *n'an laara, an saara*³⁹⁷ ». Aussi, l'humilité avec laquelle Joseph Ki-Zerbo a mené ses projets peut expliquer sa faible renommée hors des cercles intellectuels de l'Afrique, lui qui est au final, un grand homme de l'Afrique contemporaine.

La vie de Joseph Ki-Zerbo, si elle en est au crépuscule, est cependant loin d'être achevée. Sa dernière publication résonne comme un bilan de sa vie et de son œuvre³⁹⁸. Cependant, il y laisse entrevoir de riches perspectives d'avenir. Au vu de l'activité intellectuelle sans relâche qu'il a sans cesse manifestée, il est très probable que le Professeur livre à nouveau une ou plusieurs œuvres. De la même manière, le présent travail, par les interrogations qu'il pose et les zones d'ombres qu'il comporte, ouvre la voie à de prochaines études sur le personnage. Traiter toutes les facettes de la vie de Joseph Ki-Zerbo est un exercice qui va au-delà d'un simple mémoire de maîtrise. De toute évidence, d'autres travaux viendront, en temps voulu, compléter la modeste biographie esquissée ici.

³⁹⁷ « *Si nous nous couchons, nous sommes morts* ».

³⁹⁸ Voir Ki-Zerbo J., *A quand l'Afrique*, op. cit..

SOURCES

• *Ouvrages de Joseph Ki-Zerbo*

KI-ZERBO Joseph, *Le monde africain noir : histoire et civilisation*, Paris, Hatier, 1963, 94 p.

KI-ZERBO Joseph, *Histoire de l'Afrique noire : d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1972, 702 p.

KI-ZERBO Joseph, *La tradition orale : problématique et méthodologie des sources de l'histoire africaine*, Niamey, C.R.D.T.O., 1972, 197 p.

KI-ZERBO Joseph, *Perspectives de l'éducation*, Paris, Codiam, 1973, 19 p.

KI-ZERBO Joseph, *Alfred Diban, premier chrétien de Haute-Volta*, Paris, Editions du cerf, 1983, 148 p.

Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique, *Histoire générale de l'Afrique*, tome I, « Méthodologie et préhistoire africaine » : directeur de volume J.KI-ZERBO, Paris, U.N.E.S.C.O., 1980

Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique, *Histoire générale de l'Afrique*, tome VIII, « L'Afrique depuis 1935 » : directeur de volume A.A. MAZRUI, Paris, U.N.E.S.C.O., 1998.

KI-ZERBO Joseph, *Eduquer ou périr*, Abidjan : U.N.I.C.E.F., Dakar : U.N.E.S.C.O., Paris : L'Harmattan, 1990, 120 p.

KI-ZERBO Joseph, *Compagnons du soleil : anthologie de grands textes de l'humanité sur les rapports entre l'homme et la nature*, Paris, Editions la Découverte, U.N.E.S.C.O., 1992, 681 p.

KI-ZERBO Joseph (dir.), *La natte des autres : pour un développement endogène en Afrique*, Actes du colloque de Bamako en 1989, Dakar : C.O.S.D.E.R.I.A., Paris : Karthala, 1992, 494p.

KI-ZERBO Joseph, *A quand l'Afrique ?*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2003, 197 p.

• **Ouvrages préfacés par Ki-Zerbo**

DICKO Ahmadou Abdoullahi, *Journal d'une défaite, autour du référendum du 28 septembre 1958 en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan-Dag Hammarskjöld Foundation, 1992, 127 p.

KAMBOU-FERRAND Jeanne-Marie, *Peuples voltaïques et conquête coloniale, 1885-1914*, Paris, l'Harmattan, 1993, 480 p.

MARIKO Kéléigui Abdourahmane, *La mort de la brousse : dégradation de l'environnement au Sahel*, Paris, Karthala, 1996, 126 p.

MOUMOUNI Abdou, *L'éducation en Afrique*, Paris-Dakar, Présence africaine, 1998, 327 p.

PACERE Titinga Frédéric, *Refrains sous le Sahel : poèmes*, Paris, P.J. Oswald, 1976, 89 p.

• **Divers**

Appel pour le changement, brochure politique présentant le cursus de Joseph Ki-Zerbo jusqu'au début des années 1980, supposé rédigé par lui-même.

BADINI Amadé, « Joseph Ki-Zerbo (1922-...) » dans *Prospects : the quarterly review of comparative education*, vol. XXIX, n°4, Paris, U.N.E.S.C.O.-International bureau of education, 1999.

L'éclair, journal du M.L.N., n° 1-n° 46.

La voix du peuple, journal de l'U.P.V., n° 1-n° 21.

Articles de J. Ki-Zerbo dans *Présence africaine* :

- n°12, « L'histoire recommence ».

- n°13, « Responsabilités estudiantines ».
- n°16, « Histoire et conscience nègre ».
- n°38, « Enseignement et culture africaine ».
- n°41, « La personnalité négro-africaine ».

Entretien radiophonique Joseph Ki-Zerbo – Jacques Chancel, Radioscopie, France Inter, 06 juin 1973.

• **Presse**

L'indépendant, L'Observateur, Sidwaya,... (Burkina)

Le Monde (France)

Jeune Afrique (France)

BIBLIOGRAPHIE

L'AFRIQUE

• *Ouvrages généraux*

AJAYI Jacob Festus Ade, *Atlas historique de l'Afrique*, Paris, Jaguar, 1988, 174 p.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine & MONIOT Henri, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, P.U.F., 1964, (4^{ème} rééd., 1993), 499 p.

D'ALMEIDA TOPOR Hélène, *L'Afrique au 20^{ème} siècle*, Paris, Armand Colin, 1993, (Rééd. 1999).

• *Ecrire l'histoire de l'Afrique*

AMENGAL Michel, *Une Histoire de l'Afrique noire est-t-elle possible ?*, Dakar-Abidjan, Les Nouvelles Editions Africaines, 1975.

BRUNSCHWIG H., « Une histoire de l'Afrique noire est-elle possible? » dans *Mélanges en l'honneur de Fernand Braudel*, Méthodologie de l'histoire et des sciences humaines, Privat, 1973, pp. 275-281.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, « Les débats actuels en histoire de la colonisation » dans *Tiers-Monde*, n°112, 1988.

DULUCQ Sophie, « Décoloniser l'histoire de l'Afrique : une impossible entreprise ? L'exemple de l'école historique d'Ibadan (Nigéria) », dans DULUCQ Sophie & ZYTNICKI Colette (dir.), *Décoloniser l'histoire ? De 'l'histoire coloniale' aux histoires nationales en Amérique latine et en Afrique, 19^{ème} et 20^{ème} siècle*, Saint-Denis, Société française d'Outre-Mer, 2003, 176 p.

PAJOT F., **J. Ki-Zerbo : itinéraire d'un intellectuel voltaïque au 20^{ème} siècle**, Mémoire, Juin 2004

DULUCQ Sophie, « Ecrire l'histoire de l'Afrique au sud du Sahara : un bilan historiographique (19^{ème}-20^{ème} siècle) », texte inédit.

JEWSIEWICKI Bogumil & NEWBURY David (ed.), *African Historiographies. What History for Which Africa ?*, Londres, Sage, 1986.

La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine : documents de travail et compte-rendu de la réunion d'experts organisée par l'UNESCO à Ouagadougou (17/22-05-1979), Paris, UNESCO, 1984.

MONIOT H., « L'histoire des peuples sans histoire » dans LE GOFF J. & NORA P., *Faire de l'histoire : nouveaux problèmes (t.1)*, Paris, Gallimard, 1974.

PIRIOU Anne, « Intellectuels colonisés et écriture de l'histoire en Afrique de l'Ouest (1920-1945) », dans DULUCQ Sophie & ZYTNICKI Colette (dir.), *Décoloniser l'histoire ? De "l'histoire coloniale" aux histoires nationales en Amérique latine et en Afrique, 19^{ème} et 20^{ème} siècle*, Saint-Denis, Société française d'Outre-Mer, 2003.

● *Les étudiants africains en France*

DEWITTE Philippe, « Intellectuel et étudiants africains à Paris à la veille des indépendances » dans MARES A. et MILZA Pierre, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 319-342.

DIANE Charles, *La F.E.A.N.F. et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir*, Paris, Chaka, 1990, 190 p.

DULUCQ Sophie, "Pupils and students from Sub-Saharan Africa in France since the late 19th century" dans BADE Klaus B., EMMER Pieter C. et al. (ed.), *Migration, Integration, Minorities since the 17th Century*. A European Encyclopaedia.

GUIMONT Fabienne, *Les étudiants africains en France : 1950-1965*, Paris – Montréal, L'Harmattan, 1998.

PAJOT F., **J. Ki-Zerbo : itinéraire d'un intellectuel voltaïque au 20^{ème} siècle**, Mémoire, Juin 2004

TRAORE Sékou, *La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France*, Paris, L'Harmattan, 1985, 102 p.

• ***Le contexte politique et intellectuel en Afrique***

DE BENOIST Joseph-Roger, *Eglise et pouvoir colonial au Soudan Français*, Paris, Karthala, 1987, 539 p.

DE BENOIST Joseph-Roger, *L'Afrique occidentale française de la conférence de Brazzaville (1944) à l'indépendance (1960)*, Dakar, Nouvelles éditions africaines, 1983, 617 p.

PFOUMA Oscar, *Le nègre de Vélasquez et le miroir de l'histoire*, Paris, Publisud, 1996, 114p

• ***Sur le Burkina-Faso et la Haute-Volta***

GUISSOU Basile, *Burkina-Faso, un espoir en Afrique*, Paris, L'harmattan, 1995.

KABEYA MUASE C., *Syndicalisme et démocratie en Afrique noire, l'expérience du Burkina-Faso*, Abidjan-Inadès Editions, Paris-Karthala, 1989.

KABORE Roger-Bila, *Histoire politique du Burkina Faso 1919-2000*, Paris, L'Harmattan, 2002.

LEJEAL Frédéric, *Le Burkina Faso*, Paris, Karthala, 2002.

MASSA G. & MADIEGA Georges (dir.), *La Haute-Volta coloniale*, Paris, Karthala, 1995.

LES INTELLECTUELS

ORY P. & SIRINELLI Jean-François, *Les intellectuels en France : de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996.

PAJOT F., **J. Ki-Zerbo : itinéraire d'un intellectuel voltaïque au 20^{ème} siècle**, Mémoire, Juin 2004

Politique africaine, n° 51, « Les intellectuels africains », octobre 1993.

SIRINELLI Jean-François, « Le hasard ou la nécessité ? Une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels », *Vingtième siècle*, janv-mars 1986, pp. 97-108.

TREBITSCH M. & GRANJON M.C., *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Bruxelles, Editions Complexe, 1998.

LA BIOGRAPHIE

PENEFF Jean, *La méthode biographique*, Paris, Armand Colin, 1990.

LEVILLAIN Philippe, « Les protagonistes de la biographie » dans REMOND René (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1996.

DIVERS

BÂ Amadou-Hampâté, *Oui mon commandant !*, Mémoires, t.2, Arles, Actes Sud, 1996.

HAUSSER Michel, *Pour une poétique de la négritude*, tome 1, Paris, Silex éditions, 1988.

KESTELOOT Lilyan, *Histoire de la littérature négro-africaine*, Paris, Karthala, 2001.

ANNEXES

- **I** : Carte du Burkina-Faso, ex-Haute-Volta.
- **II** : Couverture de l'ouvrage de Joseph Ki-Zerbo, *Alfred Diban, premier chrétien de Haute-Volta* (1983).
- **III** : Une de *Afrique Nouvelle*, n° 1, 15 juin 1947.
- **IV** : Couverture de l'ouvrage de Joseph Ki-Zerbo, *A quand l'Afrique ?* (2003).
- **V** : Couverture de *Appel pour le changement*. Ce livret est anonyme. Toutefois, à sa lecture, on peut deviner que Joseph Ki-Zerbo en est l'auteur et qu'il s'en sert pour préparer les élections présidentielles et législatives de 1978. On y trouve de nombreuses indications sur son parcours, ses idées et son programme.
- **VI** : Une de *L'étudiant d'Afrique noire*, organe de la F.E.A.N.F..
- **VII** : Article de Joseph Ki-Zerbo, « Responsabilités estudiantines » paru dans *Présence Africaine*, n° 13.
- **VIII** : Eloge de Kwamé N'Krumah par Joseph Ki-Zerbo issu de *L'Eclair*, n° 31, avril 1972.
- **IX** : Allocution de Joseph Ki-Zerbo, secrétaire général du M.L.N. dans *L'Eclair*, n° 3, 1^{er}-15 mai 1970. Joseph Ki-Zerbo y présente les origines et les objectifs du parti.
- **X** : Une de *L'Eclair*, journal du M.L.N., n° 30, mars 1972.
- **XI** : Une de *La voix du peuple*, journal de l'U.P.V., n° 10.
- **XII** : Couverture de l'ouvrage de Joseph Ki-Zerbo, *Le monde africain noir* (1963).

- **XIII** : Couverture de l'ouvrage de Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire* (1972).
- **XIV** : Préface et avant-propos de *Histoire de l'Afrique noire*. On peut lire en préface le jugement de Fernand Braudel sur l'ouvrage majeur de Ki-Zerbo. L'avant-propos évoque la rédaction de l'ouvrage et ses difficultés.
- **XV** : Brochure du C.A.M.E.S., Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur.
- **XVI** : Annonce du président de l'assemblée nationale de Haute-Volta suite à la démission de Joseph Ki-Zerbo en 1978.
- **XVII** : « L'affaire Ki-Zerbo », extrait de *La voix du peuple*, n° 21, mai-juin 1980. A propos de l'éviction de Joseph Ki-Zerbo de la tête du C.A.M.E.S..
- **XVIII** : Couverture de l'ouvrage de Joseph Ki-Zerbo, *Eduquer ou périr* (1990).
- **XIX** : Brochure du C.E.D.A., Centre d'Etudes pour le Développement Africain.
- **XX** : Couverture de l'ouvrage de Joseph Ki-Zerbo, *La natte des autres* (1989).
- **XXI** : Curriculum vitae de Joseph Ki-Zerbo obtenu au C.E.D.A. à Ouagadougou.

ILLUSTRATIONS

- **I** : Joseph Ki-Zerbo et sa famille.
- **II** : Joseph Ki-Zerbo à diverses étapes de sa carrière.
- **III** : Joseph Ki-Zerbo homme politique et orateur.

Source : *Appel pour le changement*, ouvrage anonyme supposé rédigé par Joseph Ki-Zerbo lui-même

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
PRESENTATION DES SOURCES	15
PREMIERE PARTIE : Les jeunes années d'un étudiant voltaïque brillant (1922-1958)	20
Chapitre 1 : Du jeune paysan à l'agrégé d'histoire	21
A. <u>Les premières années, à Toma (1922-1940)</u>	21
1. Des origines modestes.....	21
2. L'exemple de son père, premier chrétien de Haute-Volta.....	22
B. <u>Vers un avenir prometteur (1940-1958)</u>	25
1. A Dakar et Bamako, le baccalauréat (1940-1949).....	25
2. L'étudiant parisien brillant (1949-1958).....	27
Chapitre 2 : Le microcosme africain à Paris (années 1950)	29
A. <u>Des étudiants actifs</u>	29
1. Sur les traces des figures de la négritude.....	29
2. Le milieu associatif et militant.....	31
B. <u>Des revendications qui se radicalisent</u>	33
1. La F.E.A.N.F. ou l'expression marxiste du mouvement étudiant.....	33
2. De nombreuses publications engagées.....	35
Chapitre 3 : Vers la mise en œuvre concrète des revendications (1958)	38
A. <u>Un contexte propice</u>	38
1. La politique française de décolonisation.....	38
2. Kwamé N'Krumah, un exemple.....	40
B. <u>La fondation du M.L.N. de Joseph Ki-Zerbo</u>	42
1. L'idéologie fondatrice du mouvement.....	42
2. Autour du référendum du 28 septembre 1958.....	43
DEUXIEME PARTIE : Joseph Ki-Zerbo, l'éternel opposant politique (1958-1995)	46
Chapitre 1 : De la clandestinité à l'émergence d'un parti structuré (années 1960)	47
A. <u>Le règne de Yaméogo, injustice et déraison (1960-1966)</u>	47
1. Le M.L.N. étouffé par le pouvoir.....	47

2. Joseph Ki-Zerbo et le coup de force du 3 janvier 1966.....	49
B. <u>Les militaires au pouvoir (1966-1970)</u>	51
1. L'existence chaotique du M.L.N.....	51
2. Le vrai visage, officiel, du M.L.N. de Joseph Ki-Zerbo.....	52
Chapitre 2 : Les années 1970 ou l'existence politique à travers l'agitation syndicale.....	55
A. <u>Le M.L.N. dans l'ombre du pouvoir</u>	55
1. La 2 ^{ème} République et les échéances électorales de 1970.....	55
2. Le passage en force des militaires du 8 février 1974.....	57
B. <u>Vers un retour de la démocratie ?</u>	58
1. L'U.P.V., en préparation des élections de 1978.....	58
2. Joseph Ki-Zerbo, président de la 3 ^{ème} République ?.....	60
Chapitre 3 : Du sommet à la chute (1980-1995).....	62
A. <u>Une participation éphémère au sommet de l'Etat (1980-1982)</u>	62
1. Le coup d'Etat du 25 novembre 1980.....	62
2. L'exercice difficile du pouvoir.....	64
B. <u>L'effacement, l'exil et le retour (1983-1995)</u>	66
1. La « Révolution voltaïque », sans Joseph Ki-Zerbo (1983-1987).....	66
2. Le retour progressif du « Professeur » (1992-1995).....	68
TROISIEME PARTIE : Joseph Ki-Zerbo, historien et intellectuel.....	70
Chapitre 1 : Un historien émérite.....	71
A. <u>Une nécessité, revoir l'histoire de l'Afrique d'un point de vue africain</u>	71
B. <u>Professeur et chercheur de renom</u>	74
1. Des écrits de référence.....	74
2. Un professeur reconnu.....	76
Chapitre 2 : Une implication internationale au sein de l'U.N.E.S.C.O.....	79
A. <u>En tant qu'historien</u>	79
1. Les sources de l'histoire africaine : problèmes et méthodologie.....	79
2. L'histoire générale de l'Afrique de l'U.N.E.S.C.O.....	81
B. <u>En tant que pédagogue</u>	82
1. Perspectives de l'éducation.....	82
2. Constat, éduquer ou périr ?.....	84
Chapitre 3 : Un intellectuel engagé sur tous les fronts.....	87
A. <u>Pour un « développement endogène »</u>	87
1. Le C.E.D.A., Centre d'Etudes pour le Développement Africain.....	87
2. La natte des autres.....	89

B. <u>Prises de position et contributions diverses</u>	89
CONCLUSION	93
SOURCES	99
BIBLIOGRAPHIE	102
ANNEXES	106
ILLUSTRATIONS	108
TABLE DES MATIERES	109